

Document du
Fonds International de Développement Agricole
Réservé à usage officiel

ROYAUME DU MAROC

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS
LE MOYEN ATLAS ORIENTAL (PDRMO)
(Prêt FIDA No. 685-MA)**

RAPPORT D'EXAMEN A MI-PARCOURS

Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
Département de la gestion des programmes

CONFIDENTIEL
Rapport No. 2806-MA
Août 2012

Le présent document fait l'objet d'une distribution restreinte et ne peut être utilisé par les destinataires que dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Son contenu ne peut être par ailleurs révélé sans l'autorisation du Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

TABLE DES MATIERES

TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Dirham marocain (DH)
1,00 USD	=	8,9 DH
1,00 DH	=	0,112 USD

POIDS ET MESURES

Système métrique

SIGLES ET ACRONYMES

ADS	Agence de développement social
AEP	Alimentation en eau potable
AGR	Activité génératrice de revenu
AMC	Association de microcrédit
ANOC	Association nationale des éleveurs d'ovins et de caprins
AT	Assistance technique
AUEA	Association des usagers de l'eau agricole
BE	Bureau d'études
CE	Crédits d'engagement
CP	Crédits de paiement
CES	Conservation des eaux et des sols
CPDR	Comité provincial de développement rural
CPS	Cahier des prescriptions spéciales
CR	Commune rurale
CT	Centre de travaux
DAO	Dossier d'appel d'offres
DEFR	Direction de l'enseignement, de la formation et de la recherche
DIAEA	Direction de l'irrigation et de l'aménagement de l'espace agricole
DP	Direction du projet
DPA	Direction provinciale de l'agriculture
DDFP	Direction du développement des filières de production

DRA	Direction régionale de l'agriculture
DREFLCD	Direction régionale des eaux et forêts et de la lutte contre la
désertification	
DPEFLCD	Direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la
	désertification
INDH	Initiative nationale pour le développement humain
MAPM	Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MEN	Ministère de l'Education nationale
MHAI	Ministère des Habous et des Affaires islamiques
OFID	OPEC Fund For International Development
ONEP	Office national de l'eau potable
ONSSA	Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires
PCD	Plan communal de développement
PDD	Plan de développement de douar
PDRMO	Projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental
PMH	Petite et moyenne hydraulique
PTBA	Programme de travail et budget annuels
SAEP	Système d'alimentation en eau potable
SFDA	Société de financement du développement agricole
SMOP	Service de mise en œuvre des projets
SS	Service de support
SVA	Service de la vulgarisation et de l'appui
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
UGP	Unité de gestion du projet

CALENDRIER

Exercice financier 1^{er} janvier - 31 décembre

RESUME EXECUTIF

1. Dans le cadre de l'examen à mi-parcours du PDRMO, une mission a été effectuée au Maroc du 1^{er} juillet au 15 août 2012. Celle-ci s'est fixée comme objectifs: i) d'évaluer l'état d'avancement physique et financier des composantes et sous-composantes du projet; ii) d'analyser composante par composante les contraintes de mise en œuvre; iii) d'analyser la suite donnée aux recommandations des missions de supervision et de suivi du FIDA; iv) d'identifier les solutions en fonction de l'état d'avancement de l'exécution du projet et de l'importance des contraintes rencontrées; v) d'établir un plan

d'action pour la durée restante du projet; et de faire des propositions de réajustement de certaines activités

2. Le projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental (PDRMO) a été pré-identifié, identifié et formulé par le FIDA respectivement en décembre, janvier et juin 2005, et ce suite à la demande du gouvernement du royaume du Maroc pour contribuer à son financement. Une mission du FIDA a évalué le projet en août et septembre 2005.
3. L'accord de financement (Accord n° 685-MA) a été signé le 14/2/2006 mais son entrée en vigueur n'a été prononcée que le 28/3/2007. Le coût total du projet est évalué à 44,21 millions d'USD et son financement est assuré par: i) la contribution du gouvernement pour un montant de 16,97 millions d'USD; ii) un prêt du FIDA d'un montant de 16,21 millions d'USD; iii) un prêt de l'OPEC d'un montant de 9,81 millions d'USD; et iv) la contribution des bénéficiaires d'un montant de 1,22 million d'USD. L'achèvement et la clôture du projet sont prévus respectivement le 31/3/2015 et le 30/9/2015.
4. La zone du projet comprend 10 communes rurales et deux municipalités situées dans les régions montagneuses et de piémont de la province de Boulemane. Celles qui font partie du cercle de Boulemane sont les municipalités de Boulemane et d'Immouzer Marmoucha, ainsi que les communes rurales d'Enjil, Guigou, Serghina, Ait El Mane, Aït Bazza, Almis Marmoucha, Talzemt, Skoura M'Daz, et El Mers). Une commune rurale, Oulad Ali Youssef, fait partie du cercle d'Outat El Haj. La zone du projet s'étend sur une superficie totale de 528.000 ha dont 53.361 ha (10%) de SAU, 121.364 ha (23%) de forêts et environ 353.275 ha (67%) de parcours, alfa et inculte. 84% de la SAU est constituée de bour semi-aride.
5. L'objectif général du projet est de contribuer à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance de manière durable des revenus des populations rurales, liées à la restauration et à une gestion durable des ressources naturelles.
6. Comme objectifs spécifiques, le projet s'est fixé: i) de renforcer les capacités locales de planification à la base, de gestion du développement rural et de conception et mise en œuvre de micro-projets, en ciblant principalement les populations les plus démunies; ii) de garantir la durabilité du développement économique par la mise en valeur des ressources agro-sylvo-pastorales et la promotion de micro-entreprises dans les domaines de l'artisanat, de l'écotourisme et de la transformation des produits agricoles et de faciliter, de manière durable, l'accès aux services financiers de proximité en faveur des groupes cibles qui n'y accèdent pas ou peu, en particulier les femmes et les jeunes; et iii) d'atténuer la dégradation des terres par des actions de lutte antiérosive, de restauration du couvert végétal et d'amélioration foncière.
7. Pour atteindre ces objectifs, le projet, qui dure 8 ans, comporte 5 composantes: i) le renforcement des capacités locales; ii) les aménagements et les infrastructures socio-économiques; iii) l'intensification et la diversification de la production agricole; iv) l'appui aux services financiers de proximité et la promotion de la micro entreprise; et v) la coordination et la gestion du projet.
8. La conception des activités du projet se fait à partir du douar dans le cadre d'une planification ascendante participative par l'élaboration de plans de développement de

douars (PDD) déclinés en contrats-programme annuels qui lieront le projet aux bénéficiaires.

9. La situation des réalisations par composante est développée dans ce qui suit.
10. **Composante renforcement des capacités.** L'élaboration des 150 PDD prévus est achevée et leur validation a été faite au niveau communal. Malgré le suivi assuré par l'administration, l'élaboration des PDD a accumulé beaucoup de retards par rapport aux échéances prévues et certains aspects ont été insuffisamment traités. Ces retards ont engendré un important décalage entre la phase planification/programmation et la phase réalisation.
11. En l'absence d'animateurs permanents, l'approche du projet n'a pas pu être suffisamment respectée. En effet, l'implication des populations a été limitée à l'élaboration des PDD et des insuffisances ont été notées au niveau de l'intégration des actions, du suivi et de l'organisation des populations à la base. Cependant, le retard dans les réalisations a eu un effet positif en permettant de rattraper certains de ces aspects, notamment l'organisation communautaire et l'intégration des actions.
12. Concernant l'alphabétisation, les actions réalisées par deux ONG avec lesquelles des conventions ont été établies à cet effet, ont abouti à alphabétiser 470 femmes sur les 3000 bénéficiaires prévus par le projet (soit 15%). Malgré les efforts fournis par ces ONG, la mission a constaté l'existence de plusieurs contraintes dont principalement le paiement en retard des monitrices, le planning des ouvertures des classes qui ne tient pas compte des activités des femmes, et l'accès aux AGR qui n'est pas conditionné par une participation assidue aux cours d'alphabétisation.
13. La mission a apprécié les efforts déployés par le projet pour les formations dispensées dans tous les domaines et pour toutes les composantes. Cependant, les entretiens réalisés avec les bénéficiaires révèlent la nécessité de tenir compte des besoins spécifiques selon les groupes d'intérêt et d'orienter davantage ces formations vers la pratique et les voyages et visites.
14. **Composante aménagements et infrastructures socio-économiques.** Pour cette composante, qui comprend la PMH, le désenclavement, l'AEP et les travaux de CES, la situation des réalisations est résumée dans ce qui suit.
15. **Sous-composante PMH.** L'état actuel des réalisations est caractérisé par l'achèvement des études techniques (100%), la réalisation de 26% des travaux et la constitution de 50% des AUEA. Il a été constaté que la plupart des AUEA sont peu actives et plusieurs associations de développement local jouent le rôle des AUEA. Diverses contraintes, dont principalement le retard dans l'élaboration des PDD, ont considérablement retardé l'avancement régulier des actions de PMH. Les visites de terrain ont permis de juger du bon état et de la bonne qualité des réalisations (seuils de dérivation et séguis). Par ailleurs, les entretiens effectués avec la population ont confirmé les résultats des PDD et les besoins en ces types de travaux et ouvrages.
16. **Sous-composante désenclavement et AEP.** Cette sous-composante n'a pas encore connu de vrai démarrage. Les réalisations se sont limitées pour le désenclavement à: i) l'identification du programme sur la base des besoins exprimés dans les PDD et leur validation par les CR (un programme de 140 km a été identifié et validé par les CR); ii)

la réalisation des études pour 60 km sur les 124 prévus; et iii) le lancement des travaux sur 25 km dont 4 sont réalisés. Quant à l'AEP, à cette date, il n'y a pas encore eu de réalisations. Le nombre des douars ayant exprimé le besoin de se doter d'un système d'AEP (SAEP) est de 88, alors que le projet prévoit la desserte en eau de 14 douars. Trois SAEP sont programmés pour 2012, dont deux sont en cours de préparation. Dix SAEP seront programmés en 2013 et un en 2014.

17. **Sous-composante CES.** Les études techniques de stabilisation des berges et de correction des ravins sont réalisées à 100%. Les travaux de CES ont atteint un niveau de réalisation se situant autour de 33% par rapport aux prévisions. Les travaux de stabilisation des berges, qui sont les plus avancés (51%), ont été accélérés suite aux dégâts de crues de 2008 et 2009. Les formations sont à un taux de réalisation de 11%. Par ailleurs, le manque de terres privées et l'ambiguïté des statuts juridiques pénalisent l'épierrage et les travaux de confection de murettes. Les ouvrages de CES réalisés sur le terrain ont émané des PDD, sont édifiés de manière professionnelle et sont bien appréciés par la population concernée, notamment la fixation des berges. Les visites de terrain ont montré l'ampleur des risques d'érosion encourus par les sols des zones du projet, et par conséquent, la nécessité de renforcer la protection des terres agricoles en priorité pour atteindre les objectifs du projet, notamment après les crues de 2008 et 2009.
18. **Sous-composante intensification et diversification de la production végétale.** Les réalisations de la sous-composante sont très faibles: 10% aussi bien pour les plantations arboricoles et cultures alternatives que pour les démonstrations pratiques, 25% pour la formation des agriculteurs et techniciens, alors que la convention de recherche-développement n'est pas encore engagée. Ces résultats sont expliqués par l'insuffisance des ressources humaines dès le démarrage du projet, qui a abouti à l'absence de préparation de plans d'action issus d'une planification rigoureuse prenant en considération tous les facteurs.
19. Les sorties sur le terrain ont permis d'apprécier l'état des plants distribués dans le cadre du projet. Il a été noté la différence de pourcentage de réussite, par exemple, entre les plants de cerisier de cette année (83%) et ceux de l'année dernière (25%). La cause diagnostiquée probable reste l'origine des plants et leur manque de dormance à la réception.
20. En général, les agriculteurs sont satisfaits des résultats des essais de démonstration, notamment ceux du maïs. Cependant, l'inadéquation entre le contenu des formations et les essais de démonstration, associée à la faible vulgarisation autour des essais ont abouti à un manque d'information chez les producteurs.
21. Par ailleurs, la répartition spatiale des espèces arboricoles dans la zone du projet constitue un atout et permet une meilleure visibilité pour planifier la distribution des espèces en fonction des zones les plus aptes au développement des filières arboricoles.
22. **Sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage.** Pour cette sous-composante, les niveaux de réalisation sont différents selon les activités: i) les actions de développement de l'élevage ont connu, grâce aux 4 conventions de partenariat engagées avec l'ANOC, des niveaux de réalisation très satisfaisants; ii) les actions de santé animale ont pu rattraper le retard enregistré au début grâce à l'appui du service vétérinaire de l'ONSSA qui a accompagné la distribution des produits vétérinaires

pour remédier à l'insuffisance des ressources humaines et au manque de logistique pour réaliser cette activité (environ 700 000 têtes ont bénéficié de la campagne; iii) les points d'eau ont connu des niveaux de réalisation satisfaisants (deux points d'eau sont réalisés et 4 sont prévus cette année); iv) les actions d'amélioration pastorale n'ont pas encore démarré en raison de l'insuffisance des ressources humaines. Un programme de 10 000 ha de mise en défens et de 700 ha de plantations a été identifié et sera lancé à partir de cette année; v) pour ce qui concerne la réhabilitation des écosystèmes forestiers, aucune action n'a pu être engagée à ce jour et ce, en raison de l'insuffisance des ressources humaines, de la réticence de la population et de difficultés de procédure pour la mise en application de la convention-cadre de partenariat engagée entre la DP et la DPEFLCD.

23. Pour la **composante appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise**, seule l'étude des filières a été réalisée et ce, malgré les efforts déployés par l'UGP. En effet, les AMC n'ont pas montré d'intérêt à répondre aux multiples appels d'offres relatifs à cette activité. Cependant, grâce aux efforts déployés par les CT, le projet a pu réaliser depuis 2009, 29 AGR (apiculture et ovins). Les performances de ces AGR sont très variables et nécessitent encore de l'encadrement de proximité et du renforcement de capacités. Même si les bénéficiaires manifestent un grand intérêt pour ces activités, certaines contraintes méritent d'être atténuées dont les principales sont: i) les effectifs accordés par bénéficiaire qui sont faibles pour démarrer des AGR d'élevage et pour justifier les efforts à déployer; ii) le matériel apicole: seules des ruches pleines sont octroyées, ce qui engendre de nombreuses dépenses dès la première année et handicape la réussite de l'activité; iii) l'insuffisance de la formation pratique; iv) la non maîtrise de la localisation des nappes mellifères des zones avoisinantes; et v) la faiblesse de l'organisation du secteur au niveau de la province.
24. Par ailleurs, le FIDA (à travers un don) et d'autres bailleurs de fonds nationaux ont essayé de développer des AGR liées aux plantes aromatiques et médicinales (PAM). Cependant, cette activité a eu du mal à démarrer à cause de certains problèmes liés principalement: i) au choix des sites, ii) à la demande qui n'émane pas des femmes; iii) au foncier qui ne leur appartient pas; iv) à l'accès très difficile; v) aux femmes qui ne sont pas autonomes dans la prise de décision; vi) au manque de visibilité de développement des coopératives et d'un programme d'action à cet effet; vii) à la localisation dispersée des femmes; viii) au manque d'activités incitatrices; et ix) aux types de serres installées qui ne sont pas adaptés aux zones montagneuses.
25. Globalement, les AGR manquent de suivi et d'encadrement de proximité. Ceci ne permettra pas d'en évaluer les impacts générés et d'en assurer la durabilité requise.
26. **Composante coordination et gestion.** Grâce aux efforts déployés par la direction du projet et le MAPM, des avancées ont été enregistrées aux niveaux: i) des ressources humaines dont la situation s'est nettement améliorée grâce à la mobilisation de l'assistance technique, ii) de l'organisation et du suivi des travaux, iii) de la gestion comptable et financière, et iv) du classement des dossiers des marchés.
27. Cependant, quelques insuffisances ont été relevées en ce qui concerne: i) l'organisation de l'équipe d'assistance technique dont les programmes de travail doivent être précisés; et ii) la tenue de la situation financière et du registre des marchés.
28. Pour ce qui concerne les réalisations financières, et en dépit des efforts entrepris au niveau de la délégation des crédits nécessaires par le ministère de l'Agriculture

(153 millions de Dh, soit environ 50% du coût total prévu), le projet connaît des retards importants au niveau des engagements qui n'ont atteint que 86,5 millions de Dh, soit 28% du coût total du projet, et des paiements qui n'ont atteint que 33 millions de Dh, soit 39 % des crédits engagés.

29. Concernant les décaissements, la situation est alarmante pour les deux prêts (FIDA et OPEP): i) pour le prêt FIDA, le montant décaissé n'a pas dépassé 29.197.147,80 Dh, y compris le montant de l'avance (10.000.000,00 de Dh), soit l'équivalent de 3.628.539 USD et 2.311.800,44 DTS, ce qui représente 20,55% du montant du prêt; et ii) concernant le prêt OPEC, le montant décaissé n'a pas dépassé 1.283.791 Dh, soit l'équivalent de 144.246 USD, représentant moins de 2% du prêt.
30. **Partenariats.** Certains partenariats ont relativement bien marché, principalement ceux engagés avec l'ANOC et la DPEFLCD. Cependant, des efforts restent à déployer en matière de convergence avec les partenaires responsables des programmes et projets sectoriels au niveau de la province.
31. **Système de suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation du projet est constitué d'un ensemble de parties relatives à la situation avant-projet concernant les indicateurs SYGRI de 3^{ème} niveau, au suivi des réalisations physiques et financières. Cependant, l'application informatique qui devait intégrer l'ensemble de ces parties n'est pas encore développée. De plus, le nombre de bénéficiaires par action n'est pas inventorié et parfois non maîtrisé.
32. **Plan d'innovation.** La mission a revu avec la DP le plan d'innovation proposé dans le cadre de la route d'apprentissage intercontinentale. Sa mise en œuvre n'a pas encore démarré et elle ne sera achevée que vers fin 2014.
33. **Recommandations.** Pour remédier aux contraintes précitées et permettre de rattraper le retard enregistré par le projet, la mission propose et recommande ce qui suit.
34. **Composante renforcement des capacités.** Afin de combler les insuffisances, la mission recommande de: i) mobiliser des techniciens pour accélérer l'appui à la création des associations communautaires là où elles n'existent pas et redynamiser celles qui existent déjà mais qui ne jouent pas leur rôle; ii) procéder à la formation de l'ensemble des associations; iii) lancer un programme de communication autour du projet; iv) prioriser les associations qui sont performantes pour instaurer une compétition entre elles; iii) renforcer les formations et les voyages d'échanges dans d'autres provinces; iv) accorder la priorité pour la création d'AGR aux personnes ayant suivi les cours d'alphabétisation; et v) accélérer la présentation des résultats des PDD au comité provincial.
35. **Sous-composante PMH.** L'aboutissement des actions restantes de PMH durant les dernières années du projet est tributaire de la mobilisation de ressources financières supplémentaires pour faire face à l'augmentation des coûts des travaux, de l'établissement d'un programme réaliste sur la base des critères d'éligibilité définis par la mission et d'un plan d'action avec un échéancier de mise en œuvre rigoureux pour l'AT. Dans l'objectif de mieux évaluer l'impact des actions de PMH, il est recommandé de délimiter par GPS, dans les périmètres de PMH, les superficies sous irrigation. Dans un souci de durabilité, il est nécessaire de créer les 28 AUEA restantes. Par ailleurs, les AUEA formées sont à dynamiser et les associations dynamiques sont à mettre à profit.

36. **Sous-composante désenclavement.** Il est recommandé: i) de maintenir le programme initial de 114 km; ii) de respecter le ciblage prévu par le projet à travers la priorisation des pistes identifiées dans les PDD selon les critères d'éligibilité établis lors de la mission; iii) de coordonner avec la DPE et la province pour assurer les complémentarités requises; iv) d'activer la réalisation des études pour les pistes prioritaires; v) de programmer le reliquat des pistes sur les années 2013 et 2014; vi) d'étudier la possibilité de mobilisation de crédits supplémentaires à partir du FDR pour faire face aux besoins formulés dans les PDD et pour le revêtement de pistes qui seront aménagées dans le cadre du projet.
37. **Sous-composante AEP.** Afin de pouvoir toucher un nombre de douars important et de réduire le coût par habitant, la mission recommande de: i) regrouper plusieurs douars par système chaque fois que cela est techniquement possible; et ii) se concerter davantage avec l'ONEP pour bénéficier de son AT et optimiser les investissements.
38. **Sous-composante CES.** La réalisation du programme d'action de CES des 2 années à venir nécessite une coordination plus renforcée entre la DPEFLCD et la DPA. Dans un souci de complémentarité avec les projets de correction de ravins pris en charge par la DPEFLCD qui agirait à l'amont des zones montagneuses et de satisfaire les besoins des populations, il est recommandé d'orienter les actions de correction des ravins du projet aux endroits où il existe un risque pour les terres agricoles et de renforcer le programme des ouvrages de stabilisation des berges des cours d'eau. En considérant la complexité de l'action, la rareté des superficies à traiter et la particularité architecturale des terrasses de certains douars montagneux, il est recommandé de limiter les réalisations des murettes et épierrage et de renforcer la stabilisation des murettes existantes.
39. **Sous-composante développement de la production végétale.** Il est recommandé: i) de quantifier de façon précise sur le terrain les actions susceptibles d'être concrètement réalisées à la fin du projet; ii) d'établir un plan de réalisation rigoureux et réaliste pour les actions retenues; iii) d'identifier les différentes ressources humaines à dédier à cette sous-composante avec une répartition des tâches précise et la responsabilisation sur les résultats; iv) d'impliquer fortement l'A.T pour l'appui à la réalisation des objectifs restants; v) de distribuer les plants par espèce selon les zones les plus adaptées au développement des filières spécifiques, ceci permettra l'émergence de zones à vocation arboricole par espèce; et vi) de mettre en œuvre avant fin 2012 la convention recherche-développement et d'en limiter les prestations à la réalisation et au suivi des vergers pilotes et des essais de démonstration.
40. **Sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage.** Pour cette sous-composante, et en raison de difficultés de réalisation et des besoins formulés par les populations dans les PDD, les principales recommandations portent sur: i) la réduction du programme de mise en défens de 25 000 ha sur une année à 10 000 ha sur deux ans et l'activation de sa mise en œuvre; ii) la mise en œuvre du programme de plantations sur 1 000 ha dans les meilleurs délais; iii) la création de 4 nouveaux groupements ANOC; iv) le renforcement du programme d'amélioration génétique avec participation des bénéficiaires; v) le maintien du programme de santé animale; vi) la réduction des travaux d'amélioration sylvo-pastorale de 500 à 200 ha et de reboisement de 690 à 100 ha; et vii) l'annulation du programme de mise en défens des superficies reboisées; et vii) le maintien du programme de plantation de bois de feu et de distribution de fous améliorés.

41. **Composante appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise.** Compte tenu des contraintes rencontrées pour la mise en œuvre de la sous-composante appui aux services financiers, la mission recommande :

- la mise en place dans les meilleurs délais de l'assistance technique qui se chargera de réaliser le diagnostic des organisations professionnelles existantes (OP), de définir les orientations stratégiques et les filières les plus porteuses pour le développement des AGR et des micro-entreprises, de réaliser leurs études de faisabilité (sociale, technique et économique, y compris les aspects de commercialisation) et de leur assurer l'accompagnement pour la mobilisation du financement nécessaire et dans la mise en œuvre des projets;
- l'appui du projet, à titre pilote, de deux associations de développement local pour accompagner les promoteurs d'AGR et de micro-entreprises dans leurs zones d'action. Cette modalité d'intervention pourra servir comme innovation à reproduire à plus grande échelle le cas échéant;
- l'appui aux promoteurs de micro-entreprises et d'AGR pour l'accès au financement nécessaire auprès des institutions financières spécialisées (SFDA et AMC), des autres acteurs de développement présents dans la zone du projet (INDH, fondation Mohamed V et ADS) ainsi qu'à des compléments à apporter éventuellement par le projet.

42. **Composante organisation et gestion.** Pour cette composante, les recommandations portent sur ce qui suit: i) accélérer le rythme d'engagement des marchés prévus en 2012; ii) activer la réalisation des travaux; iii) assurer le suivi régulier des marchés pour améliorer la cadence de paiement des travaux réalisés; iv) assurer la tenue des registres des marchés et de la situation des décaissements; v) transmettre régulièrement à la fin de chaque mois les relevés de dépenses qui doivent être établis par période et par catégorie; vi) classer les dossiers des bons de commande; vii) renforcer le budget du projet pour rattraper le retard et doter les CT en crédits nécessaires; et viii) saisir le fonds de l'OPEP pour la prolongation de leur prêt une fois les dernières demandes de décaissement envoyées.

43. **Partenariat.** La mission recommande d'établir dans les meilleurs délais une convention-cadre entre le projet d'une part et les services techniques provinciaux (INDH, Promotion nationale, DPE, ONEP, DPEFLCD, etc.) d'autre part, en vue d'une meilleure convergence territoriale de leurs interventions dans la zone du projet. De même, il est recommandé d'activer l'établissement de nouvelles conventions spécifiques de partenariat avec la DPEFLCD et l'ANOC.

44. **Système de suivi-évaluation.** La mission insiste sur la mise en place de l'application pour intégrer l'ensemble des parties du SSE, l'établissement des listes des bénéficiaires selon le genre et la réalisation de l'enquête de base.

45. En outre, la mission recommande de capitaliser la formation assurée par la mission du FIDA effectuée en juillet 2012 pour l'amélioration du système de suivi-évaluation du projet dans le sens de l'intégration de la programmation (COSTAB et PTBA), des réalisations physiques et financières (SYGRI et système de suivi financier) et des résultats du projet. Actuellement, le suivi est assuré par l'AT, il est nécessaire d'affecter cette tâche à un cadre de la DPA.

46. **Plan d'innovation.** La mission recommande d'inclure dans les activités du plan d'innovation, la réhabilitation des murettes de Bni Hsin (CR O. Ali), car celles-ci constituent un vrai patrimoine culturel à promouvoir et à préserver. Par ailleurs, étant donné que les activités prévues dans le plan ne seront achevées que vers 2014, un voyage dans ce cadre ne pourrait être organisé que vers fin 2014.

ROYAUME DU MAROC

PROJET DE DÉVELOPPEMENT RURAL DANS LE MOYEN ATLAS ORIENTAL (PDRMO) (Prêt FIDA No. 685-MA)

RAPPORT D'EXAMEN A MI-PARCOURS

I. INTRODUCTION

1. Le projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental(PDRMO) a été pré-identifié, identifié et formulé par le FIDA en décembre, janvier et juin 2005 respectivement et ce suite à la demande du gouvernement du Royaume du Maroc pour contribuer à son financement. Une mission du FIDA a évalué le projet en août et septembre 2005.

2. L'accord de financement N° 685-MA a été signé le 14/2/2006 mais son entrée en vigueur n'a été prononcée que le 28/3/2007. Le coût total du projet est évalué à 44,21 millions d'USD et son financement est assuré par: i) la contribution du Gouvernement pour un montant de 16,97 millions d'USD; ii) un prêt du FIDA d'un montant de 16,21 millions d'USD; iii) un prêt de l'OPEP d'un montant de 9,81 millions d'USD; et iv) la contribution des bénéficiaires de 1,22 million d'USD. L'achèvement et la clôture du projet sont prévus respectivement le 31/3/2015 et 30/9/2015.

3. L'objectif général du projet est de contribuer à l'allègement de la pauvreté rurale par la diversification et la croissance de manière durable des revenus des populations rurales, liées à la restauration et à une gestion durable des ressources naturelles.

4. Comme objectifs spécifiques, le projet s'est fixé: i) de renforcer les capacités locales de planification à la base, de gestion du développement rural et de conception et mise en œuvre de micro-projets, en ciblant principalement les populations les plus démunies; ii) de garantir la durabilité du développement économique par la mise en valeur des ressources agro-sylvo-pastorales et la promotion de micro-entreprises dans les domaines de l'artisanat, de l'écotourisme et de la transformation des produits agricoles et de faciliter, de manière durable, l'accès aux services financiers de proximité en faveur des groupes cibles qui n'y accèdent pas ou peu, en particulier les femmes et les jeunes; et iii) d'atténuer la dégradation des terres par des actions de lutte antiérosive, de restauration du couvert végétal et d'amélioration foncière.

5. Pour atteindre ces objectifs, le projet, qui dure 8 ans, comporte 5 composantes: i) le renforcement des capacités locales; ii) les aménagements et les infrastructures socio-économiques; iii) l'intensification et la diversification de la production agricole; iv) l'appui aux services financiers de proximité et la promotion de la micro entreprise; et v) la coordination et la gestion du projet.

6. Une mission du FIDA s'est rendue au Maroc du 1/7/2012 au 15/8/2012 pour effectuer l'examen à mi-parcours du projet. Elle était composée de Monsieur Mohammed Laklalech, spécialiste en organisation et gestion des projets et développement de l'élevage et coordinateur de la mission, de Madame Khadija Bourarach, sociologue, spécialiste en développement communautaire, genre et entrepreneuriat féminin et de Mr Ali Lansari, spécialiste en agronomie.

7. La mission s'est fixée comme objectifs: i) d'évaluer l'état d'avancement physique, et financier des composantes et sous-composantes du projet; ii) d'analyser composante par composante les contraintes de mise en œuvre; iii) d'analyser les suite données aux recommandations des missions de supervision et de suivi du FIDA; iv) d'identifier les solutions en fonction de l'état d'avancement de l'exécution du projet et de l'importance

des contraintes rencontrées; et v) d'établir un plan d'action pour la durée restante du projet.

8. La mission, lors de son séjour dans la province de Boulemane qui a duré du 4 à 18/7/2012 (voir appendice 8), a tenu le mercredi 4/7/2012 une première réunion de travail avec la Direction du Projet, le représentant de la DRA, les services techniques de la DPA, les CT concernés, les partenaires du Projet et les membres de l'assistance technique (AT) lors de laquelle l'état d'avancement du projet a été présenté et le programme de la mission a été élaboré. Par la suite, des séances de travail ont été organisées avec les différents responsables de la mise en œuvre du Projet, notamment le directeur provincial de l'agriculture, le chef de l'unité de gestion du projet (UGP), le chef du Service de mise en œuvre des projets (SMOP), les membres de l'UGP et les partenaires du projet (service vétérinaire, direction provinciale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification, INDH, et Direction provinciale de l'équipement). En outre, deux réunions ont été tenues à la province, la première avec M. le gouverneur et la deuxième avec M. le secrétaire général et les responsables des divisions techniques de la province ainsi que les services techniques provinciaux pour renforcer la convergence entre le projet et les programmes et projets en cours d'exécution dans la province.

9. La mission a, durant cinq jours¹, effectué des visites de terrain dans la zone du projet pour s'enquérir de l'état des réalisations et des besoins en termes d'infrastructures (PMH, pistes, AEP, CES, etc.), de plantations, d'améliorations pastorales, d'alphabétisation, d'AGR et d'essais de démonstration en production végétale et pour discuter et examiner avec les populations et leurs représentants (associations, AUEA et coopératives) les besoins, les difficultés et les propositions de solutions.

10. Le mardi 17 juillet 2012, une réunion a été tenue à la DPA de Boulemane avec la direction du projet, les représentants des CT concernés, certains partenaires et l'AT lors de laquelle ont été discutées les principales conclusions de la mission et les propositions de réajustements de certaines actions du projet.

11. A Fès, la mission a tenu le mercredi 18 juillet 2012 des réunions avec la direction régionale des eaux et forêts et de la lutte contre la désertification de Fès-Boulemane, l'office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires, l'office national de l'eau potable et la direction régionale de l'agriculture.

12. A Rabat, la mission a tenu des séances de travail avec la direction du budget au ministère de l'Economie et des Finances, les directions centrales du MAPM (DIAEA, DF, DPFA, DEFR), le HCEFLCD, l'ONSSA, le CAM (SFDA), l'ANOC et la Fondation Mohamed V pour la solidarité.

13. La mission tient à remercier tous ceux qui ont contribué au bon déroulement de son travail, particulièrement la DP et ses partenaires centraux (les directions centrales du MAPM, du MEF, du HCEFLCD, de l'ONSSA, du Crédit agricole et de l'ANOC), régionaux (la DRA de Fès-Boulemane, la DREFLCD, la DR de l'ONSSA et l'ONEP) et provinciaux (la province de Boulemane, les services techniques de la DPA, les CT, la DPEFLCD, la Trésorerie provinciale, la DPE, le service vétérinaire et l'AT) ainsi que les élus et les représentants des populations concernées.

14. Le présent rapport présente les principales conclusions et recommandations de la mission.

1 Les visites de terrain ont été effectuées simultanément par trois équipes.

II. EVALUATION GLOBALE DE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET

15. Le projet, qui en est à sa sixième année d'exécution, a connu certaines améliorations sensibles grâce à la mobilisation de l'équipe du projet et au renforcement de la DP en ressources humaines, mais sans pouvoir rattraper les retards enregistrés depuis son démarrage. **Aussi, l'appréciation globale de l'état d'avancement du projet est « modérément non satisfaisant ».**

16. Pour ce qui est de la composante renforcement des capacités, les réalisations sont qualitativement et quantitativement modérément satisfaisantes pour les différents types d'activités: i) l'élaboration des 150 PDD est achevée et leur validation a été faite au niveau communal, mais avec beaucoup de retard; ii) l'alphabétisation, qui a été assurée par deux ONG, a bénéficié à 470 femmes; iii) les formations dispensées dans les différents domaines, et qui ont bénéficié aux agriculteurs et au personnel, sont bien appréciées. **En conséquence, l'appréciation de la mission pour la composante est « satisfaisant ».**

17. En ce qui concerne la composante aménagements et infrastructures socio-économiques, la situation est nuancée: i) pour la sous-composante PMH, les niveaux de réalisation sont assez satisfaisants. En effet, toutes les études techniques sont achevées, 50% des AUEA sont constituées et en cours de formation et les travaux ont atteint 26% du programme total prévu par le projet. Globalement, les travaux sont de bonne qualité et répondent aux besoins formulés dans les PDD; ii) la sous-composante pistes n'a pas encore connu de vrai démarrage. Les réalisations se sont limitées à l'identification du programme sur la base des besoins exprimés dans les PDD et sa validation par les CR, à la réalisation des études pour 60 km sur les 124 en cours d'étude, et au lancement des travaux sur 25 km dont 4 sont réalisés; iii) quant à l'AEP, il n'y a pas encore de réalisation, seuls les besoins sont identifiés; et iv) les études et travaux de CES ont connu des niveaux de réalisation assez satisfaisants vu que les études sont achevées et que les travaux ont atteint en moyenne 33%. **En conséquence, l'appréciation de la mission pour l'ensemble de la composante est « modérément satisfaisant ».**

18. Concernant la composante intensification et diversification de la production, les niveaux de réalisation varient selon les sous-composantes: i) les réalisations de la sous-composante intensification et diversification de la production végétale sont **très faibles**: 10% aussi bien pour les plantations arboricoles et cultures alternatives que pour les démonstrations pratiques, 25% pour la formation des agriculteurs et techniciens, alors que la convention de recherche/développement n'est pas encore engagée; et ii) les niveaux de réalisation de la sous-composante amélioration pastorale et développement de l'élevage sont variables selon le type d'action. Les actions de développement de l'élevage sont **satisfaisantes** grâce à l'engagement de conventions de partenariat avec l'ANOC qui ont porté sur la sensibilisation et la formation des éleveurs, leur encadrement, la réalisation de campagnes de prophylaxie et la constitution de groupements. Cependant, les actions d'amélioration pastorale et sylvo-pastorale n'ont connu que de **faibles réalisations** portant essentiellement sur la création et l'aménagement de points d'eau. **En conséquence, l'appréciation de la mission pour la composante est « modérément non satisfaisant ».** La composante appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise n'a pas encore connu de démarrage malgré les efforts déployés par la DP; seule l'étude des filières a été réalisée et quelques AGR d'élevage ont été créés. **En conséquence, l'appréciation de la mission pour la composante est « non satisfaisant ».**

19. En ce qui concerne la composante organisation et gestion, et grâce aux efforts déployés par la direction du projet, des résultats assez satisfaisants ont été enregistrés au niveau des ressources humaines dont la situation s'est nettement améliorée grâce à la mobilisation de l'assistance technique et au niveau de l'organisation et du suivi des travaux. Cependant, en ce qui concerne l'aspect financier, et en dépit des résultats enregistrés au niveau de la mobilisation et de l'engagement des crédits, la situation reste

alarmante au niveau des paiements et des décaissements. **En conséquence, l'appréciation de la mission pour la composante est « modérément non satisfaisant ».**

III. PRODUITS ET RESULTATS PAR COMPOSANTE

A. Composante 1: Renforcement des capacités locales

20. **Objectifs et activités prévues.** Cette composante a pour objectifs de renforcer les **capacités des communautés ciblées par le projet en matière de planification** et de programmation des activités à la base et de gestion durable du développement rural. Elle comporte des activités d'élaboration de 150 plans de développement de douars (PDD) et leur déclinaison en contrats-programme annuels (CPA), d'organisation des populations-cibles, d'alphabétisation fonctionnelle des populations, et de formation. L'état d'avancement, les insuffisances et les recommandations de mise en œuvre de ces activités sont développés dans ce qui suit.

Plans de développement de douars (PDD)

21. **Etat d'avancement.** La formation en techniques de communication, en approche participative et en méthodologie d'élaboration des plans de développement de douars (PDD) a été réalisée pour 15 personnes de l'équipe du projet et un guide opérationnel d'élaboration des PDD a été préparé par le bureau d'études chargé de la formation. Le guide opérationnel d'élaboration des PDD a servi à la direction du projet (DP) pour l'élaboration et la validation de ces PDD.

22. Cependant, pour faire face à l'insuffisance en ressources humaines, l'élaboration des 130 PDD restants a été externalisée. Malgré le suivi par l'administration de l'élaboration des PDD et les engagements fournis par le bureau d'études, ce dernier a accumulé beaucoup de retards par rapport aux échéances prévues pour finaliser les PDD et certains aspects ont été insuffisamment traités. Ce retard a engendré un important décalage entre la phase de planification/programmation qui devrait être basée sur les PDD et la phase de mise en œuvre, telles qu'elles sont définies par l'approche du projet.

23. L'élaboration des 150 PDD (20 pilotes et 130 externalisés) a été achevée en décembre 2011 et leur validation a été faite au niveau communal. Le bureau d'études a remis, en avril 2012, une base de données (BD) et une synthèse provisoire des PDD. La synthèse n'a pas été élaborée selon les recommandations de la dernière mission de supervision formulées afin d'améliorer les insuffisances constatées au niveau de l'analyse des potentialités et de la cohérence entre les activités actuelles et celles proposées (voir ci-dessous).

24. **Leçons tirées et insuffisances.** Même si l'externalisation de l'élaboration des PDD a pu résoudre le problème de l'insuffisance du personnel, elle n'a pas permis la continuité et l'application totale de l'approche participative prévue par le projet notamment en matière d'information, de mobilisation et d'organisation des populations tout au long du processus de mise en œuvre. Par ailleurs, sur les 15 personnes de l'équipe du projet qui ont été formées, seules quatre sont encore actives au niveau du projet.

25. La BD n'est pas encore utilisée faute d'accès (mot de passe non communiqué à l'administration) et la synthèse ne répond pas aux recommandations formulées par la mission de supervision du FIDA en 2011. En effet, la mission avait recommandé au bureau d'études de: i) faire ressortir les particularités qui peuvent constituer des cas pilotes pour l'innovation; ces particularités devraient être analysées par les spécialistes-matières; et ii) consolider les résultats des PDD au niveau d'espaces d'exploitation inter-douars tels que les périmètres irrigués, les parcours collectifs, les parcs sylvo-pastoraux et les CR.

26. **Propositions et recommandations.** Le bureau d'études devra: i) remettre d'urgence le mot de passe de la BD à l'équipe du projet, enrichir la synthèse selon les recommandations de la mission et remettre la version définitive de la synthèse avant septembre 2012; ii) organiser, avec l'appui de l'équipe du projet, la présentation des résultats des PDD au comité provincial. Cette présentation sera plutôt un partage d'informations et une recherche de convergence avec les services extérieurs et les CR qu'une validation. Elle devra avoir lieu avant fin septembre 2012.

Mise en œuvre des PDD, CPA et associations de développement local

27. **Etat d'avancement.** En l'absence d'animateurs permanents, l'approche du projet n'a pu être suffisamment adoptée. En effet, l'implication des populations a été limitée à l'élaboration des PDD et des insuffisances sont notées au niveau de l'intégration des actions, du suivi et de l'organisation des populations à la base. Les animateurs/trices chargés de suivre le processus d'élaboration des PDD devaient aussi participer à la mise en œuvre des actions, à la constitution des groupements d'intérêt, à la constitution et l'encadrement des comités de développement de douars (CDD) et les faire évoluer en associations de développement local. Les ingénieurs, spécialistes-matières devaient intervenir pour des clarifications techniques, donner des avis sur les actions proposées par les populations et participer à l'élaboration des PDD. Chaque spécialiste-matière devait veiller à la cohérence des propositions techniques contenues dans les PDD en tenant compte des aspects sociaux, économiques et environnementaux.

28. Par ailleurs, bien que l'alternative de remplacer les CPA par des contrats-activités semble appropriée pour gérer la programmation avec souplesse, elle implique l'intervention de plusieurs interlocuteurs au niveau de la même communauté et parfois une multitude d'organisations et de groupes d'intérêt à gérer par la DP. Cependant, les faibles taux de réalisation ont eu un effet positif pour rattraper certains de ces aspects, notamment l'organisation des communautés à la base et leur engagement à gérer les actions et l'intégration des activités. Actuellement, il n'existe pas un bilan précis sur le nombre de contrats passés par activité réalisée et par composante et l'équipe du projet ne dispose pas d'une image précise sur les organisations locales (associations, coopératives, AUEA).

29. **Contraintes et leçons tirées.** L'externalisation de l'étude des PDD sans tenir compte de leur mise en œuvre par la même équipe n'a pas permis une continuité dans le processus participatif. En effet, les animatrices ayant élaboré les PDD n'ont pas continué le processus pour la mobilisation et l'organisation des populations. Ceci pose un problème de continuité dans le dialogue entre les populations et l'équipe qui n'a pas élaboré initialement les PDD, ce qui nécessite parfois le recadrage des priorités et des négociations afin d'atteindre, autant que possible, une intégration harmonieuse entre les aspects sociaux, économiques et environnementaux et une meilleure responsabilité à la base.

30. De plus, sur les 15 cadres et techniciens formés sur l'approche du projet et les techniques de communication, seuls 4 sont encore actifs dans le projet. L'absence de ces équipes et des animateurs préalablement formés a affecté la mobilisation sociale et la communication autour du projet (de nombreuses localités n'ont jamais été visitées depuis l'élaboration des PDD en 2008) et la dynamisation des comités de développement de douars (CDD) qui n'ont pu évoluer en associations.

31. Cette situation ne permet pas au projet de disposer d'une image précise concernant la nature et le niveau de la performance des organisations (associations thématiques, associations de développement communautaire, coopératives, etc.). Dans de telles conditions, les garanties d'une durabilité des actions, notamment celles qui nécessitent une gestion à la base (PMH, AGR, AEP, plantations, etc.) peuvent être compromises.

32. Concernant les CPA, la mission avait déjà souligné lors de la supervision de 2011 que l'équipe du projet s'est montrée très réservée par rapport à l'établissement des contrats étant donné les incertitudes sur le financement des activités et donc sur leur exécution effective. Elle préfère établir des conventions et des contrats par action avec les groupes d'intérêt concernés: les contrats des pistes seront établis avec les CR, ceux concernant les aménagements des périmètres irrigués seront établis avec les AUEA, pour les SAEP, des conventions de la gestion seront signées avec les associations communautaires ou des associations d'usagers d'eau potable qui seront créées à cette fin. Quant aux AGR, un engagement de bon usage des équipements sera remis par le groupe d'intérêt. Cette démarche a déjà été concrétisée pour certaines activités. Bien que cette alternative semble appropriée pour la souplesse de gestion des actions, elle pose des problèmes au niveau de leur intégration, de la solidarité communautaire et, à un moindre degré, de la durabilité de certaines actions.

33. Concernant le genre, l'absence de l'élément féminin dans l'équipe du projet ne pose pas de problème d'accessibilité aux femmes étant donné que celles-ci peuvent travailler avec les techniciens et cadres du projet. Cependant, ces derniers n'ont pas eu de formation sur l'intégration du genre. Aussi, certaines activités sont-elles dirigées essentiellement vers les hommes, notamment les formations, les journées de sensibilisation, la distribution de plants, etc.

34. **Propositions et recommandations.** Malgré l'établissement des contrats par activité, le rôle des associations communautaires dans le cadrage du développement, la contribution dans le ciblage notamment pour les AGR, la facilité de mise en œuvre et le suivi des opérations, la gestion des projets communautaires à la base ainsi que l'appui aux OP (notamment féminines), devra être recherché et renforcé ce qui aidera grandement l'équipe du projet dans la mise en œuvre et le suivi des activités.

35. Des critères d'éligibilité par activité ont été établis. Un classement des localités selon ces critères a été fait pour les principales infrastructures de base. Les principaux critères à retenir sont: i) pour le PMH, la pérennité des ressources en eau, l'importance de la SAU irriguée et le nombre de bénéficiaires; ii) pour l'AEP, la quantité et la qualité de la ressource en eau et le nombre de bénéficiaires; iii) pour les pistes, le coût, le nombre de bénéficiaires, et les potentialités agricoles des zones à désenclaver (SAU, superficie des parcours, effectifs du cheptel).

36. A ces critères s'ajoutent les préalables de la gestion à la base: création d'AUEA ou d'associations communautaires opérationnelles pour la PMH, d'associations de gestion des systèmes d'AEP, et élaboration de conventions avec les communes pour l'entretien des pistes.

37. Concernant les plantations, les critères sont les suivants: i) les plants doivent être destinés à une zone ayant une vocation avérée pour l'espèce considérée afin de pouvoir développer la filière ultérieurement; ii) l'agriculteur doit s'engager à entretenir et à suivre les formations; et iii) l'agriculteur doit disposer de ressources hydriques suffisantes pour répondre aux exigences en irrigation de l'espèce considérée.

38. Pour les AGR et les micro-entreprises, le diagnostic et les études de faisabilité qui seront réalisés par l'AT permettront de classer les groupes d'intérêt selon les chances de réussir l'action, la pauvreté des ménages, leur capacité et leur volonté à travailler collectivement, l'obligation de suivre les cours de formation professionnelle relative à l'activité développée, l'obligation de suivre l'alphabétisation fonctionnelle pour les groupes qui ont plus de 70% de membres analphabètes, et enfin, le paiement de leur contribution financière qui sera arrêtée par le montage financier de leurs projets.

Programme d'alphabétisation fonctionnelle

39. **Etat d'avancement.** Deux conventions ont été passées avec les deux ONG retenues pour cette activité (El Hadaf et Adrar). A cette date, la première convention avec l'association El Hadaf n'a pas encore été close malgré que les activités soient achevées. Cette convention a ciblé un effectif de 200 bénéficiaires pour une durée de 16 mois (seules 150 femmes ont suivi les 2 années académiques avec un taux de réussite de 81%). Quant aux deux autres contrats, les ONG ont achevé la première année et entameront à l'automne prochain la deuxième. Ces deux conventions destinées à alphabétiser 400 bénéficiaires ne concerneront que 320 femmes à cause des déperditions qui sont de l'ordre de 25% à 30%. Le taux de réussite est de 70%. Chaque convention prévoit une alphabétisation fonctionnelle sur 2 ans (8 mois/an, soit 16 mois) et des séances de sensibilisation et d'information sur de nombreux thèmes relatifs à la santé, l'hygiène, la vie associative, etc.

40. Au total, les trois conventions réalisées avec les deux ONG ont permis d'alphabétiser seulement 470 femmes sur les 3 000 bénéficiaires prévus par le projet (dont 2 000 femmes), soit 15% des objectifs du projet. Cette faible performance est engendrée par un relâchement chez les monitrices et chez les femmes depuis le lancement (première convention). Quant aux hommes, on note une non adhésion totale au programme d'alphabétisation et toutes les classes destinées aux hommes ont avorté. Par ailleurs, l'ONG n'a pas encore déposé le rapport de l'audit de la première convention.

41. **Contraintes et leçons tirées.** Les déperditions ont été importantes à cause de plusieurs contraintes dont les principales ont été soulignées lors de la mission de supervision 2011. La mission avait recommandé d'introduire des modifications au niveau de l'article 12 de la convention afin de procéder à des paiements en classes/mois (après la réception de chaque rapport mensuel), mais aussi, parallèlement, d'exiger que les monitrices reçoivent leur salaire dans les délais adéquats. En effet, le retard dans le paiement entraîne un relâchement chez les monitrices et parfois l'abandon.

42. Il y a aussi d'autres difficultés qu'il faut souligner: i) la non adoption d'un calendrier d'ouverture des classes conforme au rythme des activités agricoles en concertation avec les femmes; ii) l'inexistence de condition liant l'accès aux AGR à une participation assidue aux cours d'alphabétisation; iii) la non transmission de la liste des douars dont l'alphabétisation présente une priorité dans les PDD à l'ONG Al Hadaf comme il a été recommandé lors de la dernière mission de supervision; iv) l'insuffisance de suivi par manque de ressources humaines; et iv) la faible implication du ministère de l'Education nationale pour le suivi de la qualité de l'enseignement.

43. **Propositions et recommandations.** Actuellement, de nombreux acteurs font l'alphabétisation dans la zone (MEN, MHAI et de nombreuses ONG). Pour cette raison, le projet réduira ses objectifs à 800 femmes au lieu de 3000 prévues initialement et recentrera l'alphabétisation vers les groupements bénéficiaires d'AGR. Ainsi, les groupes qui seront éligibles aux AGR auront l'obligation de suivre 8 mois intensifs d'alphabétisation fonctionnelle. Les 400 femmes qui seront concernées seront réparties en une vingtaine de groupements et de coopératives d'AGR. Les monitrices seront choisies, autant que possible, localement.

Formation

44. **Etat d'avancement.** Le projet a réalisé, depuis son lancement, de nombreuses formations destinées au personnel d'administration, aux ingénieurs et aux techniciens ainsi qu'aux agriculteurs, aux coopératives et aux associations:

- Le personnel de l'administration, dont le personnel du projet, ont participé à 5 sessions portant sur 5 thèmes. Ces thèmes ont porté sur: i) la gestion et le suivi du projet; ii) les techniques de communication; iii) la gestion de base de

- données; iv) les systèmes d'information; et v) la formulation et le financement de projets locaux.
- Les cadres et les techniciens des services techniques ont reçu des formations sur 3 thèmes, à savoir: i) les études de CES et de pistes; ii) les techniques d'élevage (petits ruminants, apiculture, cuniculture); et iii) l'arboriculture et les cultures maraîchères.
 - Les organisations professionnelles ont bénéficié de 19 sessions sur les 26 prévues par le projet (soit 73%). Les thèmes de formation ont porté principalement sur la gestion des associations et des coopératives ainsi que sur la formulation et la mise en œuvre des projets locaux.
 - Les agriculteurs ont bénéficié de 19 sessions en production végétale sur les 38 prévues, soit 50% et 7 en production animale. Les principaux thèmes abordés ont porté sur: i) l'arboriculture fruitière; ii) les cultures maraîchères; iii) la conduite des troupeaux ovins et caprins; iv) l'apiculture et la cuniculture; et v) les plantes aromatiques et médicinales. Par ailleurs, trois sessions de formation ont été réalisées au profit des coopératives et des associations ayant créé des AGR.
 - En plus des sessions de formation, les CT ont organisé une dizaine de formations sur différents thèmes du projet ainsi que des journées de sensibilisation et d'animation, pour les agriculteurs/trices, relatives aux thèmes suivants: i) 5 journées sur les organisations professionnelles; ii) 5 journées sur la PMH; iii) 43 journées sur la production végétale; iv) 37 journées sur la production animale; et v) 12 journées sur la création de micro-entreprises. Quant aux voyages, le projet a organisé 9 voyages sur les 14 voyages prévus (soit 64%) ainsi que de nombreuses journées de démonstration.
 - Actuellement, deux CPS sont en préparation pour la formation des agriculteurs et de l'équipe du projet.

45. **Contraintes et leçons tirées.** Malgré les efforts déployés pour la réussite des formations, les visites de terrain ont révélé de nombreuses carences qui doivent être redressées pour les sessions futures. Ces carences sont présentes à deux niveaux: i) organisationnel: chez les associations locales, les AUEA et les coopératives et ii) techniques: pour les agriculteurs et les bénéficiaires des AGR (faible maîtrise des techniques de production, notamment pour les AGR apicoles et insuffisance dans la gestion des coopératives et associations et dans le travail collectif).

46. Par ailleurs, le nombre de participants n'est pas désagrégé selon le genre (nombre de femmes et nombres d'hommes) pour toutes les activités de renforcement des capacités: formation, séances de sensibilisation et de démonstration, voyages d'étude.

47. **Propositions et recommandations.** La mission recommande à ce que: i) les formations soient liées aux actions qui répondent à un besoin réel; ii) les formations devraient être un préalable obligatoire pour bénéficier d'une action physique (PMH, AEP, AGR, plantations, etc.); iii) les prochaines formations soient orientées vers la pratique avec l'organisation de voyages d'échanges dans le domaine organisationnel mais également technique (cultures et élevage) et de gestion des infrastructures de base (AEP, réseau de PMH, etc.); iv) le suivi soit assuré pour apprécier les retombées des formations et approcher les insuffisances à combler; iv) les formations soient associées à des applications sur le terrain et aux démonstrations pour une meilleure appropriation des thèmes et, de manière générale, les groupes d'intérêt ont encore besoin de renforcement des capacités, aussi bien pour les thèmes relatifs à la gestion organisationnelle que pour les thèmes techniques, particulièrement ceux relatifs à l'apiculture et à la gestion collective; enfin v) la période de déroulement doit être fixée en fonction des thèmes afin de la faire coïncider avec les périodes propices du cycle biologique des spéculations ciblées. Ainsi, si le cycle nécessite deux périodes, la session devra être scindée en deux périodes.

48. A la lumière de cette situation et des constats précités, le projet devra:

- mobiliser deux techniciens de l'AT et deux de la DPA qui connaissent la zone pour: i) effectuer la mobilisation sociale, ii) évaluer les organisations actuelles et appuyer la création des associations locales là où elles n'existent pas, iii) redynamiser celles qui existent, iv) informer les populations sur le projet et sa mise en œuvre et négocier l'intégration des actions là où c'est nécessaire, v) sensibiliser les organisations communautaires sur la possibilité de recherche de synergies à la base (voir partenariat); vi) aider à l'application des critères d'éligibilité et faciliter l'engagement des bénéficiaires, etc.;
- lancer un programme de communication autour du projet (ateliers d'information);
- prévoir dans la formation des cadres et techniciens un module sur l'intégration du genre;
- renforcer la formation des organisations de base et des coopératives et les sensibiliser sur le rôle et les responsabilités des OP et des associations ainsi que sur la différence entre les formes d'organisation (association, coopérative, union, fédération, GIE, etc.);
- renforcer les voyages d'échanges d'expériences, aussi bien pour les agriculteurs/trices que pour les cadres et les techniciens;
- tenir compte des priorités des populations tout en essayant de chercher l'harmonisation et l'intégration des actions du projet et une coordination avec les autres intervenants, notamment la DPEFLCD, l'ONEP et l'INDH;
- renforcer les formations par des voyages d'échanges dans d'autres provinces où les associations ont pu gérer leur projet depuis plusieurs décennies et sont de vrais acteurs de développement;
- impliquer les associations dans le choix et le suivi des AGR afin d'augmenter leur crédibilité, d'avoir leur appui notamment pour les femmes et de mieux soigner le ciblage.

49. A la lumière de ce qui précède, et durant les années restantes du projet, la mission recommande de focaliser les interventions concernant la composante renforcement des capacités sur ce qui suit:

- Réserver une vingtaine de classes d'alphabétisation fonctionnelle aux groupements et coopératives ayant créé ou envisageant de créer des AGR;
- Organiser 12 ateliers (à raison d'un atelier par commune) pour informer les populations sur les activités du projet et les démarches arrêtées. Ces ateliers destinés à mobiliser les populations et les CR, doivent être organisés durant le premier semestre 2013. Le coût global incluant la production de supports (dépliants, brochures) pour communiquer autour du projet pour un budget de 204.000 DH;
- Organiser 18 sessions de formation pour les associations et les coopératives. La réduction de 5 sessions par rapport aux objectifs initiaux est dictée, d'une part par le temps limité qui reste pour organiser ce nombre important de sessions et d'autre part, par le programme de formation des associations prévu dans les autres composantes;
- Organiser 12 voyages d'échanges au profit de 400 agriculteurs/trices;
- Organiser deux foires: une par an pour promouvoir les produits de terroir et permettre aux coopératives et micro-entreprises de faire connaître leurs produits. L'organisation de ces foires nécessitera un budget supplémentaire de 120.000 DH;
- Créer un site web afin de communiquer et de promouvoir les activités du projet. Cependant, sa création nécessitera la mobilisation de la DP pour son alimentation en informations. Le coût de la création du site est de 50.000 DH.

Tableau 1: situation des réalisations de la composante renforcement des capacités

Composante/volet du projet/activité	Unité	Total Prévisions du projet	Cumul réalis. prév. au 31/12/2012	% de réal.	Reliquat
Renforcement des capacités locales					
A. Animation et appui à l'élaboration des PDD					
1. Formation des animateurs					
Consultant international	pers. Mois	4	0	0%	4
Consultant national	pers. Mois	12	1,5	12,5%	10,5
2. Elaboration des PDD	PDD	150	150	100%	0
3. Equipes d'animation					
Animatrices	pers. Année	40	1,2	3%	38,8
Animateurs	pers. Année	40		0%	40
4. Aménagement des locaux					
Bureaux pour équipe d'animation	m2	150	150	100%	0
CT de Boulemane (agence service aménagement)	m2	150	150	100%	0
B. Formation des populations					
Contrat pour formateurs en alphabétisation	pers.année	48	23	48%	0
Edition et production de matériel pédagogique	Forfait				
Formation des associations et/ou coopératives	Session	26	3	12%	23

B. Composante 2: Aménagement et infrastructures socio-économiques

Petite et moyenne hydraulique

50. **Activités prévues.** Les actions de la sous-composante PMH englobent les travaux (aménagement des khattaras sources et points d'eau, construction d'ouvrages de dérivation), les études techniques et la formation des AUEA.

51. **Etat d'avancement.** Les réalisations prévues pour la PMH ont débuté timidement à partir de 2009 par les études techniques essentiellement. Actuellement, les 2 études techniques réalisées (1 en 2009 et l'autre en 2011) sont suffisantes pour répondre à l'ensemble des besoins des travaux de PMH. Ainsi, les études prévues par le projet sont réalisées à 100% (tableau 2). L'assistance technique prévue a été mobilisée en tant qu'assistance technique pour l'ensemble du projet dont bénéficie la PMH.

52. Le projet prévoyait la création de 56 AUEA sur 4 ans entre 2009 et 2012, avec une cadence de 14 AUEA par année. Seules 28 AUEA ont été créées en 2011. Ainsi, le projet est à 50% des prévisions sur cet aspect (tableau 2). Par ailleurs, le projet a réalisé un total de 5 journées de sensibilisation non prévues dans la sous-composante, mais prévues dans les formations en général.

53. D'autre part, le projet prévoyait d'entamer les travaux de PMH à partir de 2009. Durant cette année, la totalité des aménagements des khattaras et des sources et points d'eau devait être réalisée. L'aménagement des khattaras, prévu sur 1 km, n'a débuté qu'en 2010 et s'est poursuivi en 2011 et 2012 avec une moyenne annuelle de

0,18 km/an pour atteindre 0,36 km (0,165 km sont prévus avant fin 2012). Par contre, aucun aménagement de source ni de point d'eau n'a encore été engagé.

54. Le projet prévoyait également la réalisation de 19 ouvrages de dérivation dont 16 entre 2009 et 2012 à raison de 4 ouvrages/an. Cette action a été retardée de 2 ans et le projet a actuellement réalisé 6 ouvrages entre 2011 et juillet 2012 et 3 sont prévus à fin 2012.

55. Concernant le revêtement des séguis, sur les 106 km prévus, le projet devait réaliser 20 km en 2009 et 25 km/an entre 2010 et 2012. Les réalisations ont débuté timidement en 2009 avec le revêtement de 1 km, puis 4 km en 2010 et 18,5 km en 2011. Vingt km sont prévus à fin 2012.

56. Mis à part l'aménagement des sources et points d'eau pour lesquels il n'y a encore aucune réalisation, les autres travaux vont en parallèle et sont presque à 40% des prévisions 2007-2012 pour les khattaras et ouvrages de dérivation et à 25% pour les revêtements de séguis (tableau 2). La moitié des AUEA prévues sont formées et les études nécessaires aux travaux sont entièrement réalisées.

Tableau 2: Situation de réalisation des actions de PMH

Actions	Unité	Total Projet	Prévu à fin juillet 2012	Réalisé à fin juillet 2012	% Réalisé 2007- 2012	Reliquat
A. Travaux					26%	
Aménagement de khattaras	Km	1	1	0,37	37%	0,63
Aménagement sources et points d'eau	Unité	3	3	0	0%	3
Construction ouvrages de dérivation	Unité	19	16	6	38%	13
Revêtement séguis	Km	106	95	22,4	25%	62,6
B. Etudes				0		
Etude et assistance technique des travaux de PMH	Forfait			Engagé		
Etudes techniques	Forfait	1	1	1	100,00%	0
Analyses de béton	Forfait	1	1	1	100,00%	0
C. Formation des AUEA						0
Formation des associations	AUEA	56	56	28	50,00%	28
Journées de sensibilisation et d'animation	Journée	-		5		-5

Projet prévoyait peu d'activités de PMH pour les 2 dernières années. Effectivement, seuls 16% des travaux d'ouvrages de dérivation et 10% de revêtement de séguis étaient prévus pour 2013/2014 (tableau 2). Actuellement, il reste les ¾ des travaux à réaliser. Si le PTBA 2012 est totalement réalisé, l'équivalent de 15% des travaux sera achevé à fin 2012.

58. **Contraintes et leçons tirées.** Les contraintes relevées pour expliquer le retard des réalisations sont: i) le manque de ressources humaines qui a eu un impact négatif sur la réalisation des actions programmées; ii) le retard dans l'achèvement des PDD jusqu'en décembre 2011; iii) les aléas climatiques, car selon l'équipe de la DPA, le mauvais temps des périodes pluvieuses des 2 dernières années a pénalisé l'avancement des travaux.

59. A présent, les PDD étant achevés, une assistance technique renforcée en génie civil étant recrutée pour le projet et une bonne programmation des activités restantes prenant en considération les périodes à risques de mauvais temps et de non disponibilité de main-d'œuvre, devront permettre à l'équipe du SMOP de profiter de l'allègement des activités 2013/2014 pour réaliser la totalité des prévisions du projet en PMH.

60. **Propositions et recommandations.** Il est recommandé au SMOP: i) d'inclure dans les PTBA 2013 et 2014 le reste des activités de PMH retenu dans le rapport d'évaluation sur la base des critères d'éligibilité définis par la mission (voir paragraphe 83 ci-dessous); ii) de respecter les PTBA en établissant un programme d'action à faire exécuter par l'assistance technique avec un échéancier de mise en œuvre rigoureux prenant en considération tous les paramètres nécessaires et les expériences et contraintes de mise en œuvre; iii) de charger l'assistance technique de la délimitation par GPS des superficies de PMH actuellement irriguées et potentiellement irrigables après réfection du réseau.

Pistes rurales

61. **Activités prévues.** Le Projet a prévu la réalisation des études d'exécution et des travaux sur 114 km dans l'objectif de désenclaver les localités rurales et faciliter l'accès aux périmètres d'irrigation et aux zones pastorales.

62. **Etat d'avancement.** Cette sous-composante a connu un grand retard dans sa mise en œuvre par rapport aux prévisions du rapport d'évaluation. A la date de la mission, les principales réalisations ont porté sur: i) l'identification des besoins des populations formulés dans les PDD qui ont atteint 907 km, soit environ 8 fois le programme prévu dans le RE; ii) la validation par les CR du programme de pistes qui feront l'objet d'études d'exécution (140 km ont été identifiés et validés par les CR); iii) l'engagement d'une étude d'exécution par un BE sur un linéaire de 124 km dont les réalisations ont atteint environ 24,4 km (15%); iv) la réalisation en régie par les propres moyens de la DPA de l'étude de pistes pour le désenclavement de 5 douars relevant des CR d'Enjil et de Serghina; v) la réalisation par l'AT d'une autre étude au profit de 3 douars sur une longueur de 3,5 km; et vi) l'engagement d'un marché de travaux sur une longueur de 12 km dont les travaux sont en cours.

63. Outre ces réalisations, il est prévu, dans le cadre du budget 2012, le lancement des travaux sur une longueur de 20 km.

64. Par ailleurs, afin de satisfaire les besoins des populations ciblées par le projet, notamment les localités rurales les plus pauvres dont la population exploite des périmètres irrigués et/ou des terrains de parcours, il a été procédé à la priorisation des pistes à aménager sur la base de critères de ciblage suivants: i) l'enclavement du douar; ii) le nombre d'habitants dans le douar; iii) la SAU; et iv) la superficie irriguée. En plus de ces critères de priorisation, il a été retenu comme condition préalable, la signature d'une convention de partenariat avec la CR concernée pour la prise en charge de la maintenance de la piste par cette dernière.

65. **Contraintes et leçons tirées.** Les principales contraintes relevées pour la réalisation du programme de pistes résident dans: i) le retard enregistré par rapport aux prévisions du RE au niveau des études et des travaux du au retard dans l'élaboration des PDD nécessaires pour l'identification des besoins; ii) la prise en charge de la maintenance de la piste par les CR, qui n'a été réglée que dernièrement; et iii) le coût élevé par

rapport au coût prévu initialement (selon les estimations actuelles le coût du km aménagé serait de 450.000 Dh au lieu de 377.000 Dh prévu, y compris les imprévus), ce qui nécessiterait, pour réaliser le programme prévu, une enveloppe budgétaire supplémentaire de plus de 20% de ce qui est prévu.

66. **Propositions et recommandations.** Pour pouvoir respecter le ciblage du projet et réaliser le programme prévu, il est recommandé: i) de maintenir le programme initial de 114 km tout en couvrant le supplément de coût à partir des imprévus financiers et du reliquat disponible des travaux de CES; ii) de respecter le ciblage prévu par le projet à travers la priorisation des pistes identifiées dans les PDD selon les critères fixés (voir paragraphe 64 ci-dessus); iii) de coordonner avec la DPE et la province pour assurer la complémentarité d'intervention requise et éviter les double programmation (les pistes prévues par les autres partenaires doivent être supprimées du programme à retenir dans le cadre du projet); iv) d'activer la réalisation des études pour les pistes prioritaires; v) de programmer les reliquats des pistes sur les années 2013 et 2014; à cet égard les crédits nécessaires doivent être prévus et renforcés à partir des fonds de l'OPEP disponibles; et vi) d'étudier la possibilité de mobilisation de crédits supplémentaires à partir du FDR pour faire face partiellement aux besoins formulés dans les PDD et pour le revêtement des pistes qui seront aménagées dans le cadre du projet.

Alimentation en eau potable (AEP)

67. **Objectifs.** Le projet prévoit le financement de systèmes d'AEP pour 14 douars durant la deuxième et la troisième année du projet. Il prévoit également l'établissement d'un partenariat avec l'ONEP à cet effet.

68. **Etat d'avancement.** A ce jour, il n'y a pas encore eu de réalisations en matière de systèmes d'AEP (SAEP). Le programme actuellement établi émane des PDD. Le nombre de douars ayant exprimé le besoin de se doter d'un SAEP est de 88, alors que le projet prévoit la desserte en eau de 14 douars. Trois SAEP sont programmés pour 2012 dont deux sont en cours de préparation. Dix SAEP seront programmés en 2013 et un en 2014. Les deux sites en préparation se trouvent au niveau de la CR de Guigou. Il s'agit de Tijma et de Ikhindejine/Ait Bel Mehdi. Ce dernier devra se faire en partenariat avec la province et l'Agence du bassin hydraulique.

69. Les besoins exprimés dans les PDD ont été classés selon les critères d'éligibilité discutés avec la mission à savoir la taille de la population et l'existence d'une association locale capable de prendre en charge la gestion des ouvrages.

70. **Leçons tirées et contraintes.** La programmation actuelle semble privilégier un SAEP par douar tel qu'il a été exprimé dans les PDD et prévoit le financement des branchements individuels.

71. Rappelons que les recommandations formulées par les deux dernières missions de supervision du FIDA n'ont pas été concrétisées malgré que l'ONEP ait transmis à la DRA les études d'AEP dont il dispose. Actuellement, les priorités sont classées par l'équipe du projet et le classement des douars a été fait selon les critères d'éligibilité. Le projet ciblera les localités qui disposent d'une ressource sûre, suffisante et de qualité et disposant d'une association capable d'assurer la gestion du SAEP.

72. **Propositions et recommandations.** Les différentes réunions tenues par la mission au niveau local (DPA et Province) et avec l'ONEP au niveau régional soulignent l'importance de s'aligner sur la stratégie nationale d'AEP en milieu rural. Les systèmes d'AEP devront être complémentaires aux projets de l'ONEP et doivent être réalisés là où l'ONEP ne dispose pas de programme dans l'immédiat. Ceci nécessite une étroite coordination entre le projet et cette institution.

73. L'ONEP est disposé à assurer l'AT et les analyses de la ressource en termes de qualité et de quantité pour les SAEP réalisés dans le cadre du projet. Par ailleurs, les

discussions tenues avec l'ONEP ont dégagé deux propositions intéressantes: i) les SAEP qui ciblent un douar doivent être élargis aux douars avoisinants chaque fois que les ressources en eau sont suffisantes et que la faisabilité technique est assurée. Ceci permettra de résoudre le problème de l'alimentation en eau dans les sites qui n'en disposent pas, de réduire le coût par habitant et de mettre en place des projets socio économiquement viables (ex. pour Ikhindejine / Ait Bel Mehdi, si la ressource le permet, le SAEP couvrira 6 douars au lieu de 2 car ces douars sont limitrophes) et; ii) l'ONEP autorisera le projet à faire des picages à partir des conduites principales. Le picage sera assimilé à un point d'eau à partir duquel il y aura la construction du SAEP. Ceci est intéressant dans la mesure où l'ONEP s'occupera de la production et l'association s'occupera de la gestion du réseau et de la distribution de l'eau.

74. Cependant, la consistance des projets doit rester fidèle à ce qui a été recommandé dans le rapport de conception /évaluation du projet et ne peuvent être réalisés que s'il ya une association communautaire fonctionnelle. Cette dernière doit être formée sur la gestion des ouvrages et la distribution de l'eau.

75. Afin d'assurer la durabilité des ouvrages des SAEP, le projet supportera la formation et le renforcement des capacités des unités de gestion des 14 SAEP prévus. Ainsi, les associations responsables de la gestion des SAEP réalisés dans le cadre du projet suivront une formation de 4 jours en 2 sessions et effectueront deux voyages d'apprentissage de 2 jours chacun. La formation sera axée sur la gestion administrative et comptable, la maintenance et l'entretien des ouvrages et des équipements, la tarification et le recouvrement, la gestion de la distribution, le suivi de la qualité de l'eau, etc., alors que le voyage sera axé sur l'apprentissage à partir de l'expérience d'autres associations qui ont réussi à se maintenir et à gérer leur système depuis plus d'une vingtaine d'années. Ce sont les principaux membres du bureau des associations et les pompistes qui seront concernés aussi bien par les formations que par le voyage.

Conservation des eaux et des sols (CES)

76. **Activités prévues.** La composante CES comprend des études et appuis techniques, des travaux et des formations.

77. **Etat d'avancement.** Certaines réalisations de cette composante se font en partenariat avec la DPEFLCD de Missour dont la collaboration' ne souffre d'aucun reproche et ne pose pas de contraintes actuellement.

78. Concernant les études et les appuis techniques, la DPEFLCD de Missour assure l'appui technique sur la base d'une convention de partenariat avec la DPA de Missour. Deux études techniques concernant la correction mécanique des ravins et la stabilisation des berges des cours d'eau ont été réalisées, l'une en 2009 et l'autre finalisée en 2011. Pour renforcer l'appui technique, une assistance technique pour l'ensemble du projet a été mise en place à partir de 2012; parmi ses tâches il y a le renforcement de l'appui à la composante CES. Par ailleurs, l'action suivi d'impact des actions de CES et l'étude d'un micro-bassin versant n'ont pas encore été réalisées. Le suivi d'impact des actions de CES est une action très importante, elle devait être programmée annuellement pour évaluer l'effet de l'érosion et le rôle joué par les ouvrages de CES.

79. Les travaux englobent la stabilisation des berges, la confection de murettes, la correction de ravins, l'épierrage, des plantations fruitières et le captage des eaux en citernes.

80. Les travaux de stabilisation des berges devaient démarrer à partir de 2008 par la réalisation de 1 000 m³, suivis de 5000 m³ en 2009 et une cadence de 4 000 m³/an entre 2010 et 2012. Les réalisations effectives ont débuté 3 années plus tard par la réalisation de 6 200 m³ en 2009, 3 000 en 2011 et 7 000 m³ sont prévus à fin 2012.

81. En matière de correction de ravins, les prévisions du projet étaient de 5 000 m³/an en 2008 et 2009, 10 000 m³ en 2010 et un retour à 5 000 m³/an en 2011 et 2012. Les réalisations sont de 5 000 m³ en 2009 et de 3 800 m³ en 2011.

82. Pour ce qui est de la confection de murettes et de l'épierrage, sur les 1 500 ha prévus, le projet a programmé pour la période 2007-2012 de commencer par 200 ha en 2009, suivis de 300 ha annuellement entre 2010 et 2012. Les réalisations, bien en deçà de ces chiffres, sont de 17 ha en 2010, 100 ha en 2011 (en cours de réalisation) et 60 ha sont prévus en 2012. Il est à noter que ces faibles réalisations ont été expliquées par le manque de superficies privées qui peuvent être réservées pour l'opération.

83. Le projet prévoyait la stabilisation de 3 900 ha de murettes existantes, avec une programmation, entre 2007 et 2012, de 200 ha en 2010, 500 ha en 2011 et 800 ha en 2012. Aucune réalisation à cette date n'a encore été concrétisée.

84. Le projet prévoyait le captage de l'eau de pluie dans des réservoirs souterrains pour une capacité de 1 500 m³ à réaliser en tranches de 500 m³ annuellement entre 2010 et 2012. Le projet a réalisé 600 m³ et 300 m³ sont prévus d'être achevés avant fin 2012. Ceci équivaut à un retard d'une année sur les prévisions.

85. Dans le cadre de la formation en CES, sur les 24 formations destinées aux cadres et techniciens (12 en 2007 et 12 en 2011), seules 8 ont été réalisées en 2010. De même, sur les 50 journées de sensibilisation des bénéficiaires sur les aspects de CES, programmées entre 2008 et 2012 à une cadence de 10 sessions/an, seules 4 ont été réalisées en 2008 et 2 en 2009. Les 4 voyages d'études et les 50 jours de démonstration de CES, prévus de pair avec les journées de sensibilisation aux agriculteurs, n'ont pas été entamés.

86. Finalement, en analysant l'efficacité de réalisation (taux de réalisation par rapport aux prévisions de la période écoulée entre 2007 et 2012) des différentes actions de la composante CES (tableau 3), il ressort que: i) les travaux ont été réalisés à 35%. Les avancements les plus apparents sont au niveau de la stabilisation des berges (51%) et du captage des eaux (40%); et ii) les formations sont à 11% des prévisions dont la plus grande partie a été assurée aux cadres et aux techniciens.

Tableau 3: Situation des réalisations en matière de CES

CONSERVATION DES EAUX ET DES SOLS	Unité	Total projet	Prévisions projet à 2012	Total réalisé à 2012	Efficacité (% de réalisation)
Travaux					34,47%
Stabilisation des berges	M3	20000	18000	9200	51,11%
Correction de ravins	M3	30000	30000	8800	29,33%
Murettes et épierrage	Hectare	1500	1100	117	10,64%
Stabilisation des murettes	Hectare	3900	1500	0	0,00%
Plantations fruitières et CES	Hectare	3000	2200	0	0,00%
Captage eau par citerne	M3	1500	1500	600	40,00%
Formation					10,94%
Ingénieurs et techniciens	Pers. sem	24	24	8	33,33%
Voyages d'études	Voyage	6	4	0	0,00%
Sensibilisation des bénéficiaires	Jours	60	50	6	12,00%
Démonstration aux bénéficiaires	Jours	60	50	0	0,00%
Etudes & Appui technique					
Appui technique*	Pers. mois	4,5	4,5	0	0,00%
Etude technique correction ravins et stabilisation berges	Forfait	2	2	2	100,00%
Etude aménagement micro-bassin	Unité	1	1	0	0,00%

CONSERVATION DES EAUX ET DES SOLS	Unité	Total projet	Prévisions projet à 2012	Total réalisé à 2012	Efficacité (% de réalisation)
versant					
Suivi d'impact	Prog.an	6	4	0	0,00%

*Recrutement d'une assistance technique pour l'ensemble du projet

87. Ainsi, le retard à rattraper est de 65% pour les travaux et 90% pour les formations, notamment les sensibilisations et les démonstrations au profit des bénéficiaires.

88. Les contraintes qui expliquent les retards engendrés sont: i) le retard dans l'achèvement des PDD jusqu'en décembre 2011; ii) la programmation dans les PTBA de quantités parfois inférieures aux prévisions annuelles du projet; iii) le non-respect des PTBA; iv) le non-respect des délais des travaux par les entreprises; et v) les difficultés à rattraper les retards et à réaliser certaines actions vu leur complexité sur le terrain, notamment les travaux d'aménagement des terrains privés par l'épierrage et la confection de murettes, ainsi que la stabilisation de murettes.

89. Le plan de charge des dernières années du projet étant important pour certaines actions (stabilisation de murettes et plantations fruitières) ne permettra pas de rattraper facilement le retard accumulé.

90. **Propositions et recommandations.** A travers l'analyse de l'avancement de la composante CES, l'approche participative qui a fait ressortir dans les PDD les besoins des agriculteurs et les séances de travail tenues avec le SMOP, la DPEFLCD et l'UGP, il a été suggéré les réajustements physiques suivants:

- Remplacement de 13.200 m³ de correction des ravins par la stabilisation des berges qui est très demandée par les agriculteurs, dans un souci de complémentarité avec les programmes de la DPEFLCD de Missour et de limiter les actions diffuses qui ont un impact limité sur les terres et les ouvrages agricoles. Les 8.000 m³ retenus se limiteront aux situations où des terres agricoles sont menacées. Les superficies des terres à risques de détérioration par affaissement des berges de fleuves sont fréquentes et le renforcement des ouvrages de fixation des berges est indiqué.
- Réduction des superficies à aménager par épierrage et murettes de 1 383 ha à 200 ha (86%), à cause de la rareté des terres agricoles privés à aménager dans ce sens et de la préférence des agriculteurs pour les infrastructures socio-économiques (pistes).
- Réduction des superficies de stabilisation des murettes de 3 900 ha à 300 ha (92%) à cause de la rareté des murettes à réédifier. Les superficies restantes concerneront la réfection des murettes du douar Ait Yaâkoub et d'autres villages avoisinants dans la CR d'Oulad Ali. Ces murettes, qui ont permis l'aménagement en terrasses et la viabilisation de terrains agricoles à forte pente, sont très anciennes et faites avec un art particulier.
- La réduction de la superficie de plantation fruitière en CES de 3000 Ha à 2240 Ha à cause de: i) la faible productivité des plantations antérieures à cause des aléas climatiques; ii) le coût élevé des travaux par rapport au coût prévu; iii) le statut juridique des terres (en majorité terres collectives avec simple droit de jouissance); et iii) la capacité de l'équipe qui ne permet de réaliser que 2000 ha en deux ans.

91. L'aboutissement des actions restantes de la composante CES durant les 2 derniers exercices 2013 et 2014 est tributaire de: i) la préparation du terrain (sorties de prospection, contacts préliminaires avec les bénéficiaires, détermination des superficies et localisation des sites); ii) la planification rigoureuse des actions en prenant en considération les requis à la mise en œuvre des travaux par les entreprises (CPS,

avancement des travaux, etc.); iii) le respect des PTBA; iii) l'implication totale et le suivi rigoureux de l'assistance technique avec une définition précise des tâches de ses membres.

C. Composante 3: Intensification et diversification de la production agricole

Production Végétale

92. **Activités prévues.** La sous-composante développement de la production végétale comprend les extensions de plantations, la recherche-développement, les essais et sites pilotes de démonstration, la formation des agriculteurs, cadres et techniciens et les aménagements de locaux.

93. **Etat d'avancement.** L'analyse des réalisations annuelles de cette composante montre que les actions de plantation n'ont pas suivi les prévisions annuelles du projet. En effet, aucune action de plantation n'a été réalisée durant les 3 premières années du projet. Les plantations ont démarré en 2010 avec la distribution de plants de l'équivalent de 175 ha d'amandier en bour et de 100 ha d'olivier. En 2011, les distributions de prunier et de cerisier ont concerné une superficie de 46 ha. Avant fin 2012, il est prévu de planter et d'entretenir par l'entreprise, sur 2 ans, 240 ha d'amandier en CES.

94. La formation des agriculteurs est prévue par le projet à travers des sessions de formation théoriques et pratiques, des voyages et des démonstrations in situ (plantations pilotes et essais). Sur les 31 sessions prévues, 10 ont été réalisées entre 2010 et 2011 et 3 sont prévues en 2012. Sur les 14 voyages prévus, 4 ont été réalisés entre 2008 et 2011 et 5 sont prévus en 2012.

95. Concernant les démonstrations aux agriculteurs, le projet prévoyait un total de 20 essais de démonstration et 30 vergers pilotes à conduire à partir de 2009 jusqu'en 2012 avec une fréquence de 2 à 3 essais et sites pilote par an. Ces actions n'ont démarré qu'en 2011 et ont englobé le safran (1 site sur les 10 prévus), le maraîchage (4 essais sur les 10 prévus), les céréales et les légumineuses (1 essai chacun sur les 10 prévus). Les essais ont été menés par les CT chez 106 agriculteurs dans les différentes communes du projet. Les actions non encore entamées à ce jour sont celles relatives aux plantations pilotes d'arbres fruitiers, à l'irrigation goutte à goutte et à la valorisation des produits (concassage des amandes et séchage des pruneaux et abricots).

96. Par ailleurs, le projet a réalisé des actions non prévues qui sont l'animation de 43 journées de sensibilisation et la distribution de matériel de démonstration au profit des agriculteurs au nombre de 5 (tableau 4). Les journées de sensibilisation ont débuté depuis 2007 et ont été réalisées annuellement.

97. En ce qui concerne la mise à niveau du personnel de la DPA et des CT, les réalisations sont les suivantes:

- en formation en gestion et vulgarisation, 3 des 7 sessions du projet sont considérées réalisées, car il est supposé que les modules de gestion et de vulgarisation dispensés à l'ensemble de l'unité de gestion du projet ont bénéficié aussi à l'équipe en charge des productions végétales;
- en formation technique, 1 session a été réalisée en 2010 et 13 sessions sur les 21 prévues sont programmées avant fin 2012;
- aucun des 26 voyages techniques prévus n'est encore programmé.

98. Dans le cadre de l'action recherche-développement, la convention y afférente est en phase de finalisation. Elle n'est pas encore effective.

99. L'analyse des réalisations du projet, 5 ans et demi après son démarrage, pour la composante développement de la production végétale (tableau 4) montre que:

- le développement de l'arboriculture et des cultures alternatives (distribution d'arbres fruitiers et plantation de safranières) est à 11% des prévisions. Mis à part les distributions de plants d'olivier, les distributions des autres plants sont au mieux à 10 et 9% pour l'amandier, le cerisier et le prunier, alors que les rosacées à pépins et le safran sont à 0%;
- les formations au profit des agriculteurs sont à 33% des prévisions et celles du personnel de la DPA et des CT sont à 13%;
- les démonstrations visant la production sont à 9%, alors que les démonstrations de transformation sont à 0%. Les 9% ont été atteints grâce aux essais en maraîchage (40%), céréales et légumineuses (20%) et safran (10%);
- la convention recherche-développement, qui devait permettre de suivre et d'analyser l'ensemble des actions de démonstration en production végétale et d'apporter des techniques à transférer, n'a pas encore abouti. Elle est en phase de finalisation.

Tableau 4: Situation des réalisations de la sous-composante développement de la production végétale pour la période 2007-2012

Développement de la production végétale	Unité	Projet	Prévu 2007 à 2012	Réalisé juillet 2012	Efficacité (%) réalisé
A. Développement de l'arboriculture et des cultures alternatives					11%
Plantation d'amandier s en bour	Ha	2 000	1800	175	10%
Développement et extension de l'olivier*	Ha	-	100*	100	100%
Développement et extension des rosacées à pépins	Ha	500	500	0	0%
Développement et extension des rosacées à noyau (sauf amandier)	Ha	500	500	46,25	9%
Mise en place et développement des safranières	Ha	150	130	0	0%
B. Formation					
1. Formation des agriculteurs					33%
Formation générale (fiches tech-écon par culture)	Session	10	10	7	30%
Formation technique en arboriculture et grandes cultures	Session	21	15	3	47%
Atelier in situ de protection des plantes et analyse du sol	Session	7	5	0	0%
Voyages d'étude	Voyage	14	12	4	33%
2. Démonstrations					
a. Démonstrations visant la production					9%
Plantations pilotes pour les rosacées en irrigué	Site	10	10	0	0%
Plantation d'amandier en bour liées à la CES	Site	10	10	0	0%
Plantations pilotes de safranières en irrigué	Site	10	10	1	10%
Essais de démonstration pour les cultures maraîchères en irrigué	Essai	10	10	4	40%
Essais de démonstration pour les céréales, légumineuses et fourrages	Essai	10	10	2	20%
Matériel pour les démonstrations goutte-à-goutte	Ha	30	25	0	0%
Journée de sensibilisation et d'animation	Journée	-	0	43	
Matériel technique au profit des agriculteurs pour démo	Kit	-	0	5	
b. Démonstrations transformation et valorisation des produits					0%
Concassages des amandes	Kit	4	4	0	0%
Concassages des amandes	Session	3	3	0	0%
Séchage solaire et ensachage des prunes et abricots	Lot	4	4	0	0%
Séchage solaire et ensachage des prunes et abricots	Session	3	3	0	0%
3. Formation du personnel SVA et CT					13%

Développement de la production végétale	Unité	Projet	Prévu 2007 à 2012	Réalisé juillet 2012	Efficacité (%) réalisé)
Formation en gestion et vulgarisation	Session	7	7	3	71%
Formation technique	Session	21	19	1	5%
Voyages d'étude pour cadres et techniciens	Session	26	22	0	0%
C. Recherche-développement					
Convention pour recherche-développement	Forfait	1	1	0	0%

* Superficie initialement non prévue et déduite des 500 ha prévus pour les rosacées à pépins.

100. Ainsi, il est observé que le taux de réalisation des activités concernant la production végétale se situe autour de 33% pour la formation des agriculteurs, 13% pour la formation du personnel et autour de 10% pour les actions physiques (distribution de plants, démonstrations au champ). Autrement dit, pour les 2 années prochaines, il reste à rattraper les 2/3 des prévisions pour la formation des agriculteurs et 90% pour les actions physiques, d'une importance capitale pour l'atteinte de l'objectif global du projet.

101. En définitive, pour la sous-composante « développement de la production végétale », deux faits essentiels émergent: i) la quasi-totalité des actions réalisées ont été faites durant ces 3 dernières années 2010, 2011 et 2012; et ii) seules les formations et quelques essais de démonstration de cultures annuelles ont connu des taux de réalisation convenables.

102. **Contraintes et leçons tirées.** Les contraintes qui auraient retardé l'avancement régulier des actions de la sous-composante sont essentiellement: i) le manque de ressources humaines pour faire aboutir des actions nécessitant la mobilisation et l'implication de la population; ii) les retards d'élaboration des PDD qui n'ont été achevés qu'en décembre 2011; et iii) le plan de charge des membre de l'UGP qui gèrent d'autres dossiers en plus des activités du projet, ce qui ne permet pas de programmer ni de réaliser des actions selon les prévisions du projet. A présent, la plupart de ces contraintes sont levées, ce qui constitue un atout majeur à mettre à profit pour faire aboutir les actions prévues.

103. **Propositions et recommandations.** Dans l'état actuel du projet, le retard des actions de production végétale à rattraper pour les années restantes est en valeur absolue de 89% (voir détails dans le tableau 5 ci-après). Par ailleurs, vu les capacités humaines, matérielles et administratives allouées au projet, l'UGP serait incapable de surmonter le retard accumulé pendant ces 5,5 dernières années. Par conséquent, dans un objectif de réalisme, des réajustements sont nécessaires pour permettre à la composante d'atteindre ses objectifs. Pour la concrétisation de ces réajustements, il a été pris en considération le potentiel humain de l'équipe du projet (cadres, techniciens, assistance technique) et les autres programmes et projets en cours dans la zone.

104. Dans la sous-composante « développement de l'arboriculture et des cultures alternatives », les réajustements ont concerné ce qui suit:

- i) l'élimination de 1 825 ha restants de distribution de plants d'amandier en bour. Cette décision est justifiée par: i) le fait que les agriculteurs préfèrent que l'ensemble des travaux soit réalisé à l'entreprise à l'image du PMV et du MCA, d'autant plus qu'il est prévu la plantation de 3 000 ha d'amandier dans le cadre de la composante CES; ii) le statut juridique de jouissance des terres; et iii) les capacités de l'équipe du projet à réaliser 4 825 ha d'amandier en 2 ans.
- ii) la réduction de 130 Ha de la superficie à planter en safran sur les 150 initialement prévus par le projet. Les agriculteurs cibles ont de petites superficies et il leur est difficile de réserver facilement du terrain à une culture nouvellement introduite. Ainsi, les 20 ha à maintenir le sont dans un objectif

d'adoption progressive de l'espèce par les producteurs/trices, et ce dans le souci de s'assurer d'abord du débouché pour une production de la zone du projet.

- iii) la réduction de 100 ha de rosacées à pépins et de 150 ha de rosacées à noyau à cause des disponibilités limitées en terres dans les périmètres de PMH d'une part et pour assurer une complémentarité avec les projets du PMV d'autre part.

105. Concernant les activités de formation, les ajustements concerneront:

- la réduction de 60% des actions de démonstration sur le terrain (plantations pilotes d'amandier en bour et safranières pilotes) et du tiers de la superficie des démonstrations de goutte à goutte. Pour être réalisables et innovatrices, les démonstrations de goutte à goutte vont concerner deux sites: i) Douar Imighermen, CR Njil: la reconversion en goutte à goutte d'un périmètre de PMH desservi par les khattaras; ii) Douar Ait Yaâkoub, CR Oulad Ali: l'irrigation en goutte à goutte d'un terrain accidenté planté en amandier, dominé par le canal d'irrigation du village et dont la réhabilitation nécessiterait l'épierrage et l'aménagement en terrasses;
- la réduction de 70% des actions de démonstration de transformation et de valorisation des produits. Ainsi, les lots prévus pour le séchage et l'ensachage des prunes et abricots ont été éliminés du fait que le développement de ces 2 espèces est à ses débuts dans la zone du projet. Les 3 unités de concassage des amandes ont été réduites à 1 seule, à affecter à une coopérative.

106. Sur le plan technique, et dans l'objectif d'éviter les pertes à la plantation (cas de la campagne 2012) et garder la confiance des producteurs, il est nécessaire d'élaborer le CPS d'achats de plants fruitiers de sorte à avoir des plants complètement dormants à la plantation. Dans ce sens, des articles ont été inclus dans le CPS pour le lancement des nouveaux marchés.

107. Par ailleurs, afin de réussir les essais et les vergers pilotes de démonstration et d'assurer un meilleur reporting des résultats des essais, il est primordial de mettre en œuvre avant fin 2012 la convention de recherche-développement et d'en limiter les prestations à la réalisation et au suivi des vergers pilotes et des essais de démonstration.

108. Il est à considérer que la réussite de la mise en œuvre des actions qui restent pour les 2 années prochaines nécessite impérativement: i) leur insertion dans les PTBA de 2013 et de 2014; ii) la réalisation à 100% du programme retenu; iii) une répartition précise des tâches (job description) au sein de la cellule de production végétale, notamment entre les fonctionnaires et l'assistance technique; et iv) l'implication de l'assistance technique et son suivi selon un plan de travail et un planning rigoureux.

**Tableau 5: Etat d'avancement de la sous-composante « productions végétales »
au 31 juillet 2012**

V- Développement de la production végétale	Unité	Total Projet	Total réalisé à juillet 2012	Reliquat	% à réaliser à fin projet
A. Développement de l'arboriculture et des cultures alternatives					
Plantations d'amandier en bour	Ha	2 000	175	1825	91%
Développement et extension de l'olivier	Ha	100*	100	0	0%
Développement et extension de l'arboriculture fruitière (rosacées à pépins)	Ha	400	0	400	100%
Développement et extension de l'arboriculture fruitière (rosacées à noyaux sauf amandier)	Ha	500	46,25	454	91%
Mise en place et développement des safranières	Ha	150	0	150	100%

V- Développement de la production végétale	Unité	Total Projet	Total réalisé à juillet 2012	Reliquat	% à réaliser à fin projet
B. Formation					
1. Formation des agriculteurs					
Formation générale (fiches tech-écon par culture)	Session	10	3	7	70%
Formation technique en arboriculture et grandes cultures	Session	21	7	14	67%
Atelier in situ de protection des plantes et analyse du sol	Session	7	0	7	100%
Voyages d'étude	Voyage	14	4	10	71%
2. Démonstrations					
a. Démonstrations visant la production					
Plantations pilotes pour les rosacées en irrigué	Site	10	0	10	100%
Plantations pilotes d'amandier en bour liées à la CES	Site	10	0	10	100%
Plantations pilotes de safranières en irrigué	Site	10	1	9	90%
Essais de démonstration pour les cultures maraichères, arboricoles en irrigué	Essai	10	4	6	60%
Essais de démonstration pour les céréales légumineuses et fourrages	Essai	10	2	8	80%
Matériel pour les démonstrations goutte-à-goutte	Ha	30	0	30	100%
Journée de sensibilisation et d'animation	Journée	-	43	-43	-
Achat de matériels techniques au profil des agriculteurs pour démonstration	Lot		5	-5	-
b. Démonstrations transformation et valorisation des produits					
Concassages des amandes	Lot	3	0	3	100%
Concassages des amandes	Session	4	0	4	100%
Séchage solaire et ensachage des prunes et abricots	Lot	3	0	3	100%
Séchage solaire et ensachage des prunes et abricots	Session	4	0	4	100%
3. Formation du personnel SPA, SPV, et CT					
Formation en gestion et vulgarisation	Session	7	5	2	29%
Formation technique	Session	21	1	20	95%
Voyages d'étude " cadres et techniciens"	Jours	26	0	26	100%
C. Recherche-développement					
Convention pour recherche développement sur agriculture de montagne	Forfait	1	0	1	100%

* Superficie initialement non prévue et déduite des 500 ha prévus pour les rosacées à pépins.

Amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage

109. **Objectifs.** Cette sous-composante a pour objectifs: i) l'amélioration des conditions de conduite des troupeaux pour en augmenter la productivité/rentabilité économique; ii) la promotion de pratiques pouvant améliorer le bilan fourrager des troupeaux et notamment atténuer l'impact de la période de soudure sur l'économie des agriculteurs et les ressources sylvo-pastorales; iii) la promotion de la gestion durable des ressources sylvo-pastorales; et iv) la diversification des activités génératrices de revenus basées sur l'élevage et les ressources naturelles.

110. **Etat d'avancement.** Le bilan de cette sous-composante est plus ou moins satisfaisant selon les types d'actions:

- **L'amélioration pastorales et sylvo-pastorale:** Ce type d'actions n'a pas encore connu de vrai démarrage; les principales réalisations sont comme suit: i) pour l'amélioration pastorale, les réalisations se sont limitées à l'élaboration d'une étude sur la caractérisation des écosystème sylvo-pastoraux qui est en cours, la création de 2 points d'eau sur les 15 prévus (9 réhabilitations et 6 créations), la programmation pour l'année en cours de 4 citernes, de 3 sources, de 3 bassins de stockage et la plantation de 200 Ha ainsi que la

prospection de terrains pour identifier les périmètres qui vont bénéficier des actions d'amélioration pastorale; ii) concernant la réhabilitation des écosystèmes forestiers (amélioration sylvo-pastorale sur 500 ha, reboisement sur 690 ha, mise en défens sur 2 720, reboisement énergétique, distribution de 30 000 plants et promotion des fours améliorés), aucune action n'a été entreprise à ce jour ni par la DPA ni par la DPEFLCD.

- **Le développement de l'élevage:** Les actions de développement de l'élevage ont connu des niveaux de réalisation satisfaisants, principalement pour ce qui concerne: i) l'identification et l'organisation de groupements, dont le niveau de réalisation a atteint 100% vu que grâce aux quatre conventions engagées avec l'ANOC, les quatre groupements prévus ont été créés. Ces groupements, qui rassemblent en moyenne une centaine d'éleveurs (60 à 126 adhérents) et comptent en moyenne 20.000 brebis par groupement, ont bénéficié de nombreuses actions de sensibilisation, d'organisation, de formations théoriques et pratiques, de voyages, de campagnes prophylactiques et de distribution de géniteurs de race améliorée. L'ensemble de ces actions a été très apprécié par les éleveurs et de nombreuses demandes sont formulées par de nouveaux éleveurs pour adhérer aux groupements existants dont le nombre atteint ne permet plus d'accepter de nouveaux adhérents, d'où le besoin de créer de nouveaux groupements; ii) la distribution de 75 géniteurs ovins, soit 50% de plus par rapport à ce qui était prévu. Ces géniteurs ont été distribués aux adhérents des groupements ANOC et ont eu un impact positif sur l'amélioration génétique du cheptel ovin; iii) la distribution de 40 boucs de race Atlas et Barcha, soit 80% de ce qui était prévu (50 têtes); iv) la réalisation d'actions de santé animale, principalement le déparasitage interne et le déparasitage externe, qui ont concerné respectivement 703.221 et 659.082 têtes ainsi que le traitement contre la varroase de 2000 ruches; et v) la réalisation de 7 sessions de formation sur des thèmes de conduite des élevages en plus de ceux réalisés par l'ANOC.

111. **Contraintes et leçons tirées.** Les principales contraintes rencontrées pour cette sous-composante sont les suivantes:

- **Actions d'amélioration pastorale et sylvo-pastorale:** Les contraintes ayant affecté la mise en œuvre de ce type d'actions sont de plusieurs nature: i) humaines: au début, le projet ne disposait d'aucun spécialiste dans le domaine de l'élevage, ce qui n'a pas permis d'entamer les prospections sur le terrain et la sensibilisation des populations. Actuellement, les ressources humaines sont suffisantes grâce à l'affectation d'un technicien au projet par la DPA et la mobilisation de deux autres techniciens d'élevage par l'assistance technique; ii) programmatiques: l'élaboration des PDD, qui constitue un préalable à la mise en œuvre des actions de développement, a connu un grand retard, ce qui s'est répercuté négativement sur la programmation des actions d'amélioration pastorale et sylvo-pastorale; iii) sociale: les actions d'amélioration pastorale et sylvo-pastorale sont généralement difficilement acceptables par la population et nécessitent des actions facilitatrices et mobilisatrices telles que les infrastructures; or, ce type d'actions a été retardé par les PDD et par conséquent, l'environnement n'était pas propice pour l'engagement des actions d'amélioration pastorale et sylvo-pastorale; et iv) procédurière: les moyens d'appui (véhicules, carburants, indemnités de déplacement, etc.), prévus par le projet et par la convention engagée avec la DPEFLCD, n'ont pu être attribués à cette dernière et ce en raison de l'existence de contraintes de procédure (l'achat de véhicules a été centralisé au niveau du MAPM).
- **Actions de développement de l'élevage:** Globalement, les actions de développement de l'élevage n'ont pas connu de contraintes particulières,

exception faite pour celles relatives à la santé animale qui n'ont pu être réalisées dans de bonnes conditions et ce en raison, d'une part, de la restructuration du MAPM qui a engendré la séparation du service vétérinaire de la DPA (ce dernier relève désormais de l'ONSSA), et d'autre part, de l'insuffisance des ressources humaines et des moyens de déplacement au sein de ce service. Les produits acquis par la DPA pour la réalisation de l'opération de déparasitage interne et externe ont été distribués aux éleveurs, associations et coopératives concernés, ce qui soulève la question de la réussite des traitements.

112. **Propositions et recommandations.** Compte tenu des contraintes précitées, de la situation favorable actuelle du projet (ressources humaines suffisantes, PDD élaborés et validés, possibilité d'intégration des actions sociales qui constituent des actions facilitatrices avec les actions de préservation des ressources naturelles), des besoins formulés par les éleveurs et des capacités d'exécution de la DP et de ses partenaires, la mission recommande ce qui suit:

- **Amélioration pastorale:** il est proposé: i) de réduire le programme de mise en défens de 25 000 ha sur une année à 10 000 ha sur 2 ans avec une actualisation du montant de l'indemnisation des éleveurs qui a sensiblement augmenté (seuls les groupements ethniques des CR d'Enjil et de Serghina ont exprimé le besoin pour une superficie de 10.000 ha; dans les autres communes rurales le besoin n'a pas été exprimé à cause notamment de litige foncier); ii) de maintenir les deux programmes de plantations fourragères sur 500 ha chacun (lors des réunions précitées les groupements ethniques ont confirmé leurs besoins pour les 1 000 ha); iii) de revoir le programme d'aménagement des bâtiments: au lieu de sept, construire un seul bâtiment à Boulemane pour l'ensemble des groupements qui servira de lieu de rencontres, de réunions, de formation et de stockage des aliments (cette solution permettra de régler le problème de terrain et de gestion qui risquent d'être posés et en même temps favorisera la mise en place d'un cadre par l'ANOC qui supervisera l'ensemble de groupements de l'ANOC et des coopératives pastorales qui vont être créées dans la zone du projet); iv) de supprimer la réhabilitation des points d'eau et de réduire les aménagements des points d'eau de 11 à 7 au profit de la création de points d'eau qui passeront de 6 à 9; et v) de supprimer la construction d'abris anti neige.
- **Réhabilitation des écosystèmes forestiers:** Globalement, le programme a été revu à la baisse en raison de contraintes foncières (existence de litiges et de conflits) et du refus des éleveurs. Le programme proposé prévoit: i) la réduction du programme d'amélioration sylvo-pastorale de 500 ha à 200 ha (100 ha pour 2012 et 100 ha pour 2013) qui serviront de démonstration; ii) la réduction du programme de reboisement de 690 ha à 100 ha; iii) la suppression du programme de mise en défens à cause de problème de litiges, violations et procédures; et iv) le maintien du programme de plantations énergétiques (30 000 plants) et de distribution des fours améliorés.
- **Développement de l'élevage:** Compte tenu des leçons tirées des actions réalisées (efficacité des groupements ANOC, des distributions de géniteurs, des actions prophylactiques, etc.), des demandes des populations pour le renforcement de ce type d'actions et des capacités d'exécution de la DP, il est proposé de consolider certaines actions et de renforcer d'autres, tout en favorisant l'intégration entre les différentes actions. A cet égard les actions retenues sont comme suit: i) la consolidation des groupements ANOC existants à travers le maintien du programme en cours (sélection et santé) et son renforcement à travers des essais d'engraissement (un essai de 20 têtes par groupement), la réalisation de 4 évaluations (4 éleveurs seront suivis régulièrement pour évaluer leur productivité et rentabilité) et la généralisation

de la distribution de géniteurs au profit des membres des groupements avec une participation des éleveurs à hauteur de 50% du coût (chaque groupement bénéficiera de 50% de besoins en géniteurs et le reste sera financé par les éleveurs). Les actions à réaliser par l'ANOC feront l'objet d'une convention complémentaire avec cette dernière pour un montant de 100 000 dh/groupement et l'acquisition de géniteurs sera financée par le projet et les bénéficiaires (50% chacun); ii) la création de 4 nouveaux groupements qui bénéficieront de l'ensemble des actions (sensibilisation, identification et création de groupements, santé animale, formation, voyages, essais de rationnement, distribution de géniteurs et suivi-évaluation (4 éleveurs par groupement) pour un coût de 700.000 dh/groupement; iii) le maintien des actions de santé animale de vaccination contre l'entérototoxicité et de déparasitage interne et externe. Compte tenu de l'insuffisance des ressources humaines et des moyens de fonctionnement, il a été convenu avec les responsables de l'ONSSA que la DPA procède à l'acquisition des produits avec l'appui du service vétérinaire et de sous-traiter l'opération de vaccination à des vétérinaires privés alors que pour le déparasitage interne et externe il peut faire l'objet de distribution du produit aux éleveurs avec la réalisation de formations selon les besoins et un accompagnement des services vétérinaires; et iv) le maintien du programme de traitement contre la varroase.

113. Le tableau No. 6 ci-dessous présente les réalisations pour la sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage.

Tableau 6: Réalisations des actions de la sous-composante amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage

Amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage	Unité	Total projet	Cumul réalis. prév. au 31/12/2012	Reliquat
A. Travaux				
Réhabilitation de puits/points d'eau	Unité	9	0	9
Aménagement de points d'eau	Unité	11	0	11
Création de points d'eau	Unité	6	6	0
Abris anti-neige	Unité	6	0	6
B. Amélioration pastorale parcours collectifs à alfa et privé				
Mise en défens	Ha	25000	0	25000
Plantations fourragères pour réhabilitation des parcours	Ha	500	0	500
Plantations fourragères en intercalaire	Ha	500	0	500
Organisation de concours pour coopératives pastorales	Concours	6	0	6
Aménagement de bâtiments	Bâtiment	7	0	7
C. Réhabilitation des écosystèmes forestiers				
Amélioration sylvo-pastorale	Ha	500	0	500
Reboisement	Ha	690	0	690
Mise en défens du reboisement	Ha	2720	0	2720
Reboisement énergétique	Plants	30000	0	30000
Promotion de fours améliorés	Forfait			
C. Développement de l'élevage				
1. Promotion de micro-micro-entreprises d'élevage				
Promotion de l'apiculture	Ruche	1200	509	691
Promotion des caprins laitiers	Tête	360	0	360
Promotion de l'élevage ovin	Tête	0	299	
2. Amélioration conduite ovine et caprine et				

Amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage	Unité	Total projet	Cumul réalis. prév. au 31/12/2012	Reliquat
génétique bovine				
Création et encadrement de groupements ANOC	Groupement	4	4	0
Rétrocession de béliers	Tête	50	175	-125
Rétrocession de boucs	Tête	50	40	10
Génétique bovine	Forfait			
Organisation de concours d'élevage	Concours	6	0	6
D. Renforcement de la santé animale				
1. Prophylaxie				
Vaccination contre l'entérototoxicité	Forfait			
Traitements de déparasitage	Forfait			
2. Lutte contre la varroase				
Ruches traditionnelles	Ruches	7500	0	7500
Ruches modernes	Ruches	4200	0	4200
E. Recherche-développement études et transfert de technologie				
Caractérisation des écosystèmes sylvo-pastoraux	Forfait	1	1	0
Suivi de caractérisation des écosystèmes	Forfait	1	0	1
Caractérisation des systèmes d'élevage	Forfait	1	1	0
Suivi zootechnique et caractérisation des systèmes d'élevage	Forfait			
Essai de démonstration de plantations fourragères	Forfait		0	
Démonstrations d'engraissement	Forfait			
Appui en amélioration génétique	Pers/mois	2	0	2
Appui en apiculture	Pers/mois	2	0	2
Appui aux coopératives et organisation des éleveurs	Pers/mois	2	0	2
Appui en amélioration pastorale	Pers/mois	2	0	2
Analyses fourragères	Forfait			
Appui sur les énergies renouvelables	Pers/mois	3	0	3
Publication de référentiels et brochures	Forfait			
F. Formation				
1. Cadres services techniques				
Ingénieurs	Session	8	0	8
Vétérinaires	Session	6	0	6
Techniciens	Session	6	1	5
2. Bénéficiaires				
Formation des bénéficiaires	Session	12	7	5
Apprentissage	Participant	50	0	50
Voyages d'étude	Voyage	20	12	8
Journées de sensibilisation et d'animation	Journée	17	37	-20

NB: * 10 000 ha sur deux ans au lieu de 25 000 ha annuels.

D. Composante 4: Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise

114. **Objectifs.** L'objectif de cette composante consiste à: i) rendre le crédit accessible à la population, dans des conditions appropriées à leurs contraintes et de façon durable et ii) appuyer le développement et la consolidation d'un tissu de micro-entreprises agricoles et non agricoles à travers la formation, le suivi et le conseil. Cet appui devra concerner: i) 4.500 femmes pour la formation sur la gestion d'une AGR, dont un tiers, soit 1.500 femmes, développeront une AGR, individuellement ou en coopérative, et

solliciteront des services d'appui-conseil; ii) 120 coopératives et micro-entreprises formées et/ou appuyées; et iii) 60 structures touristiques de type gîte rural.

115. **Etat d'avancement.** Pour la composante appui aux services financiers et promotion de la micro-entreprise, seule l'étude des filières a été réalisée. Le manque d'intérêt des AMC à répondre aux appels d'offres relatifs à cette composante a amené l'UGP à scinder la partie microcrédit de celle de la promotion de la micro-entreprise conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision. Le projet avait donc lancé en juin 2011 un appel d'offres qui ne concerne que la partie microcrédit, le spécialiste en micro-entreprises ayant été prévu dans l'AT. Malgré cette alternative, aucune AMC n'a manifesté son intérêt.

116. Concernant la sous-composante micro-entreprises, et grâce aux efforts déployés par les CT, le projet a pu réaliser depuis 2009, 29 activités génératrices de revenus (dans l'apiculture et les ovins) à travers des petits projets au profit de 472 bénéficiaires, en majorité des femmes et des jeunes. Ces AGR, totalisent 509 ruches peuplées pour 287 bénéficiaires (soit moins de 2 ruches par bénéficiaire) et 299 antenaises pleines et des béliers de race Timahdit (soit moins de 2 têtes par bénéficiaire). L'objectif de cette action est la promotion de la race Timahdit et l'amélioration des revenus des bénéficiaires.

117. La mission a visité une vingtaine de coopératives et associations ayant bénéficié d'appuis pour développer les AGR. Lors de ces visites, la mission a pu s'entretenir avec les bénéficiaires et se rendre compte des contraintes et des opportunités qui leur sont offertes à travers le développement de ce type d'action. L'état d'avancement et les résultats obtenus par ces AGR sont très variables. Les principaux constats concernent:

- Les coopératives et les associations d'élevages ovins: généralement, le cheptel est bien entretenu à l'exception de quelques groupements qui rencontrent des difficultés pour l'alimentation, surtout que cette année était particulièrement une année sèche (faible pluviométrie). Cependant, la majorité des coopératives a pu augmenter ses effectifs, a vendu les agneaux pour faire face aux achats des intrants et a encouragé ses adhérents en distribuant une partie des bénéfices. Le nombre de têtes par bénéficiaire a été jugé très insuffisant et ne permet pas de tirer de bénéfices équivalents aux efforts fournis. Les coopératives les mieux réussies demandent un renforcement des effectifs. Le ciblage, pour cette activité, a bien respecté les orientations du FIDA.
- Les coopératives et les associations apicoles: les bénéficiaires manifestent un grand intérêt pour cette activité mais de nombreux problèmes relatifs à la maîtrise des techniques apicoles, la gestion collective, la transhumance, les traitements et la conduite des ruches doivent être résolus. Malgré ces problèmes, certaines coopératives ont pu augmenter le nombre de leurs ruches et dégager de bons rendements (avec un prix de vente de 150 DH/l). Comme pour les ovins, le nombre de ruches par bénéficiaire a été jugé très insuffisant et ne permet pas de tirer de bénéfices équivalents aux efforts fournis. Les coopératives les mieux réussies demandent un renforcement des effectifs. Le ciblage, pour cette activité, n'a pas respecté suffisamment les orientations du FIDA. D'autres intervenants financent aussi ce type d'AGR, notamment l'INDH et la DPEFLCD. Les efforts déployés au niveau du secteur apicole pourraient constituer une assise pour préparer le lancement de la filière dans la zone.

118. Pour ce qui concerne les PAM et suite au développement de la demande en différents produits des PAM et l'intérêt porté par les professionnels pour ce secteur, ainsi que les promesses avancées par certaines institutions (MAPM/PMV, fondation Mohamed V, INDH, DPEFLCD), des associations et des coopératives se sont constituées pour se spécialiser dans l'exploitation et la valorisation des PAM: coopérative TAMOURT de Ait

Bazza, association féminine d'Ikouin (Seghrina), coopérative de Tsiwante (Sidi Ali Ou Youssef), coopérative de Skoura, coopérative Fès Ourbil (commune d'Almiss) et association de Titrite (commune de Guigou).

119. La mission a visité trois OP parmi ces dernières: la coopérative Tamourt d'Aït Bazza financée par le don du FIDA, l'association féminine de Serghina financée par la fondation Med V (dont l'action a été initiée depuis 2007) et l'association féminine de Titrite (commune de Guigou) qui attend un financement.

120. Du fait de la dégradation sévère des ressources naturelles, ces organisations s'orientent vers une valorisation des PAM à travers la domestication. Les deux organisations Tamourt et Serghina ont lancé, grâce à l'appui du don du FIDA, des essais de domestication de certaines espèces locales de PAM (voir annexe 10).

121. L'artisanat: la région est très connue par un artisanat typique et très apprécié. Cependant, aucun diagnostic ou évaluation de ce secteur n'existe actuellement, alors que les femmes, en l'absence d'autres activités, sont généralement versées dans le travail de l'artisanat (elles y consacrent 5 heures en moyenne par jour), d'autant plus que cette activité s'insère parfaitement dans le programme journalier des femmes. La mission a visité la coopérative Atma localisée à Aït Hamza. Cette coopérative compte actuellement 70 adhérentes. Elle vient d'acquérir un lot de terrain de 650 m² à 150 000 DH. Ce lot se trouve sur la route, donc constitue une meilleure position par rapport au local actuel, pour la construction d'une salle d'exposition permanente. La fondation Mohamed V pour la solidarité a mobilisé des fonds pour financer les constructions et les équipements (information recueillie lors de la réunion avec ladite fondation). Cette coopérative est parrainée par une association féminine pour le développement intégré de Aït Hamza à laquelle adhèrent tous les membres de la coopérative. Ladite association dispense actuellement des cours d'alphabétisation dans 3 douars, dont Aït Yekhlef et Izzougaghen. La coopérative Atma vient d'obtenir le deuxième prix sur cinq octroyés au niveau national pour la bonne gouvernance.

122. **Contraintes et leçons tirées.** L'apiculture est considérée comme prometteuse, les bénéficiaires manifestent un grand intérêt pour cette activité et certains ont eu des rendements intéressants (pour un début) en plus de la multiplication des ruches. Cependant, de nombreux problèmes méritent d'être résolus: la maîtrise des techniques apicoles, la gestion collective, la transhumance, les traitements et la conduite des ruches.

123. **Elevage ovin:** Généralement, le cheptel est bien entretenu et les femmes disposent d'un savoir-faire, contrairement à l'activité apicole exigeant des techniques nouvelles que les femmes et les hommes ne maîtrisent pas suffisamment. Cependant, les effectifs sont parfois très insuffisants et ne permettent pas de tirer rapidement des bénéfices équivalents aux efforts fournis.

124. D'autres insuffisances sont à souligner au niveau de la démarche et de la mise en œuvre qui concernent: i) le ciblage et le nombre des adhérents: les coopératives sont souvent familiales constituées d'un faible nombre d'adhérents (retraités, employés ayant déjà un revenu) et ne constituant pas nécessairement les cibles du FIDA notamment pour les groupements apicoles; ii) le matériel apicole: seules des ruches pleines sont octroyées (parfois en nombre insuffisant pour démarrer l'activité sans perte) ce qui engendre de nombreuses dépenses dès la première année et handicape la réussite de l'activité; iii) l'insuffisance de la formation pratique; iv) la non maîtrise de la localisation des nappes mellifères des zones avoisinantes pour permettre la transhumance et l'exploitation de plusieurs miellées par an; et v) la faiblesse de l'organisation du secteur au niveau de la province.

125. **Pour les plantes aromatiques et médicinales (PAM).** La présentation en annexe 10 détaille les contraintes et les opportunités rencontrées par les organisations qui opèrent dans cette filière, notamment celles financées par le don FIDA

126. **L'artisanat.** La plus performante coopérative de l'artisanat des femmes connaît actuellement des problèmes pour s'approvisionner en matière première. En effet, les économies de la coopérative ont servi pour acheter le terrain pour la construction d'une unité de production et de salles d'exposition mais cette dernière ne dispose plus de fonds de roulement. Cette situation fait que la coopérative n'arrive pas à satisfaire certaines demandes. Ceci reflète l'insuffisance de formation de cette coopérative en matière de gestion et ce, malgré les performances réalisées.

127. Globalement, les AGR manquent de suivi et d'encadrement de proximité. Le projet devra désigner, en plus de l'AT qui sera mise en place, un point focal au niveau de l'UGP spécialement pour s'assurer de l'encadrement et du suivi des AGR. En l'absence d'un suivi, les impacts des AGR ne pourront être clairement évalués.

128. **Propositions et recommandations.** Actuellement, l'équipe du projet a préparé le CPS pour l'AT afin de réaliser une étude sur les organisations professionnelles (OP) et les activités génératrices de revenus (AGR) de la zone du projet ainsi que pour l'accompagnement des AGR potentielles. Cette étude permettra de préciser les AGR et les entreprises à renforcer et/ou à créer. En attendant les résultats de l'AT, la mission recommande pour les AGR et les groupements visités les propositions suivantes:

- Pour les AGR d'élevage, le projet: i) renforcera les groupements (coopératives ou associations) qui ont respecté le ciblage exigé par le FIDA et ayant réussi leurs petits projets (AGR). Le renforcement concernera, d'une part, un appui au niveau des équipements et des achats de ruches (en cas d'apiculture) et d'autre part, le renforcement des capacités à travers les formations, les voyages et le conseil personnalisé ainsi que l'appui à la mise en valeur des productions, au marketing et à la commercialisation. L'objectif de ce renforcement est de faire évoluer ces groupements vers des coopératives professionnelles ou des micro-entreprises économiquement viables. Le projet appuiera l'installation de trois mielleries communales regroupant chacune 4 ou 5 coopératives pilotes au niveau des trois communes et aidera les coopératives de la zone à s'organiser en fédération ou GIE.
- Pour les PAM, il faudra redresser la situation dans les coopératives et les groupements qui connaissent des problèmes, notamment celle financée par le don du FIDA? D'une manière générale, pour pouvoir supporter les frais de la domestication des PAM, les femmes doivent: i) bénéficier des actions facilitatrices pour leur permettre de disposer de revenus plus rapidement et financer la domestication des PAM; ii) mobiliser d'autres groupes d'intérêt pour la domestication (ex. les apiculteurs). Les discussions menées avec des apiculteurs de Serghina ont montré l'intérêt que porte ce groupe à la domestication des PAM. Après utilisation par les abeilles, la production pourrait être vendue aux femmes pour la distillation; iii) passer des contrats avec les DPEFLCD pour l'exploitation des PAM locales, mais ceci suppose que les femmes possèdent un fonds de roulement; et iv) acheter la matière première directement chez les coopératives locales partenaires de la DPEFLCD (actuellement elles sont au nombre de 5).
- Le projet pourrait réaliser les plantations de safran comme prévu dans sa composante « intensification et diversification de la production agricole » au profit de certains groupements pour: i) tester le comportement et la rentabilité de la culture; ii) aider les femmes à disposer d'autres sources de revenus; et iii) toucher un grand nombre de ménages pour vulgariser la culture et les techniques agricoles (ex. irrigation) au lieu de réaliser les plantations chez un seul agriculteur.
- Pour l'artisanat: Dans un souci de diversification des sources de revenus, deux filiales de la coopératives Atma peuvent être appuyées. En effet, les discussions menées avec les membres de cette coopérative ont révélé des besoins en un appui pour initier deux filiales (celles d'Aït Yekhlef et

d'Izzougaghen) où les femmes suivent déjà les cours d'alphabétisation. Dans ce sens, le projet pourrait appuyer la coopérative Atmar et d'autres de même performance pour créer des filiales dans de nouveaux douars (élargir les adhérents) en préparant les locaux pour les ateliers et appuyer des nouveaux groupements d'artisanat. L'avantage de ce type d'appui est de profiter de l'expérience d'Atmar qui a pu percer dans un domaine très difficile et de disposer des infrastructures surtout la salle d'exposition et du savoir-faire des anciens membres.

- De nombreuses idées d'autres AGR ont été discutées avec les associations et les populations, l'AT sera chargée d'en faire l'identification et le diagnostic approfondi, fournira plus d'informations qui porteront sur les orientations à suivre en matière du renforcement des AGR existantes et sur les nouvelles AGR et micro-entreprises (idées d'AGR) avant de définir un guide et une stratégie d'intervention en matière de promotion de petits projets (AGR et micro-entreprises). Le projet encouragera la promotion d'AGR à travers: i) le renforcement et l'appui aux AGR (anciennes et nouvelles); ii) la formation sur la gestion des micro-entreprises, AGR et coopératives; iii) la subvention aux associations pour démonstration et vulgarisation mais aussi pour une autonomisation de ces organisations; et iv) le conseil-formation et le suivi personnalisé des AGR et micro-entreprises.

129. Concernant la période restante, comme il était prévu par le rapport de conception, le projet mobilisera l'AT pour l'étude sur l'identification et l'accompagnement des OP et des AGR porteuses. Le CPS de cette AT est en cours de finalisation et sera lancé avant octobre 2012. Celle-ci comportera des experts et des agents de développement permanents qui seront responsables de l'encadrement de proximité, de faire respecter les critères d'éligibilité et les engagements des groupements, de réaliser les études de faisabilité et les montages financiers des AGR et micro-entreprises les plus prometteuses et de procéder à l'accompagnement et à l'appui des OP et des groupements des AGR tout au long du processus de création de l'AGR. Elle appuiera également les groupements (associations, coopératives) pour la mobilisation des fonds des autres acteurs (SFDA, FDA, Fondation Mohamed V pour la solidarité, INDH, conseil provincial, DRA, ONG nationales et internationales, etc.). De plus, cette AT s'occupera: i) de l'organisation de sessions de formation, incluant le recyclage, autour de thèmes relatifs à la création et à la gestion de la micro-entreprise; ii) de l'appui-conseil aux groupements des femmes ayant développé des AGR, aux coopératives créées et/ou appuyées, aux micro-entreprises et aux groupements dans le domaine du marketing et de la commercialisation des produits et ce, en termes de suivi de l'activité, de conseils sur la résolution des problèmes rencontrés, d'orientation vers les services adéquats, d'aide au montage du dossier de financement; iii) de la qualité des produits et de la recherche des signes distinctifs; iv) de l'organisation de la participation à des foires régionales et nationales pour la promotion des produits artisanaux de la zone; iv) des actions de formation sur l'amélioration de la qualité des produits; et v) des appuis à la mise en place de points de vente dans la zone du projet pour la promotion et la commercialisation des produits de la zone.

130. Par ailleurs, et en raison du manque d'intérêt de la part des AMC, le projet continuera le renforcement des AGR (anciennes et nouvelles) et les micro-entreprises à travers l'acquisition du matériel et des équipements pour un coût global de 7 200 000 DH. Cet appui sera réalisé après le diagnostic qui sera effectué par l'AT, les études de faisabilité et la définition des orientations stratégiques prévues pour les AGR et les micro-entreprises. L'appui concernera les AGR déjà créées et celles qui seront nouvellement lancées durant les années restantes du projet. Le diagnostic et les études de faisabilité devraient définir les orientations stratégiques pour le développement des AGR et des micro-entreprises et l'évaluation des performances des OP et des groupements devra mieux préciser les groupes prioritaires. D'après les diverses discussions avec les groupes d'intérêts et les acteurs de développement, l'apiculture, le

safran, la valorisation des productions arboricoles (ex. unité de concassage des amandes), l'artisanat, l'engraissement, les PAM et les services sont des domaines potentiels pour développer des AGR et des micro-entreprises.

131. Globalement, il est prévu d'identifier une centaine d'AGR, dont au moins une quarantaine bénéficiera d'un appui financier du projet (15 anciennes parmi les plus performantes et 25 nouvelles). Le bénéfice de l'appui financier du projet sera réservé aux porteurs de projets répondant aux critères d'éligibilité suivants: appartenir à la population-cible du projet, être organisés en coopérative, soumettre un projet intégré dans l'une des filières porteuses retenues, avoir suivi la formation fournie par l'assistance technique, disposer d'une étude de faisabilité du projet (technique, financière, y compris le plan de financement devant faire ressortir la contribution des bénéficiaires, économique et commerciale). Les résultats des études de filières, le diagnostic et les études de faisabilité fournies par l'AT vont préciser davantage les conditions de réussite des AGR et des micro-entreprises, les circuits de commercialisation des produits et sous-produits, et mettront en évidence les produits présentant les meilleures opportunités de viabilité économique. Ces études vont aussi permettre de définir un planning d'évolution des AGR et de micro-entreprises.

132. Afin d'assurer la reproductibilité et/ou l'innovation des micro-entreprises et AGR, le projet subventionnera deux associations (à titre pilote) pour créer des revolving funds. Chaque association parrainera deux ou 3 coopératives ayant développé des AGR nouvelles.

133. Les sources de financement, en dehors du projet, proviendront de la SFDA (voir partenariat), cette société de crédit compte implanter une antenne à Boulemane à partir de janvier 2013. Récemment (juillet 2012), la SFDA vient d'obtenir l'autorisation d'élargir son action et de travailler avec les agriculteurs/trices non bénéficiaires du PMV. D'autres sources de financement pourraient appuyer les porteurs de petits projets notamment: i) la fondation Mohamed V, pour la solidarité déjà présente dans la zone. Cette institution souhaite développer une convergence à la base et informer les porteurs de petits projets (AGR et micro-entreprises) pour faire un montage financier qui inclut la fondation et le PDRMO. Un tel montage donnera plus de chances aux porteurs de projets d'être cofinancés par la fondation; ii) l'INDH: souhaite une convergence territoriale; iii) le conseil provincial; iv) la DRA et les services extérieurs des autres départements dans le cadre de partenariats. Rappelons, que la DRA dispose actuellement de 500.000 Dh qui pourront être mobilisés pour appuyer les AGR. La DRA attend la communication des besoins, dans ce sens, pour affecter les moyens financiers. Le rôle de l'AT sera primordial dans l'appui à la mobilisation de ces fonds.

134. Le tableau ci-après illustre les réalisations pour la composante:

Tableau 7: Tableau récapitulatif des réalisations de la composante appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise

VII- Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise	Unité	Total projet	Cumul réalis. prév. au 31/12/2012	Reliquat
A. Diffusion du microcrédit en milieu rural				
Formation en finance rurale de l'UGP	Forfait	1	0	0
Contrat de mise en œuvre du microcrédit en milieu rural avec une AMC	Forfait	1	0	1
Etude d'impact	Forfait	1	0	0
B. Montée en gamme du microcrédit en milieu rural				
Etude sur les modes de garantie	Forfait	1	0	0
Contrat d'appui à une AMC pour la montée en gamme du microcrédit	Forfait		0	0

VII- Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise	Unité	Total projet	Cumul réalis. prév. au 31/12/2012	Reliquat
Assistance technique à l'adoption des procédures	Pers mois	0,75	0	0
C. Promotion de la micro-entreprise				
1. Etudes préalables				
Etude sur l'identification et l'accompagnement des AGR porteuses	Forfait	1	1	0
Evaluation des coopératives	Forfait	1	1	0
Prospections et identification des sites pour tourisme	Forfait		0	0
Etudes de filières	Etude	1	1	0
2. Mise en œuvre des activités de formation et de suivi-conseil				
Assistance technique	Pers mois	2	0	0
Formation et suivi-conseil	Forfait	1		
Assistance technique UGP	Pers mois	1,5	0	0
Renforcement et appui aux AGR (anciennes et nouvelles)	AGR			40
Formation sur la gestion des micro- entreprises, AGR et coopératives	Session			10
Subvention aux associations pour démonstration	subventions			

135. A titre récapitulatif, le tableau suivant résume les mesures convenues pour l'ensemble des composantes.

Tableau 8: Recommandations

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Le bureau d'études devra: i) remettre d'urgence le mot de passe de la BD à l'équipe du projet et remettre la version définitive de la synthèse	DP/BE	Septembre 2012
Organiser, avec l'appui de l'équipe du projet, la présentation des résultats des PDD au comité provincial	DP	Septembre 2012
La gestion des projets communautaires à la base ainsi que l'appui aux OP (notamment féminines), devront être recherchés et renforcés	DP	Régulièrement
Réduire le nombre de bénéficiaires d'alphabétisation à 800 femmes et la recentrer vers les groupements bénéficiaires d'AGR	DP/Associations AL Hadaf et Adrar	2013 et 2014
Les formations doivent être liées aux actions qui répondent à un besoin réel, être un préalable obligatoire pour bénéficier d'une action physique et être orientées vers la pratique	DP et services techniques	Pour la période restante du projet
Organiser 12 ateliers (à raison d'un atelier par commune) pour informer les populations sur les activités du projet et les démarches arrêtées	DP et services techniques	Pour la période restante du projet
Organiser 18 sessions de formation pour les associations et les coopératives	DP et services techniques	Pour la période restante du projet
Organiser deux foires: une par an pour promouvoir les produits de terroirs et permettre aux coopératives et micro-entreprises	DP et services techniques	Pour la période restante du projet
Créer un site web afin de communiquer et de promouvoir les activités du projet	DP	Début 2013
Inclure dans les PTBA 2013 et 2014 le reste des activités de PMH retenues dans le rapport d'évaluation sur la base des critères d'éligibilité définis par la mission	DP/DRA/DIAEA	Septembre 2012 et septembre 2013
Maintenir le programme initial de 114 km de pistes et respecter le ciblage prévu	DP/SMOP	A partir de septembre 2012
Activer la réalisation des études pour les pistes prioritaires et programmer les reliquats des pistes sur les années 2013 et 2014	DP/SMOP	Septembre 2012 et septembre 2013
Etudier la possibilité de mobilisation de crédits supplémentaires à partir du FDR pour faire face partiellement aux besoins formulés dans les PDD	DP/MAPM	Septembre 2012
Les systèmes d'AEP devront être complémentaires aux projets de l'ONEP et doivent être réalisés	DP/ONEP	Septembre 2012
Remplacer 13.200 m3 de correction de ravins par la stabilisation des berges des cours d'eau	DP/SMOP	A partir de septembre 2012
Réduire la superficie à aménager par épierrage et murettes à 200 ha	DP/SMOP	A partir de septembre 2012
Réduire la superficie de stabilisation des murettes ha à 300 ha	DP/SMOP	A partir de septembre 2012
Réduire la superficie de plantation fruitières et de CES de 3000 à 2240 ha	DP/SMOP	A partir de septembre 2012
Réduire la superficie de plantation d'amandier à 175 ha	DP/SVA	A partir de septembre 2012

IV. PERFORMANCE DE L'EXECUTION DU PROJET

A. Performance de la gestion du projet

136. **Objectifs.** Cette composante a comme objectifs la mise en place des structures de gestion et de coordination opérationnelles. Pour atteindre cet objectif, il est prévu: i) la mise en place de la DP qui comprend outre le DPA de Boulemane en tant que directeur du projet, l'UGP composée d'un coordonnateur et de six spécialistes-matière ainsi que d'une cellule de suivi-évaluation qui auront pour responsabilité l'exécution et le suivi du projet; et ii) la mise en place de structures de coordination constituées d'un comité national de pilotage et du comité provincial de développement rural (CPDR).

137. **Etat d'avancement.** La mission a examiné la situation actuelle des structures de gestion et de coordination du projet et leur fonctionnement, principalement l'état des lieux par rapport aux besoins définis par le RE et aux recommandations des missions de supervision. Les principaux constats relevés sont comme suit

138. **Structures de gestion.** Depuis son démarrage, le projet a connu des insuffisances importantes au niveau de ses structures de gestion et le FIDA lors des missions de supervision et d'appui a recommandé l'affectation du personnel nécessaire et l'engagement de contrats d'assistance technique. Grâce à ces recommandations et aux efforts déployés par la DPA, la DRA et le MAPM, le projet a été renforcé dernièrement par l'affectation de deux cadres et la mise à sa disposition, par l'assistance technique, de quatre cadres et de six techniciens.

139. Par rapport aux besoins du projet, la situation se présente comme suit: i) le directeur du projet est le DPA; ii) le chef de l'unité de gestion du projet a été muté et remplacé par le chargé du SVA qui est ingénieur en protection des plantes; iii) le responsable du suivi-évaluation est un agroéconomiste mis à la disposition du projet par l'AT; iii) la cellule comptable comprend un responsable des marchés, un responsable comptable et un aide-comptable fourni par l'AT; iv) l'équipe de spécialistes-matières qui devrait comprendre un sociologue, un forestier, un spécialiste en micro-finance/micro-entreprise, un agronome, un pastoraliste et un GR/CES est composée actuellement d'un agronome, d'un technicien en développement d'élevage qui sont des fonctionnaires et d'un GR et d'un GR/CES fournis par l'assistance technique. En ce qui concerne les profils manquants: le sociologue n'est plus indispensable vu que les PDD ont été élaborés par un BE, le forestier également vu que son rôle est assuré par la DPEFLCD dans le cadre d'une convention-cadre et le spécialiste en microcrédits micro-entreprises sera recruté dans le cadre d'un contrat d'AT en cours de lancement.

140. Par ailleurs, concernant l'équipe d'animation, elle a été remplacée par cadres et des techniciens de différents profils (un ingénieur GR, un ingénieur horticole, deux techniciens GR, un technicien topographe, deux techniciens en production animale et un technicien en production végétale) et ce, en raison du fait que la mission d'élaboration des PDD a été réalisée par un BE et que le stade d'avancement du projet (rentré en phase de croisière) nécessite plutôt des cadres et des techniciens pour assurer le suivi et le contrôle des travaux.

141. Globalement, le fonctionnement de la direction du projet s'est nettement amélioré au niveau de ses différentes structures grâce à la compétence, la qualification et la motivation de son personnel.

142. **Structures de coordination.** La coordination du projet est assurée par le comité national de pilotage qui tient régulièrement ses réunions annuelles. Cependant, le comité provincial de développement rural ne s'est pas encore réuni mais il a été remplacé par le comité technique provincial qui tient des réunions semestrielles sur le projet. Il y a lieu de souligner que le projet a été inauguré par sa Majesté le Roi Mohammed VI et qu'il est suivi par le comité précité.

143. Lors de la mission, une réunion a été tenue avec Mr le gouverneur pour faciliter la convergence et la coordination entre le projet et ses partenaires provinciaux. Mr le gouverneur a exprimé son intérêt pour la coordination entre le projet, les divisions techniques de la province et les services techniques provinciaux et il a donné ses directives pour l'établissement d'une convention-cadre entre le projet et ses partenaires concernés et pour la tenue de réunions de suivi régulières chaque deux mois ou chaque mois si nécessaire. A cet égard, une réunion a été tenue à la province sous la présidence du Secrétaire général et en présence des services techniques provinciaux lors de laquelle ont été examinées les possibilités de convergence et de complémentarité entre le projet et les différents programmes et projets provinciaux et il a été convenu d'établir une convention-cadre à cet égard.

144. **Moyens de fonctionnement.** La direction du projet dispose des moyens de fonctionnement suffisants pour tout ce qui concerne le mobilier, le matériel informatique, le carburant et les fournitures. Cependant, le projet continue de souffrir de l'insuffisance des véhicules, (sur les 20 prévus par le projet seuls deux véhicules ont été mutés au projet par le MAPM et trois véhicules sont mobilisés par l'assistance technique) et des indemnités de déplacement qui sont attribuées par le central d'une manière forfaitaire sans prendre en considération les tâches accomplies par l'équipe du projet et ses besoins spécifiques.

145. **Contraintes et leçons tirées.** La mission note que la direction du projet est actuellement assez bien dotée en personnel en quantité et en qualité pour accomplir sa mission dans de bonnes conditions. En effet, le personnel de l'administration et de l'assistance technique est assez qualifié et en même temps motivé et dynamique. Cependant, il a été relevé un certain manque pour quelques profils et une insuffisance en matière d'organisation, de programmation, de suivi et de contrôle des travaux et une défaillance en ce qui concerne la répartition des véhicules de l'AT. En effet, il a été relevé que certains cadres ou techniciens de l'assistance technique sont parfois désorganisés dans leur travail soit parce qu'ils ne maîtrisent pas la consistance des composantes du projet, soit qu'ils ne planifient pas leurs activités (ils répondent à des besoins et à des urgences), soit qu'ils sont mobilisés par le travail de bureau au détriment du travail de terrain.

146. **Propositions et recommandations.** Afin de permettre de rattraper les retards accumulés, il est nécessaire d'améliorer le fonctionnement des structures de gestion et de coordination du projet.

147. **Structures de gestion.** La DP dispose actuellement de ressources humaines qu'on peut qualifier de moyennement satisfaisantes qui proviennent du personnel de la DPA et de l'assistance technique. Les membres de la DP sont globalement qualifiés et dynamiques; cependant, il a été relevé l'existence d'un certain manque d'organisation et de responsabilisation qui est aggravé par le plan de charge saturé et le retard qui doit être rattrapé. A cet égard, la mission recommande à la DP ce qui suit: i) procéder à la diffusion de la documentation relative au projet (RE et PTBA) aux membres de la DP et de l'AT; ii) responsabiliser le personnel de la DP, principalement l'équipe de l'AT dont les tâches doivent être adaptées au profil de chacun de ses membres; iii) établir des programmes hebdomadaires de visites de terrain pour chacun des membres de la DP et de l'AT selon les besoins du projet; iv) assurer le suivi régulier des actions selon le modèle de suivi (joint en annexe 9); v) répartir les véhicules de l'AT entre le personnel des deux services (deux pour le SMOP et un pour le SVA) avec une possibilité de redéploiement selon les besoins hebdomadaires.

148. **Structures de coordination.** Globalement, les structures de coordination fonctionnent normalement; cependant, et afin de renforcer la convergence et la complémentarité entre le projet et les programmes et projets provinciaux, la mission recommande de: i) tenir régulièrement les réunions du CPDR pour le suivi des actions du projet et pour le renforcement de la convergence. La première réunion doit être

consacrée à l'approbation des PDD et à la mobilisation des différents partenaires du projet; ii) suivre l'établissement et la signature de la convention-cadre entre le projet et les services techniques provinciaux pour assurer une meilleure convergence et complémentarité; et iii) coordonner avec la DPE, l'ONEP et l'INDH pour éviter le dédoublement dans la programmation et la mise en œuvre des actions de pistes, d'AEP et d'AGR.

B. Système de suivi-évaluation

149. **Objectifs.** Le projet devra mettre en place un système de suivi-évaluation qui vise à assurer, à partir de la situation de référence, la programmation des actions à entreprendre, le suivi de l'exécution de ces actions sur le terrain et l'évaluation de l'impact des réalisations sur les bénéficiaires ainsi que sur le milieu. Le système proposé est organisé sur trois niveaux: i) les organisations de base pour l'auto-évaluation quantitative et qualitative appuyées par les animateurs; ii) les opérateurs partenaires qui devront fournir aux responsables matières correspondants et à la cellule de suivi-évaluation du projet les données; et iii) la cellule de suivi-évaluation au niveau de l'UGP qui s'occupe de la gestion de la base de données et de l'opérationnalisation du SIG.

150. **Etat d'avancement.** A cette date, seule l'étude de SYGRI avant-projet a été réalisée mais une étude de la situation de référence adaptée aux activités du projet n'a pas été effectuée. Par ailleurs, et en dehors du suivi des réalisations, le projet ne dispose pas d'un système de suivi-évaluation adapté à ses besoins. En plus, le nombre de bénéficiaires par action n'est pas inventorié et parfois non maîtrisé. Il y a lieu de souligner qu'une mission d'appui du FIDA a eu lieu fin juillet pour l'installation d'un système de suivi-évaluation intégrant la programmation (COSTAB et PTBA), les réalisations physiques et financières (SYGRI et système de suivi financier) et les résultats du projet.

151. **Contraintes et leçons tirées.** En dehors de certaines AGR qui sont suivies partiellement, les activités du projet ne sont pas suffisamment suivies, il n'existe pas d'information précise sur le niveau de performance des organisations de base et leur capacité d'assurer la durabilité n'est pas évaluée. Le SYGRI comporte des erreurs au niveau des effectifs des bénéficiaires et des insuffisances de corrélation existent entre ce qui est rapporté et la réalité.

152. **Propositions et recommandations.** L'équipe du projet doit instruire régulièrement les fiches de suivi par action (cf. modèle joint en annexe 9). Le nombre de bénéficiaires doit être rapporté par action tout en précisant le genre.

153. Le SYGRI a été revu et la mission insiste sur l'établissement des listes des bénéficiaires selon le genre. Actuellement, le suivi est assuré par l'AT et il faudrait responsabiliser un cadre de l'administration pour ce faire. Des tableaux pour recenser les bénéficiaires ont été proposés lors de la dernière mission de supervision. Le projet doit se doter d'une application pour intégrer les différentes parties du de suivi-évaluation.

154. Les enquêtes et études suivantes doivent être réalisées:

- Mise en place du système de suivi-évaluation
- Etude d'impact
- Enquête anthropométrique
- Enquête sur l'accumulation des biens.

155. En outre, la mission recommande de capitaliser la formation assurée par la mission du FIDA effectuée en juillet 2012 pour l'amélioration du système de suivi-évaluation du projet, d'intégration de la programmation (PTBA), des réalisations physiques et financières (SYGRI et système de suivi financier) et des résultats du projet.

156. Le tableau ci-dessous résume les recommandations relatives aux performances de l'exécution du projet.

Tableau 9: Recommandations

Activer la mise en place du système de suivi évaluation notamment par la capitalisation sur la formation assurée par la mission FIDA du juillet 2012	DP	Septembre 2012
Procéder à la diffusion de la documentation relative au Projet (RE et PTBA)	DP	Septembre 2012
Responsabiliser le personnel de la DP, principalement l'équipe de l'AT dont les tâches doivent être adaptées au profil de chacun de ses membres	DP/AT	Septembre 2012
Etablir des programmes hebdomadaires de visite de terrain pour chacun des membres de la DP et de l'AT selon les besoins du Projet	DP/AT	Septembre 2012
Tenir régulièrement les réunions du CPDR pour le suivi des actions du Projet et pour le renforcement de la convergence	DP/Province	Septembre 2012
Suivre l'établissement et la signature de la convention cadre entre le Projet et les services techniques provinciaux	DP/Province	Octobre 2012
Coordonner avec la DPE, l'ONEP et l'INDH pour éviter le dédoublement dans la programmation et la mise en œuvre des actions de pistes, d'AEP et d'AGR.	DP/DPE/ONEP/INDH	à partir de septembre 2012
Accélérer le rythme d'engagement des marchés prévus en 2012	DP/SMOP/SVA	A partir d'août 2012
Assurer le suivi régulier des marchés pour améliorer la cadence de paiement des travaux réalisés	DP/SMOP/SVA	A partir d'août 2012
Renforcer le budget alloué au Projet pour rattraper le retard	DP/DRA/MAPM	Septembre 2012 et septembre 2013
Préparer les DAO de l'année 2013 et les transmettre au FIDA	DP/SMOP/SVA	Avant fin 2012
Assurer la tenue des registres des marchés et de la situation des décaissements	DP/SS	A partir d'août 2012
Transmettre régulièrement à la fin de chaque mois les relevés de dépenses	DP/SS	A partir d'août 2012

C. Efficacité du ciblage

157. Globalement, le ciblage est bien respecté pour les actions réalisées dans le cadre du projet, que ce soit pour ce qui concerne le ciblage des pauvres ou le respect de l'approche genre. En effet, concernant la pauvreté, la majorité des agriculteurs ayant bénéficié des actions d'encadrement, de formation, d'aménagement, de mise en valeur AGR sont des petits agriculteurs généralement pauvres et ce en raison de la prédominance de la petite exploitation agricole dans la zone du projet. Cependant, certaines erreurs de ciblage ont été constatées en matière d'AGR apicoles. Par ailleurs, du point de vue genre, il a été relevé que pour certaines actions telles que l'alphabétisation et les AGR, la femme a fortement bénéficié des actions du projet, alors que pour ce qui concerne les actions d'aménagement et de mise en valeur, les hommes en ont le plus bénéficié par rapport à la femme en raison de la très faible proportion de femmes chef d'exploitation.

D. Partenariats

158. **Etat d'avancement.** Certains partenariats ont relativement bien fonctionné mais des efforts de coordination et de convergence sont à fournir.

- Le partenariat avec les ONG d'alphabétisation: Ce partenariat a relativement bien fonctionné. Trois conventions ont été passées avec deux ONG, dont une est achevée et deux sont encore en cours. Il est recommandé de continuer le partenariat avec l'association Al Hadaf. Cependant, la convention devra cibler l'alphabétisation des bénéficiaires des AGR, notamment les femmes.
- Le partenariat avec la DREFLCD: En dépit du non-respect de certaines clauses de la convention signée entre la DP et la DPEFLCD, notamment en ce qui concerne la mise à la disposition de cette dernière des moyens de fonctionnement nécessaires, les principales activités prévues concernant la sous-composante CES ont été concrétisées et ce grâce à l'esprit de collaboration et de coordination qui règne au niveau provincial entre la DP et la DPEFLCD et au niveau régional entre la DRA et la DREFLCD. Cependant, pour la sous-composante réhabilitation des écosystèmes forestiers, aucune action n'a été réalisée. Les contacts entrepris avec les responsables du HCEFLCD aux niveaux provincial, régional et central ont confirmé la prédisposition de ces derniers pour apporter l'appui technique au projet et même pour déléguer des indemnités de déplacement à la DPEFLCD et ce dans le cadre d'une nouvelle convention définissant les actions, les responsabilités de chaque partenaire et les moyens nécessaires.
- La convention avec l'ANOC: les 4 conventions de partenariat engagées avec l'ANOC sont réalisées dans de bonnes conditions et ce grâce aux résultats satisfaisants obtenus. Actuellement, de nouveaux éleveurs sollicitent leur adhésion aux groupements créés et il existe des demandes pour la création de 4 nouveaux groupements.
- Le partenariat avec l'INRA n'est pas encore engagé, il est actuellement en cours de préparation.
- Le partenariat avec les CR pour l'entretien des pistes: toutes les CR se sont engagées pour l'entretien des pistes et certaines conventions sont en cours d'établissement.
- Les contrats avec les associations communautaires pour la gestion des infrastructures hydrauliques (PMH) et sociales (AEP), l'entretien des plantations et la gestion des AGR et micro-entreprises sont en cours. Un effort reste à déployer à ce niveau pour passer des contrats et des conventions avec toutes les organisations qui se chargent de la gestion des projets d'infrastructure.
- Le partenariat avec l'ONEP: l'ONEP ne voit pas la nécessité de passer un contrat de partenariat, mais des PV pour chaque action pourraient être établis et suivis.
- Le partenariat avec la fondation Mohamed V et la SFDA: les deux institutions ont suggéré, lors des réunions tenues avec elles, qu'à ce stade du projet il vaut mieux converger au niveau communautaire. Elles conseillent à ce que les coopératives et les associations fassent un montage de projet en précisant les contributions de chaque institution (le projet, la fondation Mohamed V et/ou la SFDA). Le financement des AGR et de la micro-entreprise avec un tel montage sera privilégié.

159. **Propositions et recommandations.** Pour renforcer la convergence entre acteurs dans la zone du projet, la mission a tenu une réunion avec les différents services provinciaux, l'INDH et le projet et une convention-cadre est en cours d'élaboration. A ce stade du projet, il faudrait privilégier une convergence territoriale notamment avec les programmes qui ont des objectifs similaires ou complémentaires (l'INDH, les services extérieurs et les CR) et d'activer l'établissement de la convention cadre et des nouvelles conventions de partenariat avec la DPEFLCD et l'ANOC.

Plan d'innovation

160. **Etat d'avancement.** Le plan d'innovation proposé par la DP a été examiné, sa mise en œuvre n'a pas encore démarré. La mission a élaboré avec la DP, un planning de réalisation. Les activités sont prévues à partir de fin 2013 et s'échelonnent sur le premier trimestre de 2014.

161. **Contraintes et leçons tirées.** En dehors du retard enregistré dans la réalisation de certaines activités du plan, notamment celles budgétisées sur le PDRMO, la réalisation des activités prévues dans les autres programmes (MCC, PMV, etc.) sont réalisées dans les délais.

162. **Propositions et recommandations.** La mission recommande l'ajout dans les activités du plan d'innovation, la réhabilitation des murettes de Bni Hsin (O. Ali), car celles-ci constituent un vrai patrimoine culturel à promouvoir et à préserver, de revoir le nombre des bénéficiaires et de mieux préciser les facteurs de durabilité. Par ailleurs, étant donné que les activités prévues dans le plan ne seront achevées que vers 2014, un voyage dans ce cadre ne pourrait être organisé que vers fin 2014 début 2015, bien que les préparatifs puissent commencer dès la fin de 2013.

V. ASPECTS FIDUCIAIRES

A. Situation actuelle

163. **Etat d'avancement.** La gestion financière du projet a connu des insuffisances durant les premières années au niveau: i) de la mobilisation des fonds nécessaires qui sont restés très faibles par rapport aux prévisions du RE; ii) du respect des procédures de passation de marchés, particulièrement pour ce qui concerne les demandes de non objection au FIDA qui n'ont pas été respectées au début, ce qui a engendré des blocages et des retards pour certains marchés; iii) de l'engagement et des paiements des dépenses qui sont restés très faibles par rapport aux prévisions; iv) du suivi des situations financières qui n'a pas été maîtrisé au début; v) de l'archivage et du classement des marchés; et vi) du niveau de décaissement qui est resté très faible.

164. Ces insuffisances sont dues principalement au non-respect des conditions d'entrée en vigueur du projet, notamment en ce qui concerne la mise en place de l'UGP, à la non qualification des ressources humaines pour ce qui concerne les procédures de passation des marchés du FIDA et au retard accusé dans l'élaboration des PDD qui constitue un préalable à la réalisation des travaux d'infrastructure.

165. Actuellement, la gestion financière du projet a connu des améliorations sensibles au niveau: i) de la tenue de la situation financière et ce grâce au GID et à la tenue des registres des marchés, des engagements et des paiements; ii) du respect des procédures de passation des marchés. Les demandes de non objection sont transmises régulièrement; et iii) du classement des dossiers des marchés. Toutefois quelques insuffisances persistent et concernent: i) la tenue régulière de la mise à jour du registre des marchés à la fin de chaque mois; ii) la transmission régulière à la fin de chaque mois des relevés des dépenses à la direction du budget; et iii) l'archivage et le classement des dossiers de bons de commande.

166. En dépit des efforts déployés par la DP, la situation financière globale du projet reste préoccupante et se présente comme suit:

- Le montant des crédits alloués depuis le démarrage du projet a atteint environ 153 millions de Dh, dont 122 millions en crédits de paiement et 31 millions de Dh en crédits d'engagement, ce qui représente 50% du coût total du projet et 56% du montant prévu jusqu'à la sixième année. Ceci montre une insuffisance des crédits alloués durant les premières années, ce qui nécessite

- un redoublement d'efforts pour rattraper le retard. En moyenne, 75 millions de Dh doivent être délégués par an pour les deux années restantes du projet;
- En matière d'engagements, le montant total engagé reste faible; il n'a atteint que 86,5 millions de Dh, soit environ 28% du coût total du projet et 57% des crédits délégués. Ce montant devra s'améliorer pour atteindre environ 40 à 45% du coût total du projet d'ici la fin de l'année 2012 et ce au cas où la DPA arrive à engager les marchés en cours de préparation et les crédits disponibles. La comparaison des engagements par composante montre qu'à part la composante coordination et gestion dont le taux d'engagement a dépassé les 100% en raison de l'engagement du contrat d'assistance technique pour le renforcement de la DP, la composante renforcement des capacités et la sous-composante PMH ont atteint des niveaux moyens (entre 25 et 53%), alors que les autres composantes et sous-composantes (pistes et AEP, intensification et diversification de la production agricole et appui aux services financiers et promotion de la micro-entreprise) sont à des taux de réalisation très faibles (entre 2 et 20%);
 - La situation des paiements reste alarmante vu que le montant payé a atteint environ 35 millions de DH, soit moins de 12% du coût total du projet, 23% des crédits délégués et 41% des crédits engagés. Cette situation reflète les retards importants enregistrés en matière de paiements qui devront être rattrapés dès cette année surtout que de nombreux marchés sont en cours d'exécution et les crédits de paiement disponibles sont importants (environ 87 millions de Dh).

Tableau 10: Situation des engagements et des paiements par composante

Composantes	Total crédits prévus avec contingences	Total crédits prévus à la 6 ^{ème} année en MDh	Montant engagé en MDh	%	Montant payé en MDh	%
I. Renforcement des capacités locales						
S/T. Renforcement des capacités locales	17220	14094,89	3936	22,86	2353	59,78
II. Aménagement et infrastructures socio-économiques						
S/T. PMH	68039	60330	35480	52,15	15578	43,91
S/T. Aménagement et infrastructures socio-économiques	175287	155825	52411	29,90	19763	37,71
III. Intensification et diversification de la production agricole						
S/T. Développement de la production végétale	29019	25938	2443	8,42	2010	82,30
S/T. Amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage	54580	51089	6628	12,14	5536	83,53
S/T. Intensification et diversification de la production agricole	83599,08	77027	9070,824	10,85	7546,81	83,199
IV. Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise						
S/T. Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise	15774	15774	363,6	2,31	360	99,01
V. Coordination et gestion du projet						
S/T. Coordination et gestion du projet	14269,25	9747	20631,48	145,58	5366,33	26,01
TOTAL GENERAL	306 149	272 468	86 413	28,23	35 389	40,95

Tableau 11: Situation des engagements pour le prêt FIDA au 30/6/2012 par catégorie de dépenses en DTS

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Dépenses engagées	%	Solde
I	Aménagements hydrauliques et travaux	4 760 000,00	2 247 322,87	47,21	2 512 677,13
	(à l'exception des sous-composantes 2.2 et 2.3)				

II	Véhicules	230 000,00	-	0	230 000,00
III	Equipements et matériels	1 960 000,00	278 521,04	14,21	1 681 478,96
IV	Formation, animation, études et assistance technique	1 110 000,00	568 117,79	51,18	541 882,21
V	Contrats de prestations de services	2 070 000,00	1 152 358,30	55,67	917 641,70
VI	Non alloué (versement initial)	1 120 000,00	845 434,70	75,49	274 565,30
	Total	11 250 000,00	5 091 754,70	45,26	6 158 245,30

B. Décaissement

167. Concernant les décaissements, la situation est alarmante pour les deux prêts (voir annexe 3, tableau 3C): i) pour le prêt FIDA, le montant décaissé n'a pas dépassé 29.197.147,80 Dh, y compris le montant de l'avance (10.000.000 Dh), soit l'équivalent de 3.628.539 USD et 2.311.800,44 DTS, ce qui représente 20,55% du montant total du prêt. Ce montant connaîtra une légère amélioration après le décaissement de 6.031.605,41 Dh en cours de transmission au FIDA, soit l'équivalent de 477.561,79 DTS; et ii) concernant le prêt OPEP, le montant décaissé n'a pas dépassé 1.283.791 Dh, soit l'équivalent de 144.246 USD, représentant moins de 2% et celui en cours de transmission est de 957.680 Dh, soit l'équivalent de 107.604 USD.

168. **Contraintes et leçons tirées.** Plusieurs raisons sont à l'origine de ces faibles performances dont principalement: i) l'insuffisance des crédits délégués surtout les 4 premières années; ii) le retard dans la réalisation des études et travaux lié notamment à la défaillance de certains prestataires de services; iii) le retard et l'irrégularité dans la transmission des relevés de dépenses liés à l'insuffisance du suivi; et iv) l'inadaptabilité de certaines procédures telles que le cas de la catégorie véhicules dont la centralisation des achats n'a pas permis à la DP d'acquiescer les véhicules prévus.

169. **Propositions et recommandations.** Les recommandations formulées par la mission concernant la situation financière sont les suivantes: i) accélérer le rythme d'engagement des marchés prévus en 2012; ii) activer la réalisation des travaux; iii) assurer le suivi régulier des marchés pour améliorer la cadence de paiement des travaux réalisés; iv) renforcer le budget alloué au projet pour rattraper le retard (déléguer pour les deux années restantes une enveloppe moyenne de 80 millions de Dh/an) et doter les CT des crédits nécessaires; v) préparer les DAO de l'année 2013 avant la fin de l'année 2012 et les transmettre au FIDA; vi) assurer la tenue des registres des marchés et de la situation des décaissements, vii) transmettre régulièrement à la fin de chaque mois les relevés de dépenses qui doivent être organisés par période et par catégorie (regrouper le maximum de relevés de dépenses par feuille); viii) classer les dossiers des bons commande; et ix) saisir le fonds de l'OPEP pour la prolongation de leur prêt une fois les dernières demandes de décaissement envoyées.

C. Conformité avec les clauses de l'Accord de prêt

170. Conformément aux dispositions de l'Accord de prêt du projet, un compte spécial a été ouvert auprès de la Trésorerie Générale du Royaume du Maroc et a été alimenté par le Fonds pour un montant de 10 000 000 de DH.

171. L'emprunteur utilise les fonds du prêt pour le financement exclusif des dépenses autorisées conformément aux dispositions de l'Accord de prêt

172. Les PTBA, sont préparés et transmis au FIDA mais avec parfois des retards. Le PTBA 2012 a été transmis par la DPA et a été validé par le FIDA. Pour le PTBA 2013 une première version est en cours d'élaboration.

D. Passation des marchés

173. La mission a examiné les dossiers d'un échantillon de marchés et de bons de commande, et a constaté que globalement les procédures de passation sont conformes aux dispositions de l'Accord de prêt. L'appel d'offres national est le mode utilisé pour la passation de tous les marchés. Les bons de commande font l'objet de consultation d'au moins trois prestataires locaux.

174. Documents justificatifs de gestion des marchés: L'examen des dossiers de gestion des marchés (engagement, notification, liquidation et ordonnancement) a permis de relever que les dossiers des marchés sont bien classés conformément aux recommandations de la dernière mission de supervision; cependant, il a été relevé les insuffisances suivantes:

- quelques marchés n'ont pas fait l'objet de notification malgré qu'ils ont été engagés il y a longtemps;
- les attachements ou situations dressées avec les titulaires des marchés ne sont pas archivés avec les décomptes correspondants;

175. Concernant les dossiers des bons de commande, ils n'ont pas bénéficié de la même attention que ceux des marchés et il a été relevé que certains PV d'ouverture des plis ne sont pas joints aux dossiers.

176. Pour remédier à cette situation, la mission recommande à la DP (cellule comptable) de notifier les ordres de service des marchés engagés dans les meilleurs délais et de procéder au classement de l'ensemble des dossiers des bons de commande à l'instar de ceux des marchés.

E. Audit

177. Les audits du projet sont établis et transmis régulièrement au FIDA chaque année depuis le démarrage du projet par l'Inspection Générale des Finances (IGF). Pour l'exercice 2011, l'audit a été réalisé en juin 2012 et leur rapport a été transmis au FIDA.

VI. SITUATION FINANCIERE PREVISIONNELLE

178. Pour pouvoir établir la situation prévisionnelle des engagements et des paiements et par conséquent les décaissements prévisionnels par catégorie au 31/3/2015, la mission a examiné avec les services techniques de la DP, les partenaires du projet et les Directions régionales et centrales concernées, la situation d'avancement des différentes composantes du projet et le programme prévisionnel pour l'année 2012. Sur la base de la situation d'avancement, des besoins formulés par la population et de la capacité d'exécution des services techniques, il a été formulé des propositions de programmes pour les années restantes (cf. annexe 7). Il ressort de ces propositions qu'il y aura différents cas de figure:

- Les composantes et sous-composantes qui ne feront pas l'objet de changement dans le programme à savoir le renforcement des capacités (l'élaboration des PDD et la formation), la PMH, les pistes et l'AEP;
- Les composantes qui subiront des réductions ou modifications entre actions:
 - i) la sous-composante CES dont certaines actions connaîtront des changements entre actions mais sans changement dans le coût de la composante;
 - ii) la sous-composante développement de la production végétale dont quelques actions connaîtront des réductions (plantations d'amandier, démonstrations et acquisition de matériel d'équipement);
 - iii) la sous-composante amélioration pastorale et sylvo-pastorale dont certaines actions seront réduites, principalement celles concernant la réhabilitation des écosystèmes forestiers au profit de certaines actions de développement de

- l'élevage (création de groupements ANOC et distribution de géniteurs); iv) la composante appui aux services financiers et création de micro-entreprises, dont la sous-composante appui aux services financiers sera réduite au profit de la promotion de la micro-entreprise avec un appui financier sous forme d'équipements;
- La composante qui subira une augmentation, à savoir la coordination et gestion du projet, en raison de la mobilisation de l'assistance technique nécessaire.

Tableau 12: Situation prévisionnelle des décaissements

Catégories	Montant de prêt affecté (DTS)	Dépenses Prévisionnelles (DTS)	%	Solde prévisionnel en (DTS)
I. Aménagements hydrauliques et travaux (à l'exception des sous- composantes 2.2 et 2.3)	4.760.000	5.395.273	113	-635.373
II.Véhicules(à l'exception de ceux prévus dans les sous- composantes 2.2 et 2.3)	230.000	51.465	22	178.535
III. Equipements et matériels (à l'exception de ceux prévus dans les sous- composantes 2.2 et 2.3)	1.960.000	2.444.627	125	-484.627
IV. Formation, animation, études et assistance technique (à l'exception des rubriques similaires prévues dans les sous composantes 2.2 et 2.3)	1.110.000	1.110.000	100	0
V. Contrat de prestation de services (à l'exception de ceux prévus dans les sous composantes 2.2 et 2.3)	2.070.000	2.070.000	100	0
VI. Non alloué	1.120.000		0	1120000

Propositions de réajustement financier de certaines actions

179. Sur la base des propositions de réajustement des composantes et sous-composantes indiquées ci-dessus, il est proposé, pour le prêt FIDA, de faire appel aux crédits non alloués pour faire face aux besoins de: i) la catégorie I «aménagements hydrauliques et travaux »,dont le montant supplémentaire est estimé à 767.122 DTS (soit 16%), pour faire face à l'augmentation des prix des travaux de PMH; ii) la catégorie III « équipements et matériels »,dont le montant supplémentaire est d'environ 484.627 DTS (soit 25%), pour financer les nouvelles AGR.

180. Pour le prêt OPEP, et compte tenu qu'il n'est pas prévu de changement dans le programme physique, il n'est pas prévu de réajustement financier.

VII. DURABILITE

181. Pour assurer la durabilité des réalisations du projet, le projet a prévu: i) le renforcement des capacités locales à travers l'organisation des populations en associations et coopératives et leur formation; et ii) l'adoption de l'approche participative pour l'identification et la mise en œuvre du projet s'appuyant sur l'élaboration des PDD et la contractualisation de leur mise en œuvre.

182. La réalisation des principales actions de la composante renforcement des capacités, principalement, les PDD qui sont finalisés et validés, l'alphabétisation des femmes, l'organisation des populations en associations et coopératives et leur formation, la validation du programme de pistes par les CR et leur engagement pour leur maintenance, la création et la mise à jour des AUEA et l'engagement de certains

partenaires (PMV, ANOC, DPEFLCD, ONEP, INDH, CR etc.) dans l'accompagnement des actions du projet, ainsi que la qualité technique des réalisations physiques du projet, constituent des facteurs importants pour assurer la durabilité institutionnelle, sociale et technique. Cependant, des efforts importants restent à faire pour traduire les engagements en conventions de partenariat et pour renforcer, former et mobiliser les OP qui constituent les acteurs principaux pour assurer la durabilité du projet.

183. **Stratégie de sortie.** Compte tenu de ce qui précède, la mission estime que les prémices d'une stratégie de sortie réussie existent, mais que celle-ci doit être formalisée par un plan de retrait détaillé (à établir durant l'avant-dernière année du projet) qui devra traiter des mesures à prendre (ou déjà prises) pour assurer la continuité du projet après la clôture du prêt. Ces mesures devront porter sur l'appropriation des réalisations par les organisations de base des bénéficiaires, la prise en charge des opérations d'entretien des réalisations physiques, la garantie du financement des dépenses de fonctionnement des AGR et micro entreprises créées par le projet, la poursuite des actions d'encadrement et d'accompagnement des bénéficiaires par l'Administration en identifiant les structures et les actions qu'elles devront poursuivre, la concrétisation de la convergence des activités des autres projets et services techniques provinciaux dans la zone du projet.

VIII. IMPACT

184. Compte tenu de l'état d'avancement du projet marqué par un retard important dans la réalisation des principales composantes, l'évaluation des principaux indicateurs d'impact tels que ceux relatifs à la sécurité alimentaire, à l'accroissement des revenus et aux politiques est difficilement mesurable. Toutefois, la mission note l'impact positif des actions de la composante renforcement des capacités sur l'organisation des agriculteurs et sur leur capacité de gestion et de planification, impact lié principalement aux actions d'alphabétisation, de formation, d'encadrement, d'élaboration des PDD, etc.

IX. CONCLUSION

185. Le projet a connu une amélioration sensible grâce aux efforts déployés pour l'amélioration de son organisation et gestion et pour le renforcement de ses capacités locales. Cependant, il continue de connaître des retards importants en matière de travaux d'aménagement et infrastructures, de mise en valeur agricole, de micro finance et de micro entreprise et de décaissement des fonds des prêts.

186. Il est par conséquent recommandé de prendre les mesures nécessaires pour résorber le plus rapidement possible ces retards et accélérer la cadence de mise en œuvre du projet, notamment:

- de doter le projet de ressources humaines supplémentaires par affectation de cadres du MAPM ou par le biais de l'assistance technique et de lui affecter les moyens matériels et de fonctionnement nécessaires;
- de renforcer le budget du projet pour rattraper, au cours des deux années restantes, les retards accumulés et d'allouer aux CT les crédits nécessaires, et ce afin d'atteindre des taux normaux de mise en œuvre des activités et de décaissement des prêts;
- de préparer les dossiers d'appel d'offres pour 2013 avant la fin de 2012, de lancer les marchés correspondants fin 2012 et au plus tard début 2013 et d'engager ceux de 2014 avant la fin de 2013 sur les crédits d'engagement;
- d'établir un plan d'action pour accélérer la cadence de réalisation des activités du projet avec des échéances précises;

- de tenir aussitôt que possible des réunions avec les partenaires du projet pour lever les obstacles à une collaboration totale pour la réalisation des activités prévues;
- d'accélérer l'établissement d'une convention-cadre de partenariat avec les services techniques provinciaux des autres départements, tel que proposé par le gouverneur de la Province, pour assurer la convergence de leurs interventions respectives dans la zone du projet, ainsi que de conventions spécifiques de partenariat, notamment avec la DPEFLCD et l'ANOC;
- d'intensifier le suivi du projet par les directions centrales concernées et d'instituer un comité de suivi au niveau de la direction régionale de l'agriculture qui puisse apporter un appui permanent à l'équipe du projet et en suivre de façon rapprochée l'état d'avancement;
- d'accélérer les paiements et la transmission mensuelle des relevés de dépenses;
- de tenir des réunions périodiques et rapprochées avec la direction du budget du ministère de l'Economie et des Finances, dans le cadre de l'unité centrale de coordination des projets FIDA, prévue dans le COSOP, pour suivre les réalisations financières du projet, notamment en matière de décaissements;
- de saisir le Fonds de l'OPEP pour la prolongation de leur prêt une fois que les dernières demandes de décaissement lui auront été envoyées;
- d'élaborer, au début de 2013, une stratégie de sortie du projet pour garantir la durabilité des réalisations après l'achèvement; et
- de procéder aux ajustements proposés dans ce rapport, essentiellement pour les composantes et sous-composantes CES, développement de la production agricole pour ses deux volets végétal et animal et appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise.

187. Ces mesures devront être concrétisées dans les meilleurs délais pour permettre de rattraper les retards accumulés.

APPENDICES

APPENDICES

[Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notations](#)

[Appendice 2: Progrès par rapport aux recommandations des missions précédentes](#)

[Appendice 3: Questions financières](#)

[Appendice 4: Respect des dispositions de l'Accord de financement: Etat d'avancement](#)

[Appendice 5: Principaux réajustement proposés par la MEMP et leur explication](#)

[Appendice 6: Cadre logique actualisé indiquant les progrès par rapport aux objectifs, produits et résultats](#)

[Appendice 7: Gestion des savoirs](#)

[Appendice 8: Programme de la mission d'examen à mi-parcours du PDRMO](#)

[Appendice 9: Liste des personnes rencontrées](#)

[Appendice 10: Liste des participants aux réunions](#)

[Appendice 11: Situation des ressources humaines](#)

[Appendice 12: Fiche de suivi-évaluation des actions](#)

[Appendice 13: Situation et bilan des réalisations du don FIDA](#)

A.

APPENDICE 1

RESUME DE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET ET NOTATIONS

B.

APPENDICE 1

RESUME DE L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET ET NOTATIONS

Faits essentiels

Pays	Maroc	No. du projet	1338	No. du prêt/don DSF	685
Projet	Projet de développement rural dans le Moyen Atlas oriental			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	05/09/2012			Conditions de financement	I
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	4	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	17/07/2011	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	21/12/2007		
Million USD % Taux de décaissement					
Approbation	13/12/2005			Coût total	44.21
Accord	14/02/2006	Délai d'entrée en vigueur	15.7	FIDA Total	16.21
Entrée en vigueur	28/03/2007	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	16.21
Examen à mi-parcours				Don DSF	21
Achèvement	31/03/2015	Dernier amendement		Don FIDA	
Clôture	30/09/2015	Dernier audit	29/06/2012	Financement national total	18.19
Nbre de prolongations	0			Beneficiaries	1.22
				Government (National)	0
				Cofinancement total	9.81
				OFID	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	2	2	2. Exécution du S&E	5	4
3. Fonds de contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	5	5
4. Conformité à l'accord de prêt	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	3	4	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Coordination et gestion du projet	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. Appui serv. financiers proximité & microentreprise	2	2	2. Autonomisation	3	3
3. Intensification et diversif. de laprod. Agricole	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
4. Aménagements et infrastructures socio-économiques	3	3	4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
5. Renforcement des capacités locales	4	4	5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

- Les efforts déployés au niveau de la coordination et gestion n'ont pas eu les impacts escomptés sur les réalisations physiques et financières; - Les efforts entrepris par la Direction du Projet pour la mobilisation d'une AMC ont été sans résultat, ce qui s'est traduit par un retard dans la mise en œuvre de la composante appui aux services financiers et micro-entreprises; - Les actions d'aménagement et d'infrastructures socio-économiques se sont limitées à l'identification et la validation des sites des actions à entreprendre, alors que les travaux surtout de pistes et d'AEP connaissent un retard important par rapport aux prévisions du Projet.

Évaluation globale et profil de risque

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notations

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Globalement, le projet a connu quelques améliorations limitées aux composantes renforcement des capacités et intensification et diversification de la production agricole et ce malgré les efforts déployés par l'équipe du projet. Cependant, les retards cumulés lors des quatre premières années pour les composantes aménagement et infrastructures socio-économiques et appui aux services financiers et micro-entreprises persistent. Le ciblage et l'équité sont relativement bien respectés; cependant, des améliorations sont à apporter pour certaines actions (AGR, démonstrations, voyages).

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Les risques pour l'atteinte des objectifs du projet sont de plus en plus prononcés malgré la mobilisation de certaines ressources humaines dans le cadre de l'assistance technique (deux cadres et deux techniciens) et ce en raison de l'insuffisance de ces ressources par rapport à l'approche exigée par le projet et du plan de charge de la DPA. Les principaux risques concernent la mise en œuvre de la composante micro finance et micro-entreprises (manque de prestataires intéressés), la sous-composante amélioration sylvo-pastorale (manque d'intérêt de la part des bénéficiaires) et la sous-composante AEP et désenclavement (retard dans la réalisation de l'étude de pistes et non-programmation des fonds suffisants nécessaires pour l'AEP).

C. **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Des retards importants sont enregistrés au niveau des crédits mobilisés; des engagements et des paiements, ainsi que des insuffisances sont relevés au niveau du suivi financier à cause de l'absence d'un aide-comptable. De ce fait, les risques s'accroissent pour ce qui concerne les décaissements des fonds prévus par le projet.
Avancement de l'exécution du projet	Retards prononcés par rapport aux prévisions du rapport d'évaluation du projet (voir C3 ci-dessous).
Produits et réalisations	Le retard dans la réalisation de certaines études, le manque d'intérêt de certains prestataires et l'insuffisance des crédits alloués risquent d'affecter la programmation et la mise en œuvre des autres composantes du projet (pistes, recherche-développement, micro finance, etc.), ce qui affectera l'obtention des produits prévus.
Durabilité	Retard dans la formation et l'organisation des populations (associations et coopératives) qui est à la base de la démarche de mise en œuvre du projet et de sa durabilité.

Suivi proposé

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notations

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Aménagement et infrastructures socio-économiques.	Lors des discussions avec les bénéficiaires, un engouement pressant se fait sentir pour la réalisation prioritairement de systèmes d'irrigation (seguias) et dans certains cas de pistes rurales. Pour ces dernières, la question de maintenance et donc de durabilité reste à résoudre. En effet, les bénéficiaires ne semblent pas s'engager sur cette voie et cela particulièrement pour les pistes. Compte tenu de l'importance des investissements pour ces infrastructures, la mission recommande d'étudier plus en profondeur cette question, notamment avec les autorités communales et le Ministère chargé de l'équipement afin de trouver une solution à cette question.	Non précisé	La DPA a pu valider le programme de 140 km de pistes identifiés à travers la consolidation des résultats des PDD. Des difficultés persistent pour ce qui concerne la création de nouvelles AUEA et la tenue des assemblées de celles existantes.
Gestion financière.	Le FIDA a convenu avec le gouvernement de mettre en place une unité conjointe (MAPM, MEF) qui serait chargée de suivre les décaissements et de faciliter la mise en œuvre des actions du projet au niveau central.	Non précisé	Une personne a été désignée au niveau de la DIAEA. Les relevés de dépenses sont transmis régulièrement à la direction du budget, mais l'unité ne tient pas de réunions.
Passation des marchés.	Veiller à la bonne préparation des dossiers d'appel d'offres et respecter la procédure de soumission à la non-objection du FIDA (DAO, jugement des offres et contrat).	Continu	Satisfait
Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise.	La mission recommande de recruter dans les meilleurs délais un spécialiste en microfinance/micro-entreprises et de s'atteler à exécuter cette activité, notamment en faisant appel à des AMC ayant de l'expérience dans le domaine et ouvrant les possibilités de coopération à d'autres partenaires comme l'INDH qui semble au niveau provincial intéressé par ce type d'action qui pourrait améliorer les interventions dans le domaine de la mise en œuvre des actions génératrices de revenus.	Non précisé	Des difficultés persistent car aucune AMC n'a soumissionné à l'appel d'offres du 8 juin et pour les micro-entreprises l'AT qui devra inclure le spécialiste prévu pour l'encadrement de la partie micro-entreprise n'a pas encore été recruté.
Conditions préalables à l'entrée en vigueur du prêt.	La DPA a rempli certaines conditions d'entrée en vigueur du prêt, notamment la mise en place de l'UGP au sein de la DPA de Boulemane (locaux séparés), la nomination de son directeur, d'un responsable de suivi-évaluation ainsi que d'un sociologue et d'un cadre spécialiste en phytiairie. En outre, l'ingénieur du génie rural, le forestier et le spécialiste en microfinance et micro-entreprises n'ont pas encore été déployés.	Non précisé	Deux GR, un agroéconomiste, deux techni. en génie rural, un topographe, 2 techni. en élevage et un techni. en production végétale ont été recrutés par contrat AT. Le contrat du spécialiste en micro-entr. est en cours de lancement. Forestier déployé.

Observations supplémentaires

APPENDICE 2

PROGRES PAR RAPPORT AUX RECOMMANDATIONS DES MISSIONS PRECEDENTES

APPENDICE 2

PROGRES PAR RAPPORT AUX RECOMMANDATIONS DES MISSIONS PRECEDENTES

Réponses aux recommandations antérieures à la mission de supervision 2011

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Mesures prise s	Responsabilité	Situation actuelle
<i>Exécution du projet</i>					
	Engagement de trois spécialistes-matières	Mars 2011	En cours	DP et MAPM	Réalisé
	Achèvement des PDD	Mar 2011	Reporté à sept.2011	BE, DP, MAPM	Achevés
	Mise à la disposition du projet des moyens de transport nécessaires	Mars 2011	Non réalisé	DP, MAPM	Réalisée en parti par l'AT
Page 68	Activer la mise en œuvre des composantes AEP/pistes et microfinance/micro-entreprise	Année 2011	1) AEP non réalisé, 2) pistes en cours, 3) micro-finances et micro-entreprise manque d'intérêt des AMC	PD et MAPM	AEP en cours La composante a été revue seule la sous composante micro-entreprises a été maintenue et renforcée
Produits					
<i>Renforcement des capacités</i>	Finaliser et valider, par lots de 15 PDD et selon les dispositions du marché, les 60 PDD en cours de finalisation	Avant le 31/12/2010	Réalisé	UGP/BE	Achevés
<i>Renforcement des capacités</i>	Achever le travail de terrain des 50 PDD	Avant le 31/12/2010	Réalisé	UGP/BE	Achevés
<i>Renforcement des capacités</i>	finaliser et valider les 70 PDD restants	Avant le 31/3/010	En cours	UGP/BE	Validés au niveau communal
<i>Renforcement des capacités</i>	Faire bénéficier dans la mesure du possible les femmes ayant suivi le programme d'alphabétisation des	Au moment opportun	Initier	UGP	Partiellement

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Mesures prise s	Responsabilité	Situation actuelle
	AGR				
<i>Aménagement hydro-agricole</i>	Prendre en considération les AUEA ayant tenue leurs assemblés et bénéficié de la formation dans le choix des périmètres à aménager	Progressivement	Non encore appliqué	UGP/SMOP/BE	Partiellement
<i>Adduction d'eau potable</i>	Prévoir un programme d'AEP pour 2011 pour répondre au besoin des PDD	Avant fin 2010	Non prévu	UGP-SMOP	Prévu pour 2012
<i>Adduction d'eau potable</i>	Prendre en considération les besoins des douars, la facilité d'entretien de l'AEP et les études réalisées par l'ONEP pour le choix des douars qui bénéficieront du programme ainsi que son programme d'AEP	Progressivement	Non concrétisé à relancer	SMOP/DRA	En cours
Page 69					
<i>Aménagement</i>	Activer l'engagement et la réalisation de l'étude des pistes	30/6/2011	Non réalisé (AO infructueux)	UGP/SMOP/bureau d'études	Fait
<i>Aménagement</i>	Prévoir dans le PTBA 2011 un programme des travaux de pistes	Avant fin 2010	Fait	UGP-SMOP	Fait
<i>Désenclavement</i>	Accorder la priorité pour le programme 2011 au douar dont la population est organisée pour assurer la maintenance des pistes aménagés	Progressivement	Fait avec les CR	UGP/SMOP	Responsabilité d'entretien prise en charge par les CR
<i>Conservation des eaux et des sols</i>	Assurer une meilleure coordination entre la DP et DPEFLCD	Régulièrement	Partiellement appliquée	DP/DPEFLCD/DREFLCD de Fès-Boulemane	Fait
<i>Conservation des eaux et des sols</i>	Renforcer les actions de développement agricole dans les communes rurales relevant du projet d'Aménagement antiérosif du Bassin-versant en amont du barrage Allal El Fassi	Progressivement	Fait	DPA de Boulemane	En cours

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Mesures prise s	Responsabilité	Situation actuelle
<i>Conservation des eaux et des sols</i>	Activer la réalisation de l'étude de correction mécanique des ravins	30/11/2010	Fait	UGP/BE	Fait
<i>Recherche développement</i>	Prévoir le lancement de la convention recherche développement	31/12/2010	En cours	UGP/SVA	Non réalisée
<i>Microcrédit et micro-entreprises</i>	Renforcer le suivi des AGR et des essais de démonstration et de distribution de plants fruitiers	Progressivement	Renforcement du suivi limité par l'insuffisance des RH	UGP/CT	Partiellement
<i>Santé animale</i>	Activer la réalisation du déparasitage interne et externe	31/03/2011	Fait partiellement	UGP/SV	Achevé pour le programme antérieur
<i>Santé animale</i> Page 70	Engager des négociations avec l'ONSSA pour trouver une solution au problème de moyens de fonctionnement	Dans les meilleurs délais	Non entrepris	UGP	Non réalisé
<i>on</i>	Prévoir un programme d'amélioration pastorale pour l'année	Avant fin 2010	Non prévu	UGP/DIAEA	Fait pour 2012
<i>Microcredit et micro-entreprises</i>	Etablir le projet de convention sur le microcrédit et le DAO pour la promotion de la micro-entreprise	Avant fin 2010	1) projet de convention établi, 2) DAO en cours	UGP	Non réalisé
<i>Microcrédit et micro-entreprises</i>	Renforcer l'UGP par un spécialiste en micro-entreprise et microfinance	Début 2011	Appel d'offres lancé	UGP	Non réalisé
<i>Coordination et gestion</i>	Renforcer l'UGP (engagement de 4 cadres et un aide comptable à travers l'assistance technique)	Avant 31/03/2011	Appel d'offres lancé	UGP/BE	Réalisé
<i>Coordination et gestion</i>	Renforcer la DP en moyens de transport	Début 2011	Non concrétisé	UGP/MAPM	Partiellement
<i>Coordination et gestion</i>	Engager 4 cadres: un GR, un spécialiste en développement de l'élevage, un spécialiste en microcrédit et micro-entreprise et un	CPS à préparer avant fin année 2010 et contrat à engager	Appel d'offres lancé	UGP/DIAEA	Partiellement (il manque le spécialiste en micro-entreprise)

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Mesures prise s	Responsabilité	Situation actuelle
	aide comptable	début 2011			
<i>Coordination et gestion</i>	Renforcer les moyens de fonctionnement	Pour les prochaines années	Non concrétisé	DIAEA/DAAJ/DRH	Fait pour les carburants et les fournitures
<i>Coordination et gestion</i>	Reprendre le PTBA et le transmettre au FIDA par la voie officielle	Dans les meilleurs délais	Fait	DP	Fait
<i>Aspects fiduciaires</i>	Mettre en place les crédits nécessaires pour respecter le planning de réalisation	A partir de 2011	Renforcement des crédits partiellement	MAPM/MEF	Fait pour 2012
<i>Aspects fiduciaires</i>	Suivre l'amendement de l'Accord de prêt avec l'OFID	Avant fin 2010	<i>Fait</i>	<i>DP/DIAEA</i>	Fait
<i>Aspects fiduciaires</i> Page 71	Mettre en place des registres spécifiques au projet (écritures comptables, marchés et inventaire)	Mars 2011	Non concrétisé	DPA/SS	Fait
<i>Aspects fiduciaires</i>	Tenir à jour le livre comptable d'engagement et de paiement	31/12/2010	Non concrétisé	SS	Fait
<i>Aspects fiduciaires</i>	Aménager un local pour les archives du projet	Juin 2011	Non concrétisé	DPA/SS/UGP	Partiellement
<i>Aspects fiduciaires</i>	Développer une application informatique pour le suivi du projet	Juin 2011	En cours	DPA/SS/UGP	Non réalisé
<i>Aspects fiduciaires</i>	Transmettre à la Direction du Budget les ECD des paiements effectués y compris ceux des CT	Fin octobre-début novembre 2010	Fait	DPA/SS	Partiellement
<i>Aspects fiduciaires</i>	Transmettre à la fin de chaque trimestre à la DB, selon le cas, les états certifiés de dépenses et les pièces justificatives des dépenses ne rentrant pas dans les seuils de l'ECD	Fin de chaque trimestre	Fait	DPA/SS	Fait
<i>Aspects fiduciaires</i>	Joindre les copies des pièces justificatives aux ECD envoyées à	Pour l'ECD objet de la demande de		DPA/SS	Fait

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Mesures prise s	Responsabilité	Situation actuelle
	l'appui des demandes de décaissement	décaissement n° 2 et celles à venir			
<i>Aspects fiduciaires</i>	Revoir la rédaction des CPS pour ne pas reproduire des prescriptions figurant déjà dans le CCAG et y prévoir des définitions développées des prix.	Pour les nouveaux appels d'offres	Fait partiellement	UGP/SS	Fait
<i>Aspects fiduciaires</i>	Revoir la rédaction des RC pour se limiter aux sept points indiqués dans l'article 18 du décret 2.06.388 du 05/02/2007	Pour les nouveaux appels d'offres	Fait partiellement	UGP/SS	Fait
<i>Aspects fiduciaires</i>	Nuancer les critères d'admission des concurrents et d'évaluation des offres en rapport avec la faible importance et le peu de complexité des prestations objet des marchés	Pour les nouveaux appels d'offres	Fait partiellement	UGP/SS	Fait
Page 72					
<i>Aspects fiduciaires</i>	Archiver, au niveau des dossiers tenus par le SS, des copies des attachements et situations avec les décomptes correspondants et en tenir compte pour les nouveaux paiements	31 mars 2011	Non fait	UGP/SS	Non fait
<i>Aspects fiduciaires</i>	Archiver, au niveau des dossiers tenus par le SS, des copies des factures pour les marchés de fournitures et des études et en tenir compte pour les nouveaux paiements	31 mars 2011	Partiellement fait	UGP/SS	Partiellement
<i>Aspects fiduciaires</i>	Mettre en place des registres spécifiques au projet (écritures comptables, marchés et inventaire)	Mars 2011	Fait pour les engagements et les ordonnancements et non fait pour	DPA/SS	Fait

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Mesures prise s	Responsabilité	Situation actuelle
			l'inventaire		
<i>Durabilité</i>	Activer la constitution des AUEA et l'organisation de celles existantes	Décembre 2010	En cours	SMOP/BE	Partiellement
<i>Durabilité</i>	Activer la réalisation des formations des AUEA	Décembre 2010	Non réalisée	SMOP/BE	Partiellement
<i>Durabilité</i>	Elaborer et valider l'ensemble des PDD	31/03/2011	En cours	UGP/BE	Fait

ROYAUME DU
MAROC
Projet de
développement
rural dans le
Moyen Atlas
Oriental
(PDRMO)
Rapport
d'examen à
mi-parcours –
Rapport final
Appendice 2:
Progrès par
rapport aux
recommandati
ons des
missions
précédentes

Réponses aux recommandations de la mission de supervision de 2011

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Situation
Activer l'achèvement et la validation des PDD	BE, DP, MAPM	fin septembre 2011	Fait
Remettre les synthèses des PDD (mission III du marché)	BE, UGP	Fin Octobre 2011	Fait, mais prendre en considération les recommandations de la mission FIDA
Réclamer le rapport de l'Audit de la première convention d'alphabétisation et lancer la 4 ^{ème} convention	El Hadaf et Adrar	Octobre 2011	Non fait
Etablir la convention recherche –développement	DPA, UGP	Janvier 2012	En cours
Mise à la disposition du projet des moyens de transport nécessaires	DP, MAPM	septembre 2011	Partiellement par l'AT
Activer l'engagement du contrat d'assistance technique	DP, MAPM	septembre 2011	Fait

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
Annexe 4: Réponses aux recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Situation	
finaliser les 40 PDD et selon les dispositions du marché,	UGP/BE	Fin août 2011	Fait	ROYAUME DU MAROC Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO) Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final Annexe 4: Réponses aux recommandations
valider l'ensemble des PDD	UGP/BE	Fin septembre 2011	Fait au niveau communal reste la validation provinciale	
élaborer le rapport des synthèses en précisant les particularités et les PDD où des innovations de développement sont possibles	UGP/BE	Fin octobre 2011	Rapport élaboré mais recommandations 2011 non respectées	
continuer à faire bénéficier, dans la mesure du possible, les femmes ayant suivi le programme d'alphabétisation des AGR	UGP/CT	Au moment opportun	Fait	
introduire des modifications au niveau de l'article 12 de la convention d'alphabétisation afin de procéder à des paiements en classes /mois	UGP	De suite	Non fait	
adapter les calendriers d'ouvertures des classes aux rythmes des activités agricoles en concertation avec les femmes	El Hadaf	De suite	Partiellement	
établir les listes des douars ayant présenté l'alphabétisation dans les 3 premières priorités pour la fournir à El Hadaf	UGP	De suite	Non réalisé	
intégrer le Ministère de l'Education Nationale pour le suivi de la qualité de l'enseignement	UGP/ El Hadaf/DEN	Dès septembre 2011	Non	
lancer une nouvelle convention d'alphabétisation	DPA-El Hadaf	Octobre 2011	Oui	
activer la constitution des AUEA et leur formation	UGP/SMOP/BE	31/12/2011	Pareillement	
prendre en considération pour le choix des périmètres à aménager la disponibilité de la ressource en eau, les besoins exprimés par les agriculteurs dans les PDD, l'existence et la fonctionnalité de l'AUEA et sa participation à la formation.	UGP/SMOP/BE	Progressivement	Fait	

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Situation
Mettre en place les crédits nécessaires pour respecter le planning de réalisation du projet	DRA/MAPM/MEF	Année 2012 et suivantes	Fait en partie pour 2012
Tenir à jour les registres spécifiques au projet (engagement, ordonnancement, marchés et inventaire)	DPA/UGP/SS	Septembre 2011	Fait
Archiver, au niveau des dossiers tenus par le SS, des copies des attachements et situations avec les décomptes correspondants et en tenir compte pour les nouveaux paiements	UGP/SS	Septembre 2011 et régulièrement	Non
Archiver, au niveau des dossiers tenus par le SS, des copies des factures pour les marchés de fournitures et des études et en tenir compte pour les nouveaux paiements	UGP/SS	Septembre 2011 et régulièrement	Partiellement
Mettre à jour les dossiers des marchés selon le modèle établi	DPA/UGP/SS	A la fin de chaque mois	Fait
Tenir à jour la situation financière du projet	DPA/UGP/SS	Septembre 2011	Fait globalement
Développer une application informatique pour le suivi du projet	DPA/SS/UGP	Décembre 2011	Non
Aménager un local pour les archives du projet	DPA/SS/UGP	Septembre 2011	Non

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Situation
Sensibilisation et constitution des AUEA	SMOP/BE	Septembre 2011	En cours
Formation des AUEA	SMOP/BE	Décembre 2011	Partiellement
Renforcement des capacités des organisations bénéficiaires des AGR	UGP/CT	Décembre 2011	Partiellement

ROYAUME DU MAROC
 Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
 Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
 Annexe 4: Réponses aux recommandations

APPENDICE 3

QUESTIONS FINANCIERES

APPENDICE 3
QUESTIONS FINANCIERES

Tableau No. 3 B: Situation des décaissements par composante et source de financement en \$

	Prêt du FIDA			Fonds OPEP			Gouvernement			National			Total		
Composante	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%	Montant approuvé	Montant effectif	%
Renforcement des capacités locales	1231	220,31	17,90				704	44,06	6,26				1 935	264,37	13,66
Aménagement et infrastructures socio-économiques	6217	1458,64	23,46	9810	374,59	3,82	2944	387,34	13,16	724		0	19695	2220,57	11,27
Intensification et diversification de la production agricole	6469	706,63	10,92				2427	141,33	5,82	497	83,02	16,70	9 393	930,98	9,91
Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise	1551	33,71	2,17				221	6,74	3,05				1 772	40,45	2,28
Coordination et gestion du projet	737	336,82	45,70				866	266,14	30,73				1 603	602,96	37,61
Imprévus													0	0	
Total Général	16206	2756,11	17,01	9810	374,59	0,04	7162	845,61	7	1221	83,02	6,8	34 399	4059,33	11,80

Tableau No. 3 C: Situation de décaissements pour le prêt FIDA au 30/6/2012 (DTS)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Décaissements	En attente	Solde	Taux de décaissement
I	Aménagements hydrauliques et travaux	4 760000	714723,03	336987,31	3713179,97	15,02%
	(à l'exception des sous-composantes 2.2 et 2.3)					
II	Véhicules	230 000	0	0	230000,00	0,00%
III	Equipements et matériels	1960000	299902,95	91557,20	1569869,05	15,30%
IV	Formation, animation, études et assistance technique	1 110000	255763,35	114154,25	723012,65	23,04%
V	Contrats de prestations de services	2070000	195977,41	10688,84	1863488,59	9,47%
VI	Versement initial	11 200 000	845434,7	0	274565,3	
	Total	11250 000	2311801,44	477561,79	9009068,53	20,55%

Tableau No. 4 C: Situation des engagements et paiements par composante au 30/06/2012

Composantes	Total crédits prévus en MDh	Total crédits prévus avec contingencies	Total crédits prévus à la 6 ^{ème} année en MDh	Montant engagé en MDh	%	Montant payé en MDh	%
I. Renforcement des capacités locales							
S/T. Animation et appui à l'élaboration des PDD	8 190	8 690	7 311,36	8224	95	1 682	55,62
S/T. Formation des populations	3 790	4 079	3 512,64	912	22,35	671	73,59
S/T Fonctionnement	3 997	4 451	3 270,89		0,00		
S/T. Renforcement des capacités locales	15 977	17 220	14 094,89	9136	53	2 353	59,78
II. Aménagement et infrastructures socio-économiques							
S/T. PMH	57 356	68 039	60 330	35 480	52,15	15 578	43,91
S/T.. Désenclavement et AEP	48 752	56 926	56 039	1 461	2,57	175	12,00
S/T. Conservation des eaux et des sols	42 050	50 322	39 456	15 470	30,74	4 009	25,92
S/T. Aménagement et infrastructures socio-économiques	148 158	175 287	155 825	52 411	29,90	19 763	37,71
III. Intensification et diversification de la production agricole							
S/T. Développement de la production végétale	26 756	29 019	25 938	2 443	8,42	2 010	82,30
S/T. Amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage	49 238	54 580	51 089	6 628	12,14	5 536	83,53
S/T. Intensification et diversification de la production agricole	75 994	83 599,08	77 027	9 070,824	10,85	7 546,81	83,19 9
IV. Appui Pa r services financiers de proximité et promotion de la micro-é ge ise							
S/T Micro 81	3 827,45	3 976	3 976		0,00		
S/T. Prom le la micro entreprise	10 842,55	11 798	9 523	364	3,08	360	99,01
S/T. Appu services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise	14 670	15 774	15 774	363,6	2,31	360	99,01
V.Coordination et gestion du projet							
S/T.Bâtiment et équipements	2 298	2 369	2 369	1510	63,74	1 498	99,24
S/T. Activités de suivi-évaluation et centre de documentation	1 576	1 671	1 323	242	14,51	240	99,01
S/T.Assistance	3 840	4 161	3 059	11910	286	1 859	10,86
S/T Fonctionnement	5 455	6 069	2 996	1 769,11	29,15	1 769,11	100,0 0
S/T.Coordination et gestion du projet	13169	14 269,25	9 747	15431	108	5 366,33	26,01
Total coût du Projet	267 968	306 149	272 468	86 413	28,23	35 389	40,95
Imprévus physiques	15 465	0					
Imprévus financiers	22 716	0					
TOTAL GENERAL	306 149	306 149	272 468	86 413	28,23	35 389	40,95

Tableau No. 5 C: Situation des engagements au 30/06/2012 par catégories de dépenses en DTS

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation initiale	Dépenses engagées	%	Solde
I	Aménagements hydrauliques et travaux	4 760 000,00	2 247 322,87	47,21	2 512 677,13
	(à l'exception des sous-composantes 2.2 et 2.3)				
II	Véhicules	230 000,00	-	0	230 000,00
III	Equipements et matériels	1 960 000,00	278 521,04	14,21	1 681 478,96
IV	Formation, animation, études et assistance technique	1 110 000,00	568 117,79	51,18	541 882,21
V	Contrats de prestations de services	2 070 000,00	1 152 358,30	55,67	917 641,70
VI	Non alloué (Versement initial)	1 120 000,00	845 434,70	75,49	274 565,30
	Total	11 250 000,00	5 091 754,70	45,26	6 158 245,30

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
Annexe 6: Cadre logique actualisé indiquant l'avancement des activités au regards des objectifs, des réalisations et des produits

APPENDICE 4

RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE FINANCEMENT: ETAT D'AVANCEMENT

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/ Date
Section 2.03	L'Emprunteur doit ouvrir et administrer un compte spécial du prêt en MAD; le Fonds effectue en son nom un ou plusieurs retraits du Compte de prêt à hauteur d'un montant global équivalent de 10 millions de MAD		Compte ouvert et versement de 10 millions de MAD effectué
Section 2.04	L'emprunteur utilise les fonds du prêt pour le financement exclusif des dépenses autorisées conformément aux dispositions de l'Accord de prêt		Disposition respectée
Section 3.02	L'UGP prépare annuellement un projet de PTBA	Projet de PTBA à soumettre au FIDA pour non-objection 90 jours avant le début de chaque année budgétaire	Disposition respectée
Section 3.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'annexe 4		Disposition respectée
Section 4.01	L'UGP établit et tient un système approprié de gestion capable de suivre le projet conformément aux dispositions de la section 8.02 des conditions générales et au guide pratique de suivi-évaluation des projets de développement rural	Août 2007	Disposition respectée, Une application a été mise en place par le FIDA en Juillet 2012, elle est en cours d'instruction
Section 4.02	Présentation au FIDA, tous les six mois, de rapports sur l'avancement des activités	Dans les 3 mois qui suivent la fin de chaque semestre	Disposition non respectée
Section 4.03	Un examen à mi-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA	Réalisé en 2012	
Section 5.02	Présentation du rapport d'audit au FIDA	Avant juin 20012	Disposition en cours
Annexe 3A.03	L'Emprunteur prend en charge l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services nécessaires au projet.		Disposition respectée

APPENDICE 5
PRINCIPAUX REAJUSTEMENTS PROPOSES PAR LA MEMP ET LEUR EXPLICATION

APPENDICE 5
PRINCIPAUX REAJUSTEMENTS PROPOSES PAR LA MEMP ET LEUR EXPLICATION

Composante/volet du projet/activité	Unité	Prévu projet	Cumul réalis.	Reliquat	Réajust.	Explication
I						
IV- CONSERVATION DES EAUX ET DES SOLS						
Correction des ravins	m3	30000	8800	21200	16800	La correction des ravins a été réduite de 13200 ha pour deux raisons: i) action figurant dans le programme des E&F; et ii) action diffuse avec un impact limité sur les terres et les ouvrages agricoles
Stabilisation des berges	m3	20000	16200	3800	33200	La réduction du programme de correction de ravins se fera au profit de la stabilisation des berges qui est très demandée par les agriculteurs et dont l'impact est beaucoup plus important sur les terres agricoles et les ouvrages d'irrigation
Murettes et épierrage	Ha	1500	117	1383	317	Réduction des superficies à aménager par épierrage et murettes de 1 383 ha à 317 ha (86%) à cause de la rareté des terres agricoles privées à aménager qui justifient ce type d'action et de la préférence des agriculteurs pour les infrastructures socioéconomiques (pistes)
Stabilisation des murettes	Ha	3900	0	3900	300	La réduction des superficies est justifiée par la rareté des murettes à réédifier
Plantation: gnières et CES	Ha	3000	240	2760	2240	La réduction de 760 ha de distribution de plants d'amandier en bour est justifiée par: i) la faible productivité des plantations antérieures à cause des aléas climatiques; ii) le statut juridique des terres (en majorité terres collectives avec simple droit de jouissance); et iii) la capacité de l'équipe du projet qui ne permet de réaliser que 2000 ha en 2 ans.
Appui technique	per/mois	4,5	0	4,5	2	Pris en charge par l'AT déjà engagée
Suivi d'impact	prog.an.	6	0	6	2	Ce suivi n'a pas été réalisé durant les 6 premières années; il a donc été retenu 2 pour les deux dernières années
V- Développement de la production végétale						
Plantation d'amandiers en bour	Ha	2000	175	1825	175	Il s'agit de distribution de plants qui est peu acceptée par les agriculteurs qui préfèrent que l'ensemble des travaux soit réalisé par le projet à l'image du PMV et du MCA
Développement et extension de l'arboriculture fruitière (rosacées à pépins)	Ha	500	0	500	300	La réduction de 200 ha de rosacées à pépins et de 200 ha de rosacées à noyau s'explique par des disponibilités limitées en terres dans les périmètres de PMH d'une part et pour assurer une complémentarité avec les projets de PMV en cours d'exécution.
Développement et extension de l'arboriculture fruitière (rosacées à noyaux sauf amandier)	Ha	500	46	453	300	

Composante/volet du projet/activité	Unité	Prévu projet	Cumul réalis.	Reliquat	Réajust.	Explication
mise en place et développement des safranières	Ha	150	0	150	20	La réduction de 130 Ha de la superficie à planter en safran sur les 150 initialement prévus par le Projet s'explique par le fait que les agriculteurs cibles ont de petites superficies et il leur est difficile de réserver facilement du terrain à une culture nouvellement introduite. Ainsi, les 20 ha à maintenir vise une adoption progressive de l'espèce par les producteurs/trices, et ce dans le souci de s'assurer d'abord du débouché pour une production pour une production plus importante dans la zone du projet.
VI- Amélioration sylvo-pastorale et développement de l'élevage						
Réhabilitation de puits/points d'eau	Unité	9	0	9	2	Les besoins formulés par les PDD et les groupements concernant essentiellement la création de nouveaux points d'eau c'est pour cela que ces derniers ont été augmentés au détriment de l'aménagement et de la réhabilitation.
Aménagement de points d'eau	Unité	11	0	11	3	
Création de points d'eau	Unité	6	6	0	9	
Abris anti-neige	Unité	6	0	6	0	Pas de besoin exprimé par les éleveurs
B. Amélioration pastorale et développement des parcours						
Mise en défens	Ha	25000	0	25000	10.000	Seuls les groupements ethniques de deux CR ont exprimé le besoin pour une superficie de 10000 Ha sur deux ans. Dans les autres communes, le besoin n'a pas été exprimé. Par ailleurs, il y a lieu de souligner le coût des indemnisation qui a sensiblement augmenté et les litiges sur le foncier et la contrainte du temps restant.
Organisation des concours pour coopératives pastorales	Concours	6	0	6	2	Il n'existe pas encore de coopératives pastorales. Les deux concours retenus sont prévus pour les deux années restantes (un/an)
C. Réhabilitation des écosystèmes forestiers						
Amélioration sylvo pastorale	Ha	500	0	500	200	Les E&F ne se sont engagés que sur 200 ha d'amélioration pastorale et 100 ha de reboisement à cause des problèmes de litiges, du refus des populations et de leur capacité d'exécution liée à leur plan de charge. Ils ne sont pas disposés à réaliser la mise en défens à cause des problèmes qu'elle suscite (litiges, violations et procédures)
Reboisement	Ha	690	0	690	100	
Mise en défens du reboisement	Ha	2720	0	2720	0	
C. Développement de l'élevage						
Création et encadrement de groupements ANOC	Groupe ment	4	4	0	8	Action fortement demandée par les agriculteurs avec un impact important sur le développement de l'élevage dans la zone du Projet et une participation du PMV (un projet d'une unité d'engraissement est en cours

Composante/volet du projet/activité	Unité	Prévu projet	Cumul réalis.	Reliquat	Réajust.	Explication
						d'exécution avec la participation des groupements ANOC créés dans le cadre du Projet)
Rétrocession de béliers	Tête	50	175	-125	380	Action fortement demandée par les agriculteurs avec un engagement de leur part de participer à concurrence de 50% du coût des béliers.
Génétique bovine	Forfait		0	0	0	Cette action n'est pas demandée par les éleveurs, vu la vocation ovine de la zone
Organisation de concours d'élevage	Concours	6	0	6	2	Les prévisions ont porté sur un concours par an et vu qu'il reste deux ans seulement deux concours ont été maintenus
VII- Appui aux services financiers de proximité et promotion de la micro-entreprise						
A. Diffusion du microcrédit en milieu rural						
Formation en finance rurale de l'UGP	Forfait	1	0	0	0	Aucune AMC n'a manifesté son intérêt malgré plusieurs tentatives. Il a été proposé de faire intervenir la SFDA en remplacement des AMC pour assurer le financement des activités qui seront créées.
Contrat de mise en œuvre du microcrédit en milieu rural avec AMC	Forfait	1	0	1	0	
Etude d'impact	Forfait	1	0	0	0	
B. Montée en gamme du microcrédit en milieu rural						
Etude sur les modes de garantie	Forfait		0	0	0	
Contrat d'appui à une AMC pour la montée en gamme du microcrédit	Forfait		0	0	0	
Assistance technique à l'adoption des procédures	Pers mois		0	0	0	
C. Promotion de la micro-entreprise						
Renforcement et appui aux AGR	AGR				40	Le Rapport d'évaluation a prévu la création de 1500 micro- entreprises féminines, 120 coopératives et 60 gîtes ruraux. A ce jour, seules 27 AGR ont été créées. Pour le temps restant, les prospections et les besoins formulés ne justifient qu'un programme de 40 AGR et 2 associations. Il y a lieu de signaler que les crédits prévus pour cette composante, essentiellement de l'AT (environ 14 millions de Dh), seront utilisés pour le 1/4 pour l'AT et les 3/4 pour l'équipement et la subvention des AGR et des micro-entreprises, qui n'étaient prévus dans la composante, mais qui sont indispensables.
Formation sur la gestion des micro-entreprises, AGR et coopératives	Session				10	
Subvention aux associations pour démonstration	Subventions				2	

NB: * 10.000 Ha de mise en défens des parcours seront réalisés sur deux années.

APPENDICE 6

**CADRE LOGIQUE ACTUALISE INDIQUANT LES PROGRES PAR RAPPORT
AUX OBJECTIFS, PRODUITS ET RESULTATS**

ROYAUME DU
MAROC
Projet de
développement
rural dans le Moyen
Atlas Oriental
(PDRMO)
Rapport d'examen à
mi-parcours –
Rapport final
Annexe 6: Cadre
logique actualisé
indiquant
l'avancement des
activités au regards
des objectifs, des
réalisations et des
produits

APPENDICE 6

CADRE LOGIQUE ACTUALISE INDIQUANT L'AVANCEMENT DES ACTIVITES AU REGARD DES OBJECTIFS, DES REALISATIONS ET DES PRODUITS

DESCRIPTION DU PROJET	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	SOURCES DE VÉRIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES
Objectif global			
<p>Les conditions de vie et de revenu des ménages pauvres des douars ciblés par le projet sont améliorées.</p> <p>P a g e 9</p>	<ul style="list-style-type: none"> - A l'achèvement du projet, le nombre de ménages dont l'indice d'accumulation de biens s'est amélioré, a augmenté 10%. - A l'achèvement du projet, la taille des enfants de moins de 5 ans ainsi que leur poids se sont améliorés de 20% - A l'achèvement du projet, le taux d'alphabétisation a augmenté de 10% chez les femmes et de 5% chez les hommes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête sur les impacts du projet au démarrage et à l'achèvement du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la politique nationale de lutte contre la pauvreté - Synergie avec les Programmes Nationaux et Sectoriels (routes rurales, eau potable pour les populations rurales électrification rurale, appui environnemental, etc.)
Objectif du projet			
Résultats du projet			
Comp. 1: Renforcement des capacités locales			
1.1. Le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local impliquant	<ul style="list-style-type: none"> - Au terme du projet, 70% des plans de développement de douars (PDD) sont agréés par le projet et mis en exécution par les OB. 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports annuels de l'UGP - Fiches de suivi. 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible mobilisation des femmes en raison

DESCRIPTION DU PROJET	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	SOURCES DE VÉRIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES
<p>les différents acteurs sociaux concernés est opérationnel.</p> <p>1.2. La participation des femmes et des jeunes dans le processus participatif de programmation, d'exécution et de suivi des actions de développement local est renforcée.</p> <p>1.3. L'encadrement du projet et des partenaires est formé à l'approche participative.</p>	<p>- Au terme du projet, les groupes sociaux défavorisés (femmes et jeunes) sont représentés par au moins un membre dans les OB d'au moins 50% des douars ciblés ou disposant de leur propre organisation.</p> <p>- au moins 20 de microprojets sont déposés par les femmes et réalisés).</p> <p>- 70% du personnel de la DP ayant bénéficié d'une formation en démarche participative</p>	<p>- Rapport d'achèvement</p> <p>- Evaluation par les bénéficiaires</p>	<p>du poids des coutumes traditionnelles et de l'insuffisance des animatrices rurales</p>

DESCRIPTION DU PROJET	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	SOURCES DE VÉRIFICATION	HYPOTHESES ET RISQUES
<p>C . 2: Aménagements et structures socio-économiques</p>			
<p>2.1. Les infrastructures collectives de PMH, réalisées dans le cadre des PDD sont gérées rationnellement par les communautés.</p>	<p>- 70% de séguias prévues sont revêtus et 80% des seuils sont aménagés.</p> <p>- Au terme du projet, l'irrigation sera renforcée et améliorée par la mise à disposition de volumes d'eau plus importants.</p> <p>- Au terme du projet, 80% des infrastructures de PMH sont gérées et entretenues par un comité d'usagers ou une OB.</p>	<p>- Rapport de supervision</p> <p>- Enquête sur les impacts du projet</p>	<p>Les membres formés des organisations d'usagers n'assurent pas la démultiplication de la formation</p>
<p>2.2. La gestion de l'environnement naturel est améliorée et le processus d'érosion et</p>	<p>- Au terme du projet, 70% des AUEA sont fonctionnelles.</p>	<p>- Rapport de clôture</p>	

d'envasement du barrage est diminué.	<ul style="list-style-type: none"> - 300 ha épierrés et 2240 ha ont été plantés en plantations fruitières. - 70% de superficies épierrées ont été plantés. - Les bénéficiaires sont organisés pour l'entretien des aménagements de CES. - Au terme du projet, 60% des berges menacées de sapement sont protégées. - Au terme du projet, 60% des pistes rurales sont gérées et entretenues par la commune en association avec le projet et les bénéficiaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Evaluation par les bénéficiaires - Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet 	La commune rurale manque de moyens d'entretien des pistes
2.3. Les pistes rurales et les systèmes d'AEP, réalisées dans le cadre des PDD sont régulièrement entretenus.			

DESCRIPTION DU PROJET	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	SOURCES DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
C . 3: Intensification et d iification de la production agricole			
3.1. Les systèmes de culture adaptés aux conditions naturelles sont diversifiés et intensifiés.	<ul style="list-style-type: none"> - 50% des exploitations de la zone du projet ont introduit au moins une technique. - réduction des superficies céréalières de 20% au profit des cultures maraichères et plantations arboricoles. - Amélioration des rendements des principales cultures de 15%. - 3100 ha de plantations fruitières et 1 200 ha d'arbustes fourragers réalisés. - 20 ha de safran cultivés. 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquêtes sur les impacts du projet - Rapport de supervision - Rapport de clôture 	

DESCRIPTION DU PROJET	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	SOURCES DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
<p>3.2. Les parcours et les terres labourées sont réhabilités et gérés rationnellement par les éleveurs organisés dans le cadre d'un schéma participatif d'aménagement.</p> <p>3.3. Les systèmes d'élevage sont adaptés aux conditions naturelles.</p>	<p>- La production pastorale et fourragère est augmentée de 10% au terme du projet.</p> <p>- 70% de points d'eau créés ou aménagés sont bien gérés par les ayants droits.</p> <p>et de la productivité du troupeau a augmenté de 15%.</p>	<p>- Evaluation par les bénéficiaires</p> <p>- Rapports d'activités de l'Unité de gestion du projet</p>	
Comp. 4: Appui aux services financiers d proximité et promotion de la micro-entreprise.			
<p>4.1. Le micro-crédit fonctionne à travers les A 9 t l'accès au crédit moyen terme est facilité.</p> <p>4.2. L'appui des populations locales à la création des micro-entreprises est renforcé.</p>	<p>- au moins une antenne du SFDA est fonctionnelle dans la zone du Projet</p> <p>- au moins 40 AGR ont obtenu un cofinancement pour leur AGR</p> <p>- au terme du Projet au moins 10% des agriculteurs ont obtenus des financements du SFDA pour leur petits projets</p> <p>- au terme du projet au moins 40 entreprises et AGR seront créées.</p> <p>-Le taux de micro-entreprises opérationnelles parmi celles créées est de 70% au terme du projet.</p> <p>- Au terme du projet, 50% des femmes ayant bénéficié de</p>	<p>- Rapport de supervision</p> <p>- Rapport de clôture</p> <p>- rapport d'auto-évaluation du projet</p> <p>-Evaluation par les bénéficiaires</p> <p>- Enquêtes sur les impacts du projet</p> <p>- Rapports d'activités de</p>	

DESCRIPTION DU PROJET	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	SOURCES DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
	formations thématiques (y inclus alphabétisation fonctionnelle et post alphabétisation) sont engagées dans des activités génératrices de revenus.	l'Unité de gestion du projet	

DESCRIPTION DU PROJET	INDICATEURS OBJECTIVEMENT VÉRIFIABLES	SOURCES DE VÉRIFICATION	HYPOTHÈSES ET RISQUES
Comp. 5: Coordination et gestion du projet 5.1. La gestion des activités du projet est effective. 5.2. Le système de suivi-évaluation des activités du projet est opérationnel.	- Une unité de gestion du projet est opérationnelle au plus tard à la fin de la 1 ^{ère} année du projet. - Le taux minimal d'utilisation des indicateurs de suivi-évaluation des effets et de l'impact du projet est de 70% au terme du projet.	- Rapport de supervision - Rapport d'auto-évaluation du projet	- Les responsables matières ne sont pas tous redéployés. - Les compétences des trois responsables matières (Sociologue, Micro-entreprise et GR) recrutés sont insuffisantes.
Activités du projet (voir listing des activités ci-dessous)			

APPENDICE 7
GESTION DES SAVOIRS, APPRENTISSAGE ET INNOVATION

APPENDICE 7

GESTION DES SAVOIRS, APPRENTISSAGE ET INNOVATION

Actions engagées en matière de gestion et de diffusion du savoir-faire

1. Le projet a produit des documents (études, modules de formation et guides) qu'il y a lieu de diffuser au sein de l'équipe du projet et des différents partenaires. Cependant, et en dépit des efforts fournis par l'UGP pour classer et archiver la documentation du projet, il n'existe pas une salle, à l'heure actuelle, réservée au stockage des documents et à leur classement qui peut être gérée par un employé de la DPA afin d'assurer la continuité et permettre de mieux circuler et diffuser le savoir-faire qui sera accumulé par le projet. La DPA devait réserver une salle pour mettre en place un Centre de documentation pour préserver les documents produits par le projet et assurer la diffusion de la documentation. En outre, l'équipe du projet devra synthétiser l'information renfermée dans les dossiers de l'ANOC, des CT, de l'association Al Hadaf et autres partenaires afin de faciliter leur utilisation et accéder facilement à l'information pertinente lors de la consultation de ces archives. Par ailleurs, il faut activer la mise en place d'un site web de la DPA où une place sera réservée au projet et à la valorisation du savoir cumulé.
2. La PMV a pu capitaliser sur les résultats du PDRMO pour le lancement de la filière viande rouge ovine et caprine. En effet, ce sont les résultats obtenus avec les différents groupements de l'ANOC dans la zone du projet qui ont encouragé le MAPM à élargir la création des groupements et promouvoir un projet de développement de la filière viande rouge ovine et caprine.

Innovations

3. Les principales innovations notées, à ce stade de l'avancement du projet, sont:
 - 1) l'externalisation de l'élaboration des PDD: l'expérience a été positive mais il faut faire des efforts en délais et en qualité des documents produits;
 - 2) la consolidation des PDD au niveau du PCD: une relation a été tissée avec l'ADS responsable de l'élaboration des PCD pour l'intégration des résultats des PDD au niveau des PCD des CR de la zone du projet. La mission s'est assurée de cette intégration. Par ailleurs, le responsable de l'ADS au niveau local a précisé que la priorité sera également accordée aux CR les plus pauvres;
 - 3) la mobilisation de cadres et techniciens à travers des bureaux d'études pour compenser le déficit en ressources humaines de la direction du projet;
 - 4) l'externalisation de l'alphabétisation à des ONG locales est une réussite du projet;
 - 5) la conditionnalité du bénéfice des AGR par la participation aux séances d'alphabétisation pour les femmes est un gage d'adhésion à ce programme, mais cette conditionnalité doit être aussi exigée pour les hommes.
 - 6) la priorisation des actions du projet sur la base de critères spécifiques à chaque type d'action.

APPENDICE 8

PROGRAMME DE LA MISSION D'EXAMEN A MI-PARCOURS DU PDRMO

APPENDICE 8

PROGRAMME DE LA MISSION D'EXAMEN A MI-PARCOURS DU PDRMO

1. **Mercredi 4/7/2012:** réunion plénière avec la DP et les différents partenaires,
2. **Jeudi 5/7/2012:**
 - a. Laklalech: réunions avec le service de support, la cellule comptable et le SMOP
 - b. Lansari: réunions avec le service de vulgarisation et l'ex chef de l'UGP
 - c. Mme Bourarach: réunions avec l'ex chef de l'UGP et le chef de service de vulgarisation;
 - d. Toute l'équipe: après-midi: réunion avec M. le gouverneur.
3. **Vendredi 6/7/2012:** Visite de terrain
 - a. Laklalech: CR Enjil, Boulemane et guigou (élevage+ amélioration pastorale, PMH, CES, pistes)
 - b. Lansari: CR Enjil, Boulemane et guigou (Production végétale, CES, PMH, etc.)
 - c. MmeBourarach: CR Guigou et Boulemane (AGR, Alphabétisation, points d'eau, PMH)
4. **Samedi 7/7/2012:** Visite de terrain
 - a. Laklalech: CR Skoura et Enjil (élevage+ amélioration pastorale et sylvopastorale, PMH, CES, pistes)
 - b. Lansari: CR Seghina, Skoura et El Mersl (Production végétale, essai de démonstration, plantation, CES, PMH, etc.)
 - c. Mme Bourarach: CR Seghina et Skoura (AGR, PAM, associations, Alphabétisation, points d'eau, PMH)
5. **Dimanche 8/7/2012:** travail au bureau
6. **Lundi 9/7/2012:** Visite de terrain
 - a. Laklalech: Ait LmaneTalzamt (AGR, élevage+ PMH, CES,)
 - b. Lansari: CR AlmirsMarmoucha, Ait Bazza et Ait LmaneTalzamt (arboriculture, PMH, CES, etc.)
 - c. Mme Bourarach: CR Ait Bazza et Ait LmaneTalzamt(AGR, PAM, Projet ICARDA, PMH)
7. **Mardi 10/7/2012:** Visite de terrain
 - a. Laklalech: CR Ouled Ali ou Youssef (élevage, AGR, ANOC,PMH)
 - b. Lansari: CR Ouled Ali ou Youssef (maraichage,PMH, etc.)
 - c. MmeBourarach: CR Ouled Ali ou Youssef (AGR, Apiculture).
8. **Mercredi 11/7/2012:** réunion avec les partenaires,
 - a. Toute l'équipe: réunion avec les services technique de la province
 - b. Laklalech: Trésorier, ONSSA (service vétérinaire),
 - c. Lansari: SVA,
 - d. Bourarach:(DPEFLCD, Crédit agricole)
9. **Jeudi 12/7/2012:**
 - a. Toute l'équipe: réunions avec les services techniques de la DPA
10. **Vendredi 13/7/2012:** réunion à la Province avec le SG, les Divisions techniques et les services provinciaux
11. **Samedi 14/7/2012:**
 - a. Laklalech: visite de terrain CR Seghina: amélioration pastorale et développement de l'élevage,
 - b. Bourarach: visite de terrain des actions de PAM,
 - c. Lansari: travail au bureau

12. Dimanche 15/7/2012: travail au bureau

13. Lundi 16/7/2012:

- a. Laklalech: réunion avec le chef de service des infrastructures à la Direction de l'équipement
- b. Laklalech et Lansari: réunion avec la DPEFLCD
- c. Bourrarach: réunion avec les services techniques de la DPA

14. Mardi 17/7/2012: Réunion plénière de synthèse

15. Mercredi 18/7/2012: réunion avec les services techniques régionaux:

- a. Laklalech et Lansari: le matin réunion avec la DREFLCD et l'ONSSA
- b. Bourrarach: le matin réunion avec la DREFLCD; l'ONEP et l'ODECO,
- c. Toute l'équipe: réunion avec la DRA

16. Jeudi 18/7/2012: réunion avec la Direction du budget;

17. Vendredi 19/7/2012:

- a. Laklalech et Lansari et Bourrarach: le matin réunion avec la DDFA
- b. Laklalech et Lansari: l'après-midi réunion avec la DEFR
- c. Bourrarach: l'après-midi réunion avec Mme Zrira responsable du Projet PAM

18. Lundi 23/7/2012: Laklalech: réunion avec la DF

19. Mardi 24/7/2012: Bourrarach: réunion avec la Fondation Med V

20. Mercredi 25/2012: Laklalech et Lansari: réunion avec l'ONSSA

21. Mercredi 25/2012: Bourrarach; réunion avec le Crédit agricole (SFDA)

22. Mardi 31/7/2012:

- a. Toute l'équipe: le matin réunion avec la DIAEA
- b. Laklalech: l'après-midi réunion avec le HCEFLCD

23. Les autres jours: travail au bureau

APPENDICE 9

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

APPENDICE 9 LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Institution	Responsables rencontrés /fonction
La province	Le Gouverneur de la province; Le secrétaire général, les divisions techniques et les services extérieurs de la province
L'INDH	Le coordinateur du programme INDH (M Abbassi)
La DPEFLCD–Missour	Le Directeur provincial (M Haddou Chouhani)
La Direction Provinciale de l'Equipement et des Transports	Le chef de service des infrastructures (Mme Bahtat Latifa)
L'ONSSA –Missour	Le chef de service vétérinaire (Mohamed KAIBI)
L'ANOC – Boulmane	Le Coordonnateur local
L'association El Hadaf/Adrar – Boulmane	Le Coordonnateur du programme de formation
La DRA	L'intérimaire du directeur (M LahcenLaaboudi) et les chefs de divisions (cf. liste des participants)
La DREFLCD	La directrice régionale(Mme MounaAchbah)+ le coordinateur de l'UGP /projet JBIC (M kamal)
L'ONEP – Direction régionale Fès	Le chef de division de développement (M Mohamed Lahlou)
L'ONSSA – Fès	Le Directeur régional de l'ONSSA (Mimoun Bourzek)
Le MEF	Chef de service au MEF (M. Dirabi)
La Fondation Mohamed V	Le responsable de la région de Boulmane (M.Hassan El Hilafi)
La SFDA – Tamouil Al Fellah	Le Directeur Général (M. Mustapha Ben El Ahmar) et le directeur adjoint (M. Abderrahim Bel Mir)
La DEFR	Le chef de division (M. de division)
L'ONSSA – Rabat	Le chef de certification sanitaire et d'identification animale (Dr Tabari Ahmed), le chef de service des actions prophylactiques Mme (Zouine Karima)
La DIAEA	Le chef de la Division des aménagements (M. Bouari Ahmed), le chef du service de la planification et du suivi des aménagements fonciers (M.Lahrechmahjoub..), Ayoujil Ali et Mme Hourri Fatiha
HCEFLCD	Le Directeur de la planification, du système d'information et de la planification (M Benchekroun Fayçal)
Don FIDA	La Responsable de la mise en œuvre du projet PAM (financé par un don du FIDA) Mme Zrira Saadia
ANOC Rabat	Le Responsable au niveau (M. Choukri)
DF/MAPM	Le Chef de Division des financements à la DF du MAPM (Mme Guerroum Nabila)
DDFP/MAPM	Le Chef de Divisiondes filières animales (Dr AbderrahmanBelekhal)et un responsable de la Division des filières végétalesà la DDFP du MAPM.

APPENDICE 10

LISTE DES PARTICIPANTS AUX REUNIONS

APPENDICE 10
LISTE DES PARTICIPANTS AUX REUNIONS

1. Liste de présence à la réunion tenue au siège de la DPA de Boulemane le 04/07/2012

Nom et Prénom	Service	Fonction
Saïd ZAHRI	SVA DPA Boulemane	Chef du Service
Mohamed KADRI	SMOP DPA Boulemane	Chef du Service
Driss ESSOUMER	ONEP	Technicien
Abderrahmane FARAJI	SMOP DPA Boulemane	Chef d'Agence
BESRI Mouâad	DPEFLCD Boulemane	Chef de Bureau de suivi
El Houssine KABSY	DRA Fès –Boulemane	Chef SCADA
Ouardia EL HAJRAOUI	SVA-DPA Boulemane	Ingénieur AT
Meryem CHAIB	Service Vétérinaire	Vétérinaire
Mohamed KAIBI	Service Vétérinaire	Vétérinaire
Yassine CHOUIKI	SVA-DPA Boulemane	Administrateur
Kamal BOUSFIHA	CID/AT	Ingénieur GR
El Houssine DAHMANI	D.E. Province	Technicien
Abdelhamid LAKHAL	CT Skoura	Directeur
Jaouad EL HAIB	SVA-DPA Boulemane	Ingénieur
Karim AHMIDOUCH	Assistance SVA	Ingénieur
Taoufik LMALKI	CT Outat El Haj	Directeur
Ahmed ALLOUCH	Représentant GR	Technicien
Abdelali EL HABBAZI	T.P. de Missour	Technicien
Ali LANSARI	FIDA	Consultant
Mohamed LAKLALECH	FIDA	Consultant FIDA
Lahcen BENASSOU	DPA de Boulemane	Directeur
Khadija BOURARACH	FIDA	Consultante
Lahcen LAABOUDI	Directeur Régional	Directeur PI
Abdellatif ABBASSI	DAS Province	Ingénieur

2. Liste de présence à la réunion de synthèse de la mission d'examen à mi-parcours du PDRMO tenue au siège de la DPA de Boulemane le 17/07/2012

Nom et Prénom	Service	Fonction
---------------	---------	----------

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
Appendice 10: Liste des participants aux réunions

Saïd ZAHRI	SVA DPA Boulemane	Chef du Service
Mohamed KADRI	SMOP DPA Boulemane	Chef du Service
Mbarek AHASSAR	CID/AT	Technicien
M'Barek OUJABAN	CT Boulemane	Vulgarisateur
BESRI Mouâad	DPEFLCD Boulemane	Chef de Bureau de suivi
Brahim ELBAZ	CID/AT	Technicien
Zouhir AZEROUAL	CID/AT	Topographe
Smail OUSSAYEH	CID/AT	Technicien
Ahmed IBNJELLAL	CID/AT	Ingénieur GR
My Mehdi GUENOUNI	SVA-DPA Boulemane	Ingénieur
Kamal BOUSFIHA	CID/AT	Ingénieur GR
Lahcen OUTALEB	SS DPA Boulemane	Technicien
Lhoucine SAIDI	SS DPA Boulemane	Technicien
Haddou CHOUHANI	DPEFLCD Boulemane	Directeur
Karim AHMIDOUCH	Assistance SVA	Ingénieur
Taoufik LMALKI	CT Outat El Haj	Directeur
Mohammed MOKADIR	SVA-DPA Boulemane	Technicien
Mohammed BAKBAL	CT Boulemane	Technicien
Ali LANSARI	FIDA	Consultant
Mohamed LAKLALECH	FIDA	Consultant FIDA
Lahcen BENASSOU	DPA de Boulemane	Directeur
Khadijâ BOURARACH	FIDA	Consultante
Noureddine BOUDRA	CID	Technicien GR

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
Annexe 8: Situation financière

3. Liste de présence à la réunion de synthèse de la mission d'examen à mi-parcours du PDRMO tenue au siège de la DRA de Fès-Boulemane le 18/07/2012

Nom et Prénom	Service	Fonction
Lahcen LAABOUDI	DRA FB (DIAEA)	Chef de division
Mohammed MEZZOUR	DRA FB (DDFA)	Chef de division
Alaoui ARRADI	DRA FB (DSF SGI)	
Rachid LACHABI	DRA FB (SV)	
Lahcen BENASSOU	DPA de Boulemane	Directeur du Projet
Ali LANSARI	FIDA	Consultant FIDA
Mohamed LAKLALECH	FIDA	Consultant FIDA
Khadija BOURARACH	FIDA	Consultante FIDA

APPENDICE 11

SITUATION DES RESSOURCES HUMAINES

APPENDICE 11
SITUATION DES RESSOURCES HUMAINES

ROYAUME
DU MAROC
Projet de
développem
ent rural
dans le
Moyen Atlas
Oriental
(PDRMO)
Rapport
d'examen à
mi-parcours
- Rapport
final
Appendice
11:
Situation
des
ressources
humaines

Equipe prévue par le RE	Profil disponible ou affecté par l'administration		Mis à la disposition par l'AT		Profil Prévu par l'AT	Observations
	Nom et Prénom	Profil	Nom et Prénom	Profil		
Chef de l'UGP	SaidZahri	Protec. Plante				
Agro- économiste			Ahmidouch Karim	Ingénieur agroéconomiste		
Sociologue	Tayi M'Barek (entre 28/3/2007 et 31/12/2009)	Sociologue				Les PDD ont été réalisés par un BE et un sociologue est prévu dans l'AT pour appuyer les AGR et micro-entreprises
Aide comptable Page 115	-OutalebLahcen -JgheridHammou	Chargé des Marchés Chargé Comptabili té		Un aide comptable		
Fo						Vu le retard dans la réalisation de la composante sylvopastorale, les besoins réduits formulés lors de la mission d'examen à mi-parcours (200 ha d'amélioration sylvopastorale et 100 ha de reboisement) et la prise en charge de ces actions par la DPEFLCD , la mise à la disposition du Projet d'un forestier n'est plus nécessaire.
Spéc. microfinance micro-entreprise					Spéc. microfinance micro- entreprise	

Equipe prévue par le RE	Profil disponible ou affecté par l'administration	Mis à la disposition par l'AT	Profil Prévu par l'AT	Observations
Agronome	Jaouad El Haib	Production végétale		
Pastoraliste	Mokadiri Med	Elevage et parcours		
GR/CES			IbenJalla Mohamed	Ingénieur GR
	Kadri Med	Ingénieur GR	Bousfiha Kamal	Ingénieur GR
5 Animateurs				
Page 116				Les PDD étant accomplis par un bureau d'études, ces profils sont remplacés par les techniciens de production végétale (1) et animale (2) de la DPA et de l'AT et par les agents de développement qui seront mobilisés par l'AT des AGR et micro-entreprises.
5 / rices				
	El Ghanami Mehdi	Technicien production animale	El Bazbrahim	Technicien production animale
			AhkarMbarek	Technicien production animale
				Recommandé par la mission de supervision
				Recommandé par la mission de supervision

ROYAUME
DU MAROC
Projet de
développem
ent rural
dans le
Moyen Atlas
Oriental
(PDRMO)
Rapport
d'examen à
mi-parcours
– Rapport
final
Appendice
11:
Situation
des
ressources
humaines

Equipe prévue par le RE	Profil disponible ou affecté par l'administration		Mis à la disposition par l'AT		Profil Prévu par l'AT	Observations
	GhandariAssia	Grande culture	Oussayehsmaïl	Technicien production végétale		Recommandé par la mission de supervision
	Chouiki Yassine	Plantation fruitière				
			Boullah Mourad	Technicien GR		Recommandé par la mission de supervision
			Boudra Nordine	Technicien GR		Recommandé par la mission de supervision
			Chlouah Ali	Technicien topographe		Recommandé par la mission de supervision

ROYAUME
DU MAROC
Projet de
développement
rural
dans le
Moyen Atlas
Oriental
(PDRMO)
Rapport
d'examen à
mi-parcours
- Rapport
final
Appendice
11:
Situation
des
ressources
humaines

APPENDICE 12

FICHE DE SUIVI-EVALUATION DES ACTIONS

APPENDICE 12

FICHE DE SUIVI-EVALUATION DES ACTIONS

1. Objet:
2. Objectifs:
3. Localisation:
4. Bénéficiaires (nom de l'OP):
5. Nombre de bénéficiaires:
6. Date de création de l'OP:
7. Fonctionnement de l'OP (tenue des assemblées, de la comptabilité):
8. Consistance de l'action (décrire le type d'action):
9. Date de réalisation de l'action:
10. Financement (en nature et financier):

Consistance	Bénéficiaires	Projet	Autres	Total
Terrain				
Local				
Equipement				
Intrants				
Autres				
Total				

11. Suivi

Date de la visite	Constats	Insuffisances	Recommandation s	Autres

12. Résultats

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
Appendice 12: Fiche de suivi-évaluation des actions

Année	Produits	Charges		Productions		Bénéfices
		types	valeurs	Quantités	valeurs	
1	1:					
	2:					
2	1:					
	2:					

13. Observations particulières

ROYAUME DU MAROC
Projet de développement rural dans le Moyen Atlas Oriental (PDRMO)
Rapport d'examen à mi-parcours – Rapport final
Annexe 8: Situation financière

APPENDICE 13

BILAN DES REALISATIONS DU DON FIDA

APPENDICE 13

SITUATION ET BILAN DES REALISATIONS DU DON FIDA

Constats

1. Suite au développement de la demande en différents produits des PAM et l'intérêt porté par les professionnels, pour ce secteur, ainsi que les promesses avancées par certaines institutions (PMAP/PMV, fondation Mohamed V, l'INDH, DPEFLCD), des associations et des coopératives se sont formées pour se spécialiser dans l'exploitation et la valorisation des PAM: Coopérative TAMOURT de Ait Bazza;, Association féminine d'Ikouin (Seghrina), Coopérative de Tsiwante (Sidi Ali Ou Youssef), Coopérative de Skoura, Coopérative Fès Ourbil (commune d'Almiss), l'association de Titrite (commune de Guigo).
2. Afin d'appuyer cette dynamique, le FIDA a octroyé un don à la coopérative Tamourt pour réaliser une unité de distillation des huiles de certaines plantes.
3. La mission a visité trois de ces groupements: la coopérative Tamourt d'Aït Bazza financée par le don du FIDA, l'association féminine de Serghina financée par la fondation Med V (dont l'action a été initiée depuis 2007) et l'association féminine de Titrite (commune de Guigo) qui attend un financement.
4. Du fait de la dégradation sévère des ressources naturelles, ces organisations s'orientent vers une valorisation des PAM à travers la domestication. Les deux organisations Tamourt et Serghina ont lancé, grâce à l'appui du don du FIDA, des essais de domestication de certaines espèces locales des PAM. Cependant, les cultures sont très mal entretenues et mal suivies pour renseigner sur les paramètres recherchés: comportement de l'espèce en culture, rendements, soins spécifiques à apporter, etc. A cette date, les résultats ne sont pas concluants à cause de la négligence et de l'insuffisance du suivi, de l'insuffisance d'information, du manque d'une vision claire de développement et de l'absence d'un programme d'action avec un timing.
5. Le don a permis le financement, des études, d'une unité de distillation des huiles essentielles de la coopérative Tamourt, et la formation des membres de deux organisations (coopérative Tamourt et l'association de Serghina). Les activités réalisées pour les deux organisations sont détaillées dans le tableau ci-après.

Leçons tirées et insuffisances

6. La coopérative de Tamourt pour le développement est localisée dans un site très accidenté. Constituée le 19/12/11, elle comprend 32 adhérents (à la date de la visite). La moitié des adhérents réside à Imouzzar Marmaouch et l'autre moitié au douar Aït Tabet (distant de 15Km). Ce dernier connaît un exode rural important. En effet, sur les 50 ménages qu'il comptait par le passé, il n'en reste que 12 actuellement. Les femmes ainsi divisées entre les lieux de résidence n'arrivent pas à coordonner leurs activités. Pourtant, cette coopérative a bénéficié, dans le cadre du don des équipements nécessaires pour la distillation, de deux serres (un pour la multiplication et l'autre pour l'acclimatation), de petit matériel de jardinage, de plants, de formations (voir le tableau ci-après la liste complète du matériel octroyé dans le cadre du don). Cependant, cette coopérative connaît de nombreuses contraintes: i) la non adhésion totale des femmes; ii) le manque d'intérêt des bénéficiaires (cf. statut); iii) l'insuffisance du foncier pour l'extension de la domestication; iv) l'accès difficile au terrain; v) le manque d'autonomies des femmes dans la prise de décision; vi) le manque de visibilité de développement de la coopérative et d'un programme d'action; vii) la dispersion des femmes contraignant la gestion collective, viii) le manque d'activités incitatrices pour permettre de générer des revenus rapidement permettant d'encourager les femmes à supporter les travaux d'entretien des parcelles de domestication; et ix) l'inadaptation des serres installées.

7. L'association de Serghina: bien que la capacité des équipements, dont elle dispose, est faible et l'unité de distillation est éloignée par rapport au douar(5 km), ce groupement paraît disposer de certains atouts pour réussir cette activité, à condition qu'elle soit bien encadrée et suivie. Cette association se trouve dans un lieu plus accessible et se caractérise par un bureau plus dynamique ainsi qu'une certaine cohésion entre ses membres(à la date de la mission). Elle dispose d'un local et des bâtiments nécessaires pour le développement de l'activité et bénéficie de l'appui de la CR. Cependant, elle ne parvient pas encore à se lancer. L'AT devra faire un diagnostic approfondi pour mieux élucider les chances de réussite de cette activité avec ce groupement avant d'investir et d'y accorder un appui du projet.

8. Dans tous les groupements PAM visités, l'activité n'est pas encore réellement lancée, les deux groupements (Tamourt/Aït Bazza et Serghina) ont pu faire des tests pour examiner la fonctionnalité des équipements reçus et ont participé aux voyages et aux formations mais ne disposent pas encore de leur propre production de PAM pour démarrer la distillation.

9. L'opération de la domestication des PAM est une activité nouvelle pour la zone, elle nécessite des essais préalables afin de mieux maîtriser les aspects agronomiques en accord avec les spécificités locales. Par ailleurs, les femmes ne disposent pas de foncier pour réaliser les plantations et doivent par conséquent louer des parcelles chez les hommes avec des contrats de location. En effet, les donations d'une parcelle par un membre de la famille, ouvre les possibilités d'ingérences extérieures ce qui provoquent des conflits entre les membres de la coopérative (ex. cas de la coopérative Tamourt d'Aït Bazza). De plus, les groupes cibles du FIDA sont des ménages très pauvres et ne peuvent pas supporter des activités qui nécessitent des investissements financiers ou des fonds de roulement conséquents ainsi qu'une période d'attente de 3 ou 4 ans avant de rentrer dans la pleine production.

10. Si la domestication des PAM est une nécessité pour alléger l'exploitation des RN déjà très dégradées au niveau de la zone, certains responsables craignent un revers négatif par une surexploitation des ressources existantes en cas de non accompagnement et sensibilisation des populations. En effet, même avec une domestication les gens vont vouloir toujours gagner plus, surtout les femmes qui ont des difficultés à trouver le foncier.

Recommandations et propositions

11. Il est urgent de redresser la situation dans les deux organisations:

- Pour Tamourt (CR Aït Bazza), il faut donner un délai ferme aux membres de la coopérative pour redresser la situation à travers: i) l'entretien des parcelles d'essais et la recherche d'une superficie de terre plus importante et appropriée leur permettant d'assurer une production convenable en mesure de leur générer des revenus; ii) une meilleure gestion de la coopérative; iii) l'assainissement des conflits entre les membres et éviter les ingérences des hommes; et iv) la recherche d'un siège plus accessible. Passé le délai, le matériel et les équipements pourraient être transférés à une autre coopérative ou association.
- Quant à l'association de Serghina, ce groupement dispose d'une localisation lui offrant la possibilité de louer des terres et de s'associer avec les apiculteurs financés dans le cadre du PDRMO pour la domestication. En effet, la coopérative apicole de Serghina compte réaliser la domestication dans l'objectif de produire du miel. Une convention entre les deux coopératives est à envisager pour que celle des PAM récupère les productions après butinage et exploitation des fleurs par les abeilles. Néanmoins, la mission recommande qu'un diagnostic approfondi soit réalisé par l'AT pour mieux apprécier les

opportunités offertes et les obstacles qui peuvent s'opposer au redressement de ce groupement.

12. D'une manière générale pour pouvoir supporter les frais de la domestication, les femmes doivent: i) bénéficier des actions facilitatrices pour leur permettre de disposer de revenus plus rapidement et financer la domestication des PAM; ii) mobiliser d'autres groupes d'intérêt pour la domestication ex. les apiculteurs. Les discussions menées avec des apiculteurs de Serghina ont montré l'intérêt que porte ce groupe à la domestication des PAM. Après l'affouragement par les abeilles, la production pourrait être vendue aux femmes pour la distillation; iii) passer des contrats avec les DPEFLCD pour l'exploitation des PAM locales, mais ceci suppose que les femmes possèdent un fonds de roulement; et iv) acheter la matière première directement chez les coopératives locales partenaires des DPEFLCD (actuellement elles sont 5).

13. Le projet PDRMO pourrait réaliser des plantations de safran comme prévu dans sa composante « intensification et diversification de la production agricole » au profit de des femmes pour: i) tester le comportement et la rentabilité de la culture; ii) aider les femmes à disposer d'autres sources de revenus; et iii) toucher un grand nombre de ménages pour vulgariser la culture et les techniques agricoles (ex. irrigation) au lieu de réaliser les plantations chez un seul agriculteur.

Etudes et guides réalisés dans le cadre du projet

- Etude de la filière PAM dans la région de PDRMO-BOULMANE
- Etude d'identification des PAM dans la région de PDRMO- BOULMANE
- Guide de récolte et de valorisation des plantes aromatiques et médicinales (arabe, Français)
- Fiche sur la caractérisation chimique des huiles essentielles des PAM de Boulemane
- Une carte SIG pour les PAM est en cours d'élaboration (prévue fin 2012)
- Base de données sur les PAM de la région
- Modules de formations sur la gestion administrative et comptable des coopératives (en français)
- Module de formation sur les techniques de production des PAM (en arabe)
- Module de formation sur les techniques d'extraction des huiles essentielles (en arabe)
- Module de formation sur les techniques de séchage des PAM
- Mise en ligne du site web du projet
- Etude d'impact en cours (enquêtes sur la situation de référence des ménages et à mi- parcours réalisées)
- Mise en place d'un système de traçabilité du safran (en cours)
- Fiches techniques des espèces à intérêt économique et des espèces menacées (en cours)

Tableau récapitulatif des réalisations du don FIDA au profit des deux organisations

Réalisations	Coopérative TAMOURT d'Aït Bazza (32 femmes)	Association Ikouiren de Saghrina (40 femmes)
Renforcement des capacités	Formation de 20 femmes à Benkerich ((dont 8 de Ikouiren) sur les techniques de production des PAM	
	Formation de 20 femmes (dont 8 de Ikouiren) à Ait Bazza et Saghrina sur les techniques de séchage des PAM (3jours à Ait Bazza+ 1jour à Saghrina)	
	Démonstration et mise en parcelle assistée par un formateur (2 jrs) selon l'approche « farmer to farmer »	Démonstration et mise en parcelle assistée par un formateur (2 jrs) selon l'approche « farmer to farmer »
	Organisation d'un voyage pour 25 femmes (dont 12 e Ikouiren chez un privé/PAM à Oulmès et 5 coopératives à Azrou et Ifrane (3jr)	
Essai: Fabrication de produits PAM	Fabrication de plantes séchées, infusettes, eaux florales, savons et bougies parfumés (stade Essai)	
Soutien à la commercialisation	Participation de deux femmes par un stand à l'édition 2012 Au SIAM de Meknès	
Fourniture de plants	600 Kg de bulbes de safran	500Kg de bulbes de safran
	3000 d'origan	3000 d'origan
	6000 plants de lavande	4000 plants de lavande
	2000 rosiers	2000 rosiers
Equipe-ments	1- Séchoir à claies pour plantes aromatiques et médicinales Capacité: 70Kg	
	1-Balance de précision	
	1-Machine soudeuse électrique (kit complet)	
	1-Alambic en cuivre pour l'extraction des eaux florales	
	1-Machine à coudre	
	1-Serre Delta 9: L: 25m, l: 9m pour la multiplication des plants	
	1-Ombrière Delta 9: L: 25m, l: 9m pour la multiplication des plants	
	Petit matériel agricole: (Brouettes, sapes, sécateurs, pioches, binettes, râteaux, arrosoirs)	
	Matériel d'emballage: Sachets en polypropylène, flacons, étiquettes, boîtes en infusette	

Réalisations	Coopérative TAMOURT d'Aït Bazza (32 femmes)	Association Ikouiren de Saghrina (40 femmes)
	Produits pour la fabrication du savon	

